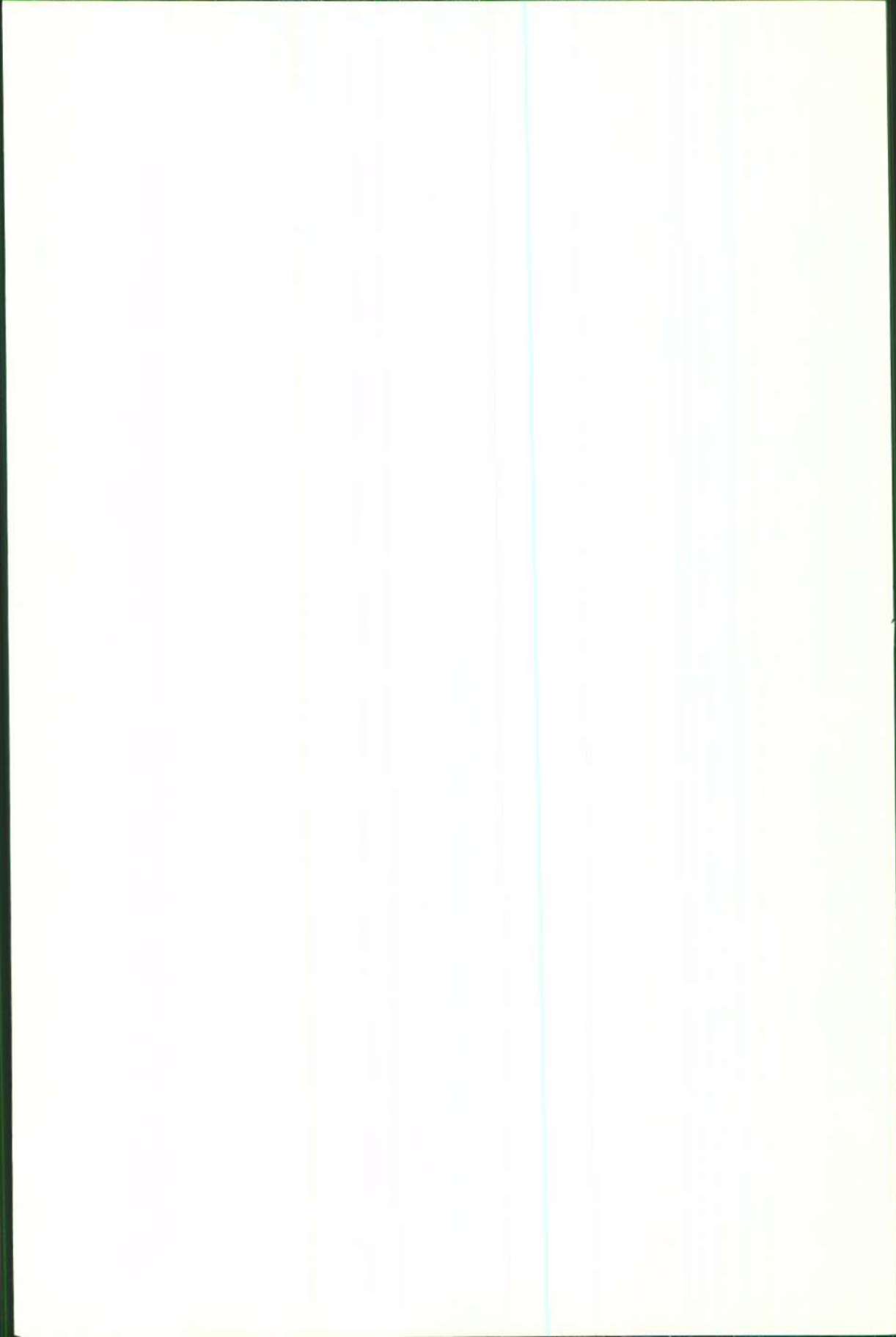


TROISIÈME PARTIE

**BANQUES COMMERCIALES ET AUTRES
INSTITUTIONS FINANCIÈRES DE TANZANIE**



Chapitre I

LES BANQUES COMMERCIALES

1. HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION DU SECTEUR DES BANQUES COMMERCIALES EN TANZANIE. MESURES DE NATIONALISATION DE 1967

Nous avons déjà tracé au cours des chapitres précédents les lignes générales de l'évolution du système des banques commerciales, depuis leurs premières expériences en 1905 avec la *Deutsch Ostafrikanische Bank* et celle de 1911 avec la *Handelsbank für Ostafrika*, à leur remplacement après la première guerre mondiale par des filiales des *expatriate banks* britanniques. En 1923, il y avait 12 guichets bancaires au Tanganyika, 4 à Dar es-Salam, 3 à Tanga et un dans chacune des villes suivantes: Tabora, Lindi, Mwanza, Bukoba et Kigoma; avant la seconde guerre mondiale d'autres guichets avaient été ouverts à Moshi, Arusha et Iringa. Après cette deuxième guerre la structure bancaire prit de l'expansion à un rythme accéléré, tout au moins jusqu'en 1960; à partir de 1961 quelques tentatives de rationalisation furent faites, mais en 1967, au moment de la nationalisation, on trouvait en Tanzanie plus de 70 guichets, entre les filiales et les agences, dont 4 étaient situés à Zanzibar. Les *Big Three* possédaient au moins 47 succursales, tandis que le reste était réparti en une série d'institutions, étrangères pour la plupart, comme la *National Bank of Pakistan*, la *Bank of Baroda*, la *Bank of India*, la *Algemene Bank*

Nederland N.V. (connue auparavant sous le nom de *Nederlandsche Handel-Maatschappij*), la *Jetha Lila* (petite banque privée indienne opérant à Zanzibar) et la *Commercial Bank of Africa* (appartenant à un consortium de banques étrangères, surtout américaines, et dans laquelle le mouvement coopératif du Tanganyika avait une participation minoritaire). Les banques locales étaient au nombre de 3: la *National Co-operative Bank*, la *Tanzania Bank of Commerce*, et la *People's Bank of Zanzibar*.

La *National Co-operative Bank* avait été fondée en 1964 par le mouvement coopératif et opérait principalement dans le secteur agricole (1). La *Tanzania Bank of Commerce* fut créée en 1965, ayant racheté le paquet d'actions de l'*Ottoman Bank* qui était majoritaire: le gouvernement tanzanien souscrivit 60% de ces actions tandis que neuf banques opérant en Tanzanie se partagèrent les autres actions. Les principaux objectifs de cette banque consistaient à donner une impulsion nouvelle à l'octroi de crédits en faveur des activités commerciales, et à permettre au Gouvernement et aux organismes publics de déposer leurs ressources monétaires dans une banque possédée et entièrement contrôlée par l'Etat lui-même (2).

La *People's Bank of Zanzibar* avait été constituée en 1966 avec mission d'opérer pour le compte du Gouvernement de Zanzibar et d'un vaste groupe d'établissements publics.

Pour conclure, au début de 1967, le système bancaire tanzanien apparaissait encore dominé par les *Big Three*: la *Barclays' Bank D.C.O.*, la *Standard Bank* et la *National and Grindlays Bank*. A l'oeuvre de ces trois instituts en Tanzanie on peut faire les cri-

(1) Voir plus loin, Chapitre II, page 329 et suivantes.

(2) Se référer au *Speech of the Honourable Minister for Finance Introducing the Estimates of Revenue and Expenditures 1964/1965 to the National Assembly on 16th June*, page 7.

tiques que nous avons déjà énumérées en général pour l'*East Africa*, c'est-à-dire: la limitation de leur domaine opérationnel aux secteurs d'exportation plus spécialement, l'insuffisance des crédits accordés à la population locale, les fortes garanties exigées, la dépendance étroite vis-à-vis de l'étranger, la faible contribution à la mobilisation de l'épargne locale, le drainage de fonds en faveur de la mère-patrie. Au sujet de cette dernière critique il convient de constater un de ses aspects particuliers: en Tanzanie, le recours aux découverts en compte courant auprès des sièges de Londres a été beaucoup moins important qu'au Kenya et en Ouganda (1).

Entre temps le cadre politique du Pays avait subi des mutations importantes: le 6 février 1967, le Président Nyerere annonça l'intention de nationaliser le système des banques commerciales, dans le cadre des indications contenues dans la Déclaration d'Arusha. L'actif et le passif des banques nationalisées passèrent au Ministère des Finances et le 7 février le Ministre désigna un comité spécial ayant pour mission de contrôler temporairement les banques elles-mêmes et de fixer des limites quantitatives à l'expansion des prêts effectués par les instituts nationalisés.

Le 15 février l'Assemblée nationale approuva le *National Bank of Commerce Act* (2), aux termes duquel toutes les banques étrangères opérant en Tanzanie, à l'exception de la *Jetha Lila Bank* (3) furent nationalisées et incorporées dans la *National Bank of Commerce*. Le Comité que le Ministre des Finances avait nommé cessa son activité et fut absorbé par le Conseil d'Administration de la nouvelle institution.

(1) Cette circonstance semble confirmée par les données que nous avons reportées en leur temps dans la première partie, sur le Tableau 17, page 130.

(2) *The National Bank of Commerce (Establishment and Vesting of Assets and Liabilities) Act.*, n. 1 de 1967.

(3) La *Jetha Lila Bank* ferma ses guichets en 1968.

Cette décision de nationaliser le système bancaire fut prise en application des indications de la Déclaration d'Arusha, où il était dit que les principaux moyens de production, y compris le secteur des banques, devaient être assujettis au contrôle public et devenir la propriété de l'Etat, et que c'était là une condition dont il fallait tenir compte pour établir et maintenir un régime socialiste dans le Pays.

Les motifs d'une telle décision doivent donc être attribués, avant tout, à l'intention de poursuivre une politique socialiste basée sur le concept de l'indépendance (*self-reliance*) (1): le secteur des banques commerciales avant février 1967 était presque entièrement dans les mains de capitalistes étrangers et l'on pensait couramment en Tanzanie que si le Pays avait obtenu son indépendance politique il ne jouissait pas encore pleinement de sa liberté dans le domaine économique, puisqu'il était dans l'impossibilité d'exercer un contrôle réel sur les institutions étrangères (2). On se rendait compte qu'il n'était pas seulement nécessaire d'imposer aux banques un comportement déterminé, ce qui était faisable, en partie du moins, grâce à la vaste instrumentation opérationnelle dont disposait la Banque centrale mais aussi qu'il fallait obtenir de toutes les institutions financières opérant dans le Pays une coopération et une contribution à la fois active et enthousiaste à la mise en oeuvre des nouvelles orientations politiques exprimées dans la « Déclaration d'Arusha » (3).

(1) *Address by the Minister of Finance to the National Assembly when Introducing a Bill to Establish the NBC*, 14 février 1967.

(2) *Speech by Mr. Amon J. NSEKELA, Chairman and Managing Director of the NBC, to the Economic Society of Tanzania on Wednesday 31st January, 1968*, *Annals of the NBC*, 1967, page 23.

(3) « Le seul moyen effectif de garantir une harmonie totale entre les programmes politiques et économiques de n'importe quel Pays est de créer une situation dans laquelle les personnes responsables des programmes économiques soient celles qui dominent en politique, et réciproquement » (*ibidem*, page 24).

L'activité des banques commerciales devait s'exercer de façon à dépasser les limites des *expatriate banks*, en diversifiant la gamme des emplois, en se proposant de contribuer au développement rural, en diffusant l'utilisation de la monnaie et le recours aux institutions de crédit jusque dans les zones les plus éloignées, en réalisant une meilleure répartition des ressources financières disponibles du point de vue géographique comme de celui des secteurs.

On s'attendait, en particulier, à ce que la nationalisation offre les avantages suivants:

- a) une mobilisation plus efficiente et une redistribution de l'épargne, dont l'objectif final serait de répondre aux exigences de développement du Pays;
- b) une accélération du rythme de formation de l'épargne des ménages dans les zones urbaines comme dans les zones rurales;
- c) un système bancaire, qui tout en ne négligeant pas la nécessité d'obtenir des résultats rentables, considère comme prioritaire le service à rendre à la collectivité dans des conditions avantageuses pour celle-ci plutôt que d'envisager son profit;
- d) un réseau de distribution des services bancaires dans tout le Pays présentant une plus grande capillarité;
- e) une garantie de rémunération équitable pour les ressources monétaires déposées dans les banques de ce système (1).

Une fois la nationalisation effectuée, la structure bancaire de la Tanzanie comprenait trois banques commerciales: la *National Bank of Commerce* qui était de beaucoup l'institut le plus important, la *National Co-operative Bank* et la *People's Bank of Zanzibar*. Une concurrence très sérieuse s'établit entre les deux pre-

(1) THE NATIONAL BANK OF COMMERCE, *Annual Report and Accounts for the Year Ended June 1971*, page 16.

nières institutions, spécialement après que la NCB eut étendu son domaine opérationnel (1); ce fait donna lieu à de nombreuses critiques, car on estimait qu'il était plus opportun, pour une Nation en voie de développement comme la Tanzanie, de réaliser une coordination des activités de ses diverses institutions de crédit et, surtout, on considérait qu'introduire des formes de concurrence semblait contraire aux choix socialistes qui avaient été effectués (2).

En 1970, la structure du système bancaire fut donc de nouveau modifiée dans le sens d'une augmentation de la concentration et de la spécialisation: les activités de la NCB furent absorbées par la *National Bank of Commerce*, en deux stades: le 24 octobre et le 21 novembre 1970.

Aujourd'hui le système des banques commerciales est donc composé de la *National Bank of Commerce* et de la *People's Bank of Zanzibar*.

2. DÉPÔTS, EMPLOIS ET SITUATION DES LIQUIDITÉS DES BANQUES COMMERCIALES DE 1966 A 1972

Un cadre de l'activité des banques commerciales de 1966 à 1972 est fourni par les Tableaux 45 à 52: il est intéressant de leur consacrer une étude très détaillée.

Le Tableau 45 nous permet d'observer que, dans l'ensemble de leurs activités, ces banques donnent nettement la prédominance aux activités internes, même si la part de l'étranger, comprenant essentiellement des dépôts dans des banques et des devises, semble augmenter. A ce propos il est opportun de confronter le passif à

(1) THE NATIONAL CO-OPERATIVE DEVELOPMENT BANK GROUP, *Annual Report*, 1968, page 7.

(2) Voir J. LOXLEY, *The Monetary Systems of Tanzania Since 1967*, op. cit., pages 14-15.

TABLEAU 45

COMPOSITION DES ACTIFS DES BANQUES COMMERCIALES DE 1966 A 1973 (au 31 décembre - en millions de shillings)

Actifs	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973 (*)
<i>Actifs internes</i>								
— encaisse	32,2	27,5	39,8	45,3	42,6	62,8	78,4	57,9
— dépôts à la Bank of Tanzania	48,6	3,1	49,2	35,7	2,7	2,0	3,7	4,0
— bons du Trésor ordinaires	6,0	30,0	104,0	41,0	—	15,0	99,0	99,0
— autres titres	10,1	12,7	39,6	142,7	152,4	279,6	360,2	383,9
— prêts et escomptes	797,3	818,1	898,6	1.092,6	1.347,1	1.504,6	1.548,9	1.453,6
— actifs divers (y compris les dépôts inter-banques)	262,5	108,6	143,4	213,8	205,6	192,2	177,9	175,8
Total des actifs internes	1.156,7	1.000,0	1.274,6	1.571,1	1.750,4	2.056,2	2.268,1	2.174,2
<i>Actifs envers l'étranger</i>								
— liquides	85,0	138,8	114,2	260,5	357,3	575,2	670,8	741,1
— divers	35,0	55,0	78,1	34,6	25,3	36,5	22,6	13,1
Total des actifs envers l'étranger	120,0	193,8	192,3	295,1	382,6	611,7	693,4	754,2
<i>Autres types d'actifs</i>								
	50,6	103,9	91,2	91,2	86,6	92,7	100,9	104,4
Total des actifs	1.327,3	1.297,7	1.558,1	1.957,4	2.219,6	2.760,6	3.062,5	3.023,8

(*) Les données relatives à l'année 1973 se réfèrent au 31 mars.

SOURCE: BANK OF TANZANIA, *Economic and Operations Report* et *Economic Bulletin*, de plusieurs années.

l'égard de l'étranger (Tableau 46): la position, comme on peut le constater, est toujours créditrice, à la différence de ce qui se passait en *East Africa*, pendant la période antérieure à 1966. L'unique exception, qu'il est impossible d'observer dans les tableaux, est représentée par la période Juillet-novembre 1966, au cours de laquelle, pour la dernière fois, la position était débitrice.

On peut relever d'autres aspects intéressants sur le Tableau 45, tels que: la tendance à la baisse du montant des dépôts à la *Bank of Tanzania*, qu'il est possible de relier à la perte d'importance du service de compensation et à la suppression du *Money Employed Scheme*, ainsi que la baisse des dépôts inter-banques, qui subissent une première diminution en 1967 coïncidant avec les mesures de nationalisation, pour augmenter par la suite, surtout parce que des rapports financiers se sont instaurés entre la NBC et la NCB, ils ont tendance à baisser de nouveau une fois effectuée la fusion des deux instituts. Réciproquement, une augmentation est enregistrée pour le volume des emplois en titres, surtout en ceux à long terme, c'est là un effet des dispositions de politique monétaire adoptées par la Banque centrale, dont nous avons déjà fait mention dans la deuxième partie (1), le volume des prêts a également augmenté.

Le Tableau 46 fait ressortir quatre éléments principaux: la position tout-à-fait marginale des passifs envers l'étranger, l'augmentation constante des dépôts, qui ont plus que doublé en sept ans, l'augmentation des passifs vis-à-vis de la Banque centrale et la diminution de ces derniers à l'égard des autres banques.

La Tableau 47 présente le plus haut intérêt, du fait qu'il met en évidence la dynamique des emplois et des dépôts pendant les sept dernières années; dans l'ensemble, les dépôts se sont accrus

(1) Voir page 178.

TABLEAU 46

COMPOSITION DES PASSIFS DES BANQUES COMMERCIALES DE 1966 A 1973 (au 31 décembre - en millions de shillings)

P a s s i f s	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973 (*)
<i>Passifs internes</i>								
— dépôts	922,9	1.013,8	1.260,5	1.571,1	1.782,5	2.158,9	2.425,2	2.545,5
— passifs envers la <i>Bank of Tanzania</i>	90,2	53,3	81,9	57,0	71,0	163,0	137,0	—
— passifs envers les autres banques	113,7	13,8	12,6	105,1	12,7	0,7	0,2	1,0
— passifs divers	103,0	125,2	111,3	132,8	199,1	187,8	257,3	241,0
Total des passifs internes	1.229,8	1.206,1	1.466,3	1.866,0	2.065,3	2.510,4	2.819,7	2.787,5
<i>Passifs envers l'étranger</i>								
— passifs envers les autres banques	54,5	13,6	11,4	11,9	43,5	84,7	37,9	35,0
— divers	7,8	30,3	30,6	26,5	27,0	44,0	63,9	69,5
Total des passifs envers l'étranger	62,3	43,9	42,0	38,4	70,5	128,7	101,8	104,5
<i>Capital et réserves</i>	35,2	47,8	49,8	53,0	83,8	121,6	140,9	140,9
Total	1.327,3	1.297,8	1.558,1	1.957,4	2.219,6	2.760,7	3.062,5	3.032,9

(*) Les données relatives à l'année 1973 se réfèrent au 31 mars.

SOURCE: BANK OF TANZANIA, *Economic and Operations Report* et *Economic Bulletin*, des diverses années.

TABLEAU 47

DEPOTS ET EMPLOIS DES BANQUES COMMERCIALES DE 1966 A 1973
(en millions de shillings)

Période	Dépôts		Emplois		Rapport emplois/ dépôts en %
	Valeurs absolues	% de croissance annuels	Valeurs absolues	% de croissance annuels	
1966 - décembre	927,3		832,2		89,7
1967 - juillet	884,0		735,0		84,2
septembre	930,8		858,4		92,2
décembre	1.033,1	+ 11,4	848,9	+ 2,0	82,2
1968 - mars	1.035,5		719,4		69,5
juin	1.069,9		739,2		69,1
septembre	1.229,6		1.031,9		83,9
décembre	1.288,5	+ 24,7	941,4	+ 10,9	73,1
1969 - mars	1.260,1		867,6		68,9
juin	1.371,3		927,4		67,5
septembre	1.445,1		1.075,0		74,4
décembre	1.595,6	+ 23,8	1.126,6	+ 19,6	70,6
1970 - mars	1.503,4		973,0		64,7
juin	1.568,1		1.074,0		68,5
septembre	1.664,0		1.222,6		73,5
décembre	1.809,4	+ 13,4	1.372,4	+ 21,8	75,8
1971 - mars	1.826,9		1.328,3		72,7
juin	1.945,8		1.378,7		70,9
septembre	1.987,5		1.348,7		67,9
décembre	2.202,9	+ 21,7	1.541,1	+ 12,3	70,0
1972 - mars	2.226,5		1.371,3		61,6
juin	2.218,3		1.295,5		58,4
septembre	2.317,8		1.437,2		62,0
décembre	2.489,1	+ 12,9	1.571,5	+ 1,9	63,1
1973 - mars	2.615,0	—	1.466,8	—	56,0

SOURCE: BANK OF TANZANIA, *Economic and Operations Report* et *Economic Bulletin*, des diverses années.

beaucoup plus que les emplois: ce fait reflète la monétisation graduelle de l'économie et la diffusion des institutions de crédit jusque dans les zones rurales, il témoigne également de l'habileté

du système bancaire à collecter le cumul d'épargne des ménages et des entreprises de façon capillaire, mais en même temps de l'incapacité de ce système à donner à l'expansion des crédits une diffusion analogue. Cette déficience du système bancaire semble due à des causes d'ordre, soit fonctionnel, inhérentes à l'efficience des institutions et à des circonstances de caractère technique, soit structurel, c'est-à-dire liées à l'articulation insuffisante, sous certains aspects, du système lui-même.

Il est évident que le rapport emplois/dépôts présente une évolution correspondante: de 89,7% en 1966 à 63,1% en décembre 1972, et à 56% en mars 1973, autrement dit il passe de valeurs particulièrement élevées à d'autres décidément faibles. Il est intéressant de noter que ce rapport subit aussi des fluctuations de type saisonnier, en particulier il tend à atteindre son point le plus élevé pendant les premiers mois de l'année, ceci coïncide avec la rentrée d'une partie des crédits octroyés au secteur agricole et avec le rythme plus rapide de la croissance des dépôts que l'on observe vers le mois de décembre. Cette tendance ne ressort pas toujours nettement, parce que le rythme saisonnier se trouve souvent perturbé par des facteurs de nature extra-économique, par exemple le climat qui provoque l'avance ou le retard de l'époque des récoltes, et de la commercialisation des produits agricoles.

En 1966, une forte augmentation des dépôts et des prêts a été enregistrée, elle a coïncidé avec une conjoncture favorable de l'économie, alors que l'année suivante, l'ambiance politique chargée d'incertitude a déterminé un temps d'arrêt, très marqué surtout pendant le premier semestre. La diminution des dépôts, due plutôt à des motifs saisonniers que psychologiques, exception faite de quelques cas de fuites de capitaux, a été d'ailleurs très inférieure à celle enregistrée pour les prêts: dans ce cas sont intervenues soit des causes d'origine saisonnière, soit le fait que durant la

période des nationalisations les financements étrangers furent interrompus, et des réserves excessives de produits s'étaient accumulées et ne réussissaient pas à trouver des débouchés.

Pendant le trois années qui suivirent, dépôts et prêts augmentèrent à un bon rythme, le développement de l'activité de crédit de la NCB qui reçoit des fonds de la NBC est particulièrement remarquable. En 1971, tandis que les dépôts continuent à augmenter, les prêts commencent à ressentir les effets des mesures de restriction prises l'année précédente. Cependant, l'expansion des crédits à l'agriculture et à la commercialisation des produits agricoles n'est pas bloquée. Pendant les neuf premiers mois de 1972 les prêts subissent une contraction, alors que les dépôts enregistrent le rythme de croissance le plus faible de toute la période et que le rapport emplois/dépôts arrive pendant celle-ci, au point le plus faible qu'il ait jamais atteint (58,4%). A la fin de l'année, les prêts recommencent à augmenter, de même que les dépôts, et le rapport emplois/dépôts s'accroît pour revenir à une valeur très faible en mars 1973, par suite du mouvement saisonnier.

Sur le Tableau 48, les dépôts sont analysés sous le profil de l'échéance: les dépôts à vue constituent le quota principal et ont presque doublé de 1966 à 1972; par ordre d'importance les dépôts à terme occupent la seconde place, il ont presque sextuplé pendant la même période: leur incidence est passée de 16,5% du total à 38,6%, tandis que les dépôts d'épargne, bien qu'ils aient enregistré une bonne croissance quantitative, ont vu diminuer leur incidence de 15,1% à 11,1 pour cent.

Il est également intéressant d'observer les aspects saisonniers du comportement des diverses catégories de dépôts: ceux à vue présentent des minima en mars-juin, mais tendent à augmenter d'une façon plus prononcée vers la fin de l'année; ceux à terme et ceux d'épargne présentent des caractéristiques saisonnières moins

TABLEAU 48

DEPOTS DES BANQUES COMMERCIALES ANALYSES SUIVANT LEUR TYPE
D'ECHEANCE DE 1966 A 1973
(en millions de shillings)

Période	Dépôts à vue	Dépôts à terme	Dépôts d'épargne	Autres types de dépôts
1966 - décembre	631,7	153,1	140,3	2,3
1967 - juillet	606,1	139,9	131,7	6,3
septembre	641,5	148,3	136,5	4,5
décembre	730,6	156,1	141,3	5,1
1968 - mars	608,0	278,3	146,8	2,4
juin	618,4	293,2	152,4	5,9
septembre	760,3	305,2	157,2	6,9
décembre	768,8	356,7	159,7	3,3
1969 - mars	718,4	372,2	162,1	7,4
juin	746,2	455,9	163,9	8,3
septembre	828,3	433,5	174,6	8,7
décembre	931,8	479,8	177,3	6,7
1970 - mars	753,6	561,6	183,0	5,1
juin	822,3	551,9	189,5	4,5
septembre	980,4	615,9	205,2	8,0
décembre	980,4	615,9	205,2	8,0
1971 - mars	947,4	660,2	209,1	10,2
juin	1.077,7	656,0	199,4	12,7
septembre	1.088,4	675,3	208,6	15,2
décembre	1.192,1	779,4	215,7	15,6
1972 - mars	1.118,1	863,5	227,6	17,3
juin	1.128,6	828,0	244,2	17,5
septembre	1.143,8	895,7	256,3	21,9
décembre	1.257,6	941,0	269,7	20,8
1973 - mars	1.283,6	1.006,3	292,9	32,3

SOURCE: BANK OF TANZANIA, *Economic and Operations Report* et *Economic Bulletin*, des diverses années.

marquées, cependant leur tendance à augmenter est plus accentuée pendant le premier trimestre de l'année en relation avec les transferts provenant de la catégorie des dépôts à vue.

TABLEAU 49

DEPOTS DES BANQUES COMMERCIALES ANALYSES D'APRES LES
CATEGORIES DE DEPOSANTS DE 1966 A 1973
(en millions de shillings)

Période	Gouvernement central	Gouvernement local	Entreprises publiques	Communauté d'East Africa	Autres dépôts internes	Dépôts étrangers
1966	58,3	59,6	79,1	35,4	688,0	6,9
1967	143,9	49,1	72,9	32,4	715,4	19,4
1968	98,1	79,2	196,1	113,3	773,8	28,0
1969	102,3	89,8	320,0	107,2	951,8	24,5
1970	282,6	98,6	297,4	108,4	995,4	27,0
1971	441,6	79,3	397,0	133,5	1.107,5	44,0
1972	491,0	45,6	412,0	161,2	1.315,4	63,9
1973 (31 mars)	564,3	33,0	435,7	128,7	1.383,8	69,5

SOURCE: BANK OF TANZANIA, *Economic and Operations Report* et *Economic Bulletin*, des diverses années.

Si, par contre, nous analysons les dépôts sous le profil de leur provenance (Tableau 49), nous voyons qu'ils appartiennent surtout à des particuliers, bien que le rythme de croissance des dépôts effectués par le Gouvernement central et les entreprises publiques apparaisse nettement supérieur depuis ces dernières années.

La Tableau 50 montre les prêts consentis par les banques commerciales analysés sous le profil de la modalité technique utilisée; même si les données ne sont pas encore suffisamment détaillées, deux considérations d'un certain intérêt peuvent être faites: en premier lieu, la modalité prédominante semble être celle des découverts en compte courant; en second lieu, on peut constater la baisse des escomptes directs comme celle des emprunts à l'étranger.

TABLEAU 50

ANALYSE DES PRETS DES BANQUES COMMERCIALES SELON LEURS
MODALITES TECHNIQUES DE 1966 A 1973
(en millions de shillings)

Période	A l'intérieur du Pays			Total	Prêts étrangers
	Découverts en compte courant	Effets commer- ciaux	Autres types de prêts		
1966	712,7	45,7	38,9	797,3	34,9
1967	608,1	70,3	139,7	818,1	30,8
1968	618,8	71,9	207,9	898,6	42,8
1969	652,0	59,5	381,1	1.092,6	34,0
1970	1.157,4	53,6	136,1	1.347,1	25,3
1971	1.344,9	27,3	132,3	1.504,5	36,5
1972	1.366,0	47,0	135,9	1.548,9	22,6
1973 (31 mars)	1.270,0	48,2	135,4	1.453,6	13,1

SOURCE: BANK OF TANZANIA, *Economic and Operations Report* et *Economic Bulletin*, des diverses années.

Le Tableau 51 offre bien plus d'intérêt parce qu'il présente une analyse de la distribution des crédits parmi les divers secteurs de l'économie. Il ressort de toute évidence que le secteur recevant le plus grand nombre de financements est celui de la production et de la commercialisation des produits agricoles, viennent ensuite les secteurs du commerce et de l'industrie. Les secteurs dont le poids a comparativement augmenté pendant ces dernières années sont ceux de la commercialisation des produits agricoles, et ceux de l'industrie et du commerce, tandis que les crédits consentis au commerce d'exportation et à la production agricole au sens restreint du mot ont perdu de l'importance. Ont également augmenté les crédits octroyés aux autres institutions financières, par suite de la contribution apportée par la NBC à certaines initiatives nouvelles (*Tanzania Investment Bank, Tanzania Rural Development Bank*).

TABLEAU 51
ANALYSE DES PRETS DES BANQUES COMMERCIALES BASEE SUR LA DISTRIBUTION PAR SECTEUR
DE 1967 A 1973
(en millions de shillings)

Période	Produc- tion agri- cole	Mines et indus- trie	Cons- truc- tion	Trans- ports	Tou- risme	Commer- ce des produits agricoles	Expor- tation	Com- merce	Adminis- tration publi- que	Insti- tuts finan- ciers	Autres sec- teurs
1967 - mars	91,1	110,0	18,4	9,2	—	118,7	121,8	—	—	277,5	—
juin	101,5	123,9	17,7	8,2	—	81,1	85,8	—	—	268,9	—
septembre	100,5	128,1	19,5	11,8	—	173,2	136,8	—	—	261,1	—
décembre	102,1	114,8	25,2	10,4	—	190,9	148,4	—	—	226,3	—
1968 - mars	105,5	114,0	30,6	8,8	—	101,5	133,7	141,5	4,7	9,3	40,2
juin	106,2	128,1	27,8	13,0	—	110,8	94,1	164,1	5,2	7,9	48,4
septembre	100,4	138,0	37,0	9,5	—	332,9	113,4	185,2	5,1	12,1	51,4
décembre	99,5	142,0	41,3	15,6	—	193,0	159,2	178,4	5,6	8,2	55,8
1969 - mars	109,6	158,3	42,6	18,8	—	132,4	123,8	176,8	4,7	8,0	52,7
juin	101,2	182,7	33,2	17,8	—	206,9	102,1	198,0	4,7	12,7	40,5
septembre	97,5	177,9	36,7	16,5	—	278,8	143,7	204,1	3,5	17,0	61,7
décembre	109,6	196,1	40,8	18,5	—	270,7	141,2	226,5	3,3	21,3	64,6
1970 - mars	109,6	226,4	40,5	33,2	13,6	158,7	120,2	266,0	8,5	22,6	63,9
juin	106,8	256,9	35,3	35,1	16,6	116,0	81,4	333,3	2,9	23,4	50,5
septembre	123,6	228,2	36,4	32,7	18,8	220,8	102,7	342,2	3,1	28,4	60,5
décembre	171,6	214,1	35,6	45,3	24,8	280,4	138,8	356,3	2,8	31,7	45,7
1971 - mars	131,7	189,8	35,1	46,3	15,2	263,5	94,5	336,7	2,8	134,1	53,5
juin	106,1	207,6	29,6	44,6	13,1	329,0	77,5	392,2	2,9	111,8	44,5
septembre	93,7	189,7	31,4	45,2	6,8	298,8	76,4	392,9	2,3	103,0	54,5
décembre	81,3	223,0	27,9	40,3	8,8	397,6	107,2	492,5	2,4	74,7	48,9
1972 - mars	104,4	212,0	28,4	43,4	8,6	362,6	76,1	382,3	4,8	77,7	50,7
juin	103,6	236,2	22,7	37,8	10,0	332,0	52,2	355,5	1,9	68,9	58,7
septembre	103,2	248,6	28,1	45,1	11,1	430,0	92,3	322,0	3,2	73,8	52,6
décembre	96,2	255,5	31,1	41,6	13,7	531,5	115,0	326,6	1,9	68,2	67,7
1973 - mars	96,9	247,3	33,4	36,7	11,5	452,3	89,2	359,6	1,7	69,1	56,1

SOURCE: BANK OF TANZANIA, *Economic and Operations Report et Economic Bulletin*, des diverses années.

En ce qui concerne l'évolution saisonnière, l'ensemble des prêts atteint ses valeurs maximales en septembre-décembre, alors que vers mars on observe les valeurs minimales. Cette tendance est fortement influencée par le cours de la production agricole, aussi bien en ce qui a trait à l'amplitude des oscillations que pour les conditions de leur durée: l'évolution atypique de 1971, par exemple, a subi l'influence de facteurs saisonniers comme celle des politiques de restriction adoptées par la Banque centrale. L'évolution des prêts à chaque secteur de l'économie présente, cependant, des caractéristiques qui lui sont particulières et ce fait se répercute sur le cours de l'ensemble des prêts en raison directe du poids quantitatif des diverses branches d'activité: les crédits à la commercialisation des produits agricoles ont une marche très semblable à l'évolution générale et un caractère saisonnier très accentué; ceux à la production agricole atteignent leurs valeurs maximales au début de l'année et leurs valeurs minimales vers la fin de l'année; les prêts à l'exportation évoluent comme les précédents, mais à des époques légèrement antérieures; les crédits à l'industrie et au commerce, réciproquement, ne subissent les mouvements saisonniers que par ricochet, ils ont tendance à augmenter vers la fin de l'année, dans la mesure où les ressources financières deviennent disponibles.

Le Tableau 52, enfin, décrit la position des liquidités du système bancaire. Comme on peut le constater immédiatement, les rapports encaisse/dépôts et actifs liquides/dépôts ne présentent pas des montants très élevés. Ce fait est dû aux caractéristiques particulières du système bancaire tanzanien: d'une part, la forte concentration institutionnelle permet de réaliser des économies d'échelle en ce qui concerne le montant des réserves liquides, d'autre part, la Banque centrale fournit habituellement aux banques tous les fonds qui leur sont nécessaires, même pour les mouve-

TABLEAU 52

POSITION DE LIQUIDITE DES BANQUES COMMERCIALES DE 1966 A 1973
(en millions de shillings)

Période	Encaisse	Bank of Tanzania	Rapport encaisse/dépôts (%)	Bons du Trésor ordinaires	Actifs liquides étrangers	Total des actifs liquides	Rapport actifs liquides/dépôts (%)
1966	32,2	48,6	8,75	6,0	85,0	171,8	18,60
1967	27,5	3,1	3,01	30,0	138,8	199,4	19,70
1968 - mars	20,6	17,7	3,15	36,9	222,0	297,2	29,15
juin	31,0	43,6	7,09	37,0	147,1	258,7	24,60
septembre	30,8	19,1	4,15	20,0	132,3	202,2	16,85
décembre	39,8	49,2	7,06	104,0	114,2	307,2	24,37
1969 - mars	35,5	16,4	4,22	78,0	160,4	290,3	23,61
juin	34,2	46,8	6,00	73,1	193,8	347,9	25,80
septembre	31,7	1,6	2,78	43,0	223,0	305,3	21,60
décembre	45,3	35,7	5,15	41,0	260,5	382,5	24,34
1970 - mars	40,7	34,7	3,38	19,8	360,6	430,5	29,12
juin	37,4	33,3	4,58	19,9	382,8	473,4	30,68
septembre	41,2	1,3	2,59	—	385,7	428,2	26,12
décembre	42,6	2,7	2,54	—	357,3	402,6	22,58
1971 - mars	34,4	1,1	1,94	—	386,2	421,7	23,08
juin	45,4	5,9	2,64	—	416,9	468,2	24,06
septembre	47,4	2,5	1,82	—	463,5	513,4	25,83
décembre	62,8	2,0	1,70	15,0	575,2	655,0	29,73
1972 - mars	47,5	1,8	2,21	99,0	598,7	747,0	33,55
juin	48,7	4,5	2,40	99,0	604,9	757,1	34,13
septembre	60,1	—	2,59	99,0	613,3	772,4	33,32
décembre	78,4	3,7	3,30	99,0	670,8	851,9	34,22
1973 - mars	57,9	4,0	2,36	99,0	741,1	902,0	34,49

SOURCE: BANK OF TANZANIA, *Economic and Operations Report et Economic Bulletin*, des diverses années.

ments saisonniers de l'économie. Cependant, au cours de la période 1971/1972 le rapport actif liquides/dépôts s'est accru considérablement, en corrélation avec la baisse du rapport emplois/dépôts, et s'est trouvé à être la conséquence des mesures de restriction prises par la *Bank of Tanzania*.

En ce qui concerne le mouvement saisonnier, il évolue exactement à l'inverse de celui du rapport emplois/dépôts, autrement dit la situation de liquidité tend à se renforcer pendant les premiers mois de l'année et à se réduire au cours du dernier trimestre, avec plus ou moins d'ampleur selon l'influence exercée par des facteurs qui ne sont pas directement de type saisonnier, comme la composante publique et celle de l'extérieur.

3. LA NATIONAL BANK OF COMMERCE (NBC)

La *National Bank of Commerce*, ainsi que nous l'avons dit, est la principale banque opérant en Tanzanie, elle a le monopole de l'activité bancaire ordinaire, sauf sur le territoire de Zanzibar.

La loi organique de la NBC synthétise comme suit son domaine opérationnel (1):

- a) collecte des dépôts et octroi de prêts sous toutes les formes techniques possibles, achat et vente de titres d'actions et d'obligations, prestation de services, etc.;
- b) opérations de trésorerie, fonctions de gestion, contrôle, tenue et garde des registres pour les titres d'actions et d'obligations des entreprises publiques et des organismes gouvernementaux, etc.;
- c) opérations ayant pour but de soutenir toute l'activité de crédit et de gagner la confiance du public.

(1) *The National Bank of Commerce Act.*, article 4.

Le capital initial souscrit s'élevait à 100 millions de shillings, dont un quart fut immédiatement versé par le Gouvernement. L'Etat devint initialement acquéreur de 60 actions pour un montant égal à 6 millions de shillings, ce versement fut effectué à l'aide d'un virement en faveur de la NBC des crédits du Gouvernement dans la précédente *Tanzania Bank of Commerce*; le reste des 190 actions souscrites (pour un montant égal à 19 millions de shillings) fut payé comptant à une date ultérieure. En 1970 le capital fut porté à 175 millions, dont 50 millions sont entièrement versés.

La Banque est dirigée par un Conseil d'administration, comprenant un président nommé par le Président de la république, une quantité de membres allant de cinq à neuf, ils sont désignés par le Ministre des Finances, et par un directeur général dont la nomination relève de la compétence du Conseil. Les conseillers, le président et le directeur général doivent être choisis parmi des personnes ayant de l'expérience et des capacités dans le domaine industriel, commercial et financier.

En vue de garantir que les activités de la banque soient conformes à la politique du Gouvernement, le Ministre des Finances, après avoir consulté le Gouverneur de la *Bank of Tanzania*, a la faculté d'imposer au Conseil d'administration de la NBC des directives générales sur les problèmes d'intérêt national.

Au moment de sa création, la NBC dût faire face à une série de problèmes très complexes, que l'on peut rattacher aux quatre questions fondamentales ci-après:

- a) problèmes de liquidité;
- b) nécessité de rationaliser l'articulation territoriale;
- c) exigence d'une amélioration de l'efficacité opérationnelle;
- d) détermination des lignes directrices pour une politique nouvelle des prêts.

Il est intéressant de procéder à une étude approfondie de chacun de ces aspects, parce que les solutions adoptées ont contribué à donner un caractère déterminant aux opérations de la NBC, ces solutions ont même présenté des éléments d'originalité qui ne sont pas à négliger (1). En ce qui concerne les problèmes de liquidité, les difficultés surgissaient parce que, à la suite de la nationalisation, les *expatriate banks* se trouveraient à perdre tous les avantages dérivant du maintien d'étroites connexions financières avec Londres, et en conséquence il fallait trouver de nouvelles solutions aux crises de liquidité correspondant aux mouvements saisonniers. La possibilité de recourir à des sources étrangères étant exclue, la NBC ne pourrait résoudre le problème que par un recours à la *Bank of Tanzania* pour des opérations de trésorerie, ou en diminuant le montant des prêts. Si cette deuxième solution avait été adoptée, elle aurait eu des effets de récession, particulièrement dangereux pour un Pays qui s'efforçait de faire démarrer des mécanismes de développement. La solution suggérée par les experts (2) et qui fut d'ailleurs celle adoptée, consista en un recours au refinancement de la Banque centrale, on estima qu'une création de liquidité supplémentaire ayant un caractère saisonnier ne déterminerait pas des effets inflationnistes si elle était réabsorbée immédiatement après le retour à une situation normale.

Le second problème était une question d'organisation et concernait la nécessité de rationaliser l'articulation territoriale de la banque, avec le double objectif d'augmenter l'efficacité opérationnelle et de diffuser les services bancaires, même dans les zones les

(1) Voir K. E. SVENDSEN, *Problems of Decision Making in the Financial Structure of Tanzania - The NBC as One Case*, Economic Research Bureau Papers, n. 11, Dar es-Salam, 1967.

(2) M. J. H. YAFFEY, *Bank Liquidity after Nationalisation*, Economic Research Bureau (Restricted) Papers, n. 1, Dar es-Salam, 1967.

plus reculées. Pendant les années ayant précédé la nationalisation la structure bancaire avait été développée de façon indépendante, irrationnelle, et en général anti-économique. En 1967, la NBC, nouvellement créée se trouva dotée d'une articulation qui faisait absolument défaut dans les campagnes alors qu'elle était excessive dans les villes. Les filiales urbaines des diverses banques qui opéraient antérieurement étaient unifiées d'une façon formelle alors qu'en fait elles continuaient à avoir leur autonomie opérationnelle en ce qui avait trait aux procédures et aux critères d'octroi des prêts, parce que la réalisation d'un traitement uniforme présentait une difficulté extrême (1).

La NBC dressa donc des plans de restructuration territoriale: de nombreuses filiales furent supprimées dans les villes et, on enregistra, au contraire, une expansion des guichets dans les zones rurales, ainsi que la création d'unités mobiles. Les critères adoptés ne furent pas strictement d'ordre économique: de nouvelles dépendances furent installées dans des lieux qui ne réunissaient même pas les conditions voulues pour atteindre un niveau de rentabilité suffisant, mais leur ouverture était justifiée par des motifs d'intérêt public (2).

Au 30 juin 1968, 14 succursales au moins avaient été fermées sur un total de 60. Pendant les années qui suivirent conformément à un programme quinquennal approuvé par la banque la ferme-

(1) THE NATIONAL BANK OF COMMERCE, *Annual Report and Accounts for the Year Ended 30th June 1968*.

(2) Il s'agissait de transformer la banque et de faire « d'une collection mal-assortie de banques individuelles se débattant pour poursuivre des opérations bancaires normales une organisation efficiente et unifiée, sous la direction d'un siège social compétent et fort, avec un personnel de direction au niveau des succursales dont la capacité ait fait ses preuves » (d'après THE NATIONAL BANK OF COMMERCE, *Annual Report and Accounts for the Year Ended 30th June 1968*, page 8).

ture de guichets urbains en surplus continua progressivement, de même que l'ouverture de nouveaux guichets dans les campagnes.

En 1971, d'autres nécessités d'organisation rationnelle eurent pour origine l'incorporation de la *National Co-operative Bank* et la construction de la voie ferrée reliant la Tanzanie à la Zambie (1): le nombre de succursales passa de 88 en 1970 à 102 en 1971 et à 122 en 1972, et à l'heure actuelle au moins 60 demandes d'ouverture de nouveaux guichets sont examinées par la NBC. La tendance aujourd'hui est en faveur de la réduction du rythme d'ouverture d'unités opérationnelles fixes au bénéfice des unités mobiles.

Un processus de décentralisation opérationnelle est associé au développement de l'articulation territoriale: des fonctionnaires locaux ont été chargé de promouvoir l'activité bancaire et des comités de zone spéciaux ayant des fonctions consultatives ont été créés, ils sont composés par des dirigeants de banques, des fonctionnaires de l'Etat, des représentants de coopératives, des membres de la Chambre de Commerce, etc. Dans ce cadre les filiales de la NBC apportent leur soutien financier et technique aux *District Development Corporations*, créées en vue de promouvoir le développement dans les diverses régions du Pays.

Tout le monde s'accorde à penser que la NBC a accompli des progrès véritablement considérables dans le domaine de l'articulation territoriale depuis 1967, mais qu'il reste encore beaucoup à faire pour rationaliser le travail effectué dans les villes et parvenir à une diffusion plus capillaire encore des services bancaires dans le Pays tout entier.

L'amélioration de l'organisation interne et de l'efficience du travail est étroitement liée à ce problème. Au moment de la na-

(1) Il était en effet indispensable d'ouvrir de nouveaux guichets dans les régions traversées par le chemin de fer.

tionalisation une quantité importante de personnel étranger occupant des positions élevées quitta la banque, le personnel restant se trouva confronté par des problèmes d'unification et d'adaptation qui n'étaient pas négligeables. En ce qui concerne le premier, on chercha à donner les qualifications voulues au nouveau personnel autochtone, au moyen de cours de spécialisation donnés par la banque elle-même. Par la suite ces tâches furent déléguées au *National Institute of Banking*; depuis 1972 l'*Institute of Finance Management* a été ouvert et forme le personnel pour toutes les institutions financières opérant dans le Pays (1).

Ces initiatives ont permis de faire progresser avec un certain succès le programme de « tanzanisation » des cadres de la NBC: le personnel étranger qui était de 332 unités à la fin de juin 1968, ne comptait plus que 205 personnes au 30 juin 1972 (soit 9% de l'ensemble du personnel).

Cependant il nous semble, bien entendu, sans contester les progrès considérables accomplis depuis 1967 sous le profil de l'amélioration de l'efficacité opérationnelle, qu'il reste beaucoup à faire encore pour que la NBC apporte sa contribution optimale à l'expansion du Pays, grâce à sa transformation en une institution souple et efficace, qui ne soit en rien bureaucratisée et qui puisse recueillir les dépôts et distribuer des prêts à des couches de population toujours plus importantes (2).

(1) THE NATIONAL BANK OF COMMERCE, *Annual Report and Accounts for the Year Ended June, 1972*, pages 34-35.

(2) Un indice du manque d'efficacité dans l'organisation peut, selon nous, être fourni par le rapport entre le total des dépôts (1812 millions en 1972) et le chiffre total de personnes employées (2883) qui équivaut à un peu plus de 600.000 shillings, soit une valeur encore très faible (sur la signification du rapport dépôts/personnel, voir T. BIANCHI, *Costi, ricavi e prezzi nelle banche di deposito*, Milan 1967, page 184).

Le quatrième problème que la NBC dût affronter au moment où commencèrent ses activités fut celui de la détermination des critères sur lesquels devrait être basée sa politique de prêt.

La première question qui se posa fut la suivante: la NBC devait-elle automatiquement satisfaire toutes les demandes qui lui étaient présentées, en limitant sa propre liberté à s'assurer que le prêt était compatible avec des plans économiques et financiers détaillés, ou bien pouvait-elle procéder à une évaluation des requêtes basée sur ses critères déterminés de façon autonome et comprenant une estimation de la situation économique et financière de l'emprunteur (1)? Evidemment, le type de solution adoptée comme les motivations fournies ne constituent pas un fait d'importance secondaire: adopter le premier type de solution signifiait en réalité choisir un genre de structure de crédit caractéristique des économies socialistes les plus « orthodoxes », tandis qu'opter pour le second signifiait introduire dans un cadre économique orienté vers le socialisme, un élément plus voisin des principes régissant les économies de marché.

Dans la pratique, la solution adoptée peut être définie comme de type intermédiaire, du fait que la NBC assumait la charge de procéder à une évaluation critique des demandes de financement et revendiqua pour son compte de vastes marges discrétionnaires, elle se proposa cependant surtout de devenir une partie intégrante du mécanisme de planification financière qui serait créé dans le Pays. En effet, il eut certainement été impossible d'adopter un système sur le modèle soviétique par exemple, étant données les lacunes de la planification, en particulier l'absence de plans détaillés. Par conséquent, la tendance socialiste du système de crédit tanzanien

(1) J. LOXLEY, *The Monetary Systems of Tanzania since 1967: Progress, Problems and Proposals*, op. cit., pages 5-6.

s'est plutôt traduite par la formulation de directives déterminées en matière de prêts et par l'adoption de critères spéciaux d'analyse financière.

On a estimé qu'une mutation radicale n'était pas nécessaire pour les prêts au secteur privé, mais que la NBC était libre de refuser toutes les demandes ne présentant pas des garanties de solidité suffisantes. Cette attitude a souvent été critiquée, toutefois il ne semble pas qu'elle ait provoqué de restrictions indésirables du crédit (1). En tous cas, cette politique s'est toujours affirmée comme beaucoup plus libérale que celle des *expatriate banks*, surtout en matière de garanties (2).

Il est intéressant d'observer que l'on a même étudié le problème de l'opportunité pour la NBC de continuer à octroyer des prêts au secteur privé, ou s'il ne serait pas souhaitable, au contraire, de limiter son domaine opérationnel aux entreprises étatiques et para-étatiques ainsi qu'aux coopératives, privant de ce fait les entreprises individuelles de la possibilité de recourir au crédit bancaire, et freinant ses possibilités d'expansion considérées comme opposées à l'intention déclarée de faire de la Tanzanie un état socialiste (3). Le problème fut résolu, d'une part, en soulignant et en renforçant le rôle de la NBC à l'égard du secteur public et de celui des coopératives, d'autre part, en ne supprimant pas le crédit au secteur privé: une réduction draconienne des financements aurait, en effet, provoqué la ruine de l'économie parce qu'elle aurait exigé une politique de nationalisations plus étendues, sans

(1) J. LOXLEY, *The Domestic Finance of Development Projects in Tanzania*, Economic Research Bureau Papers, n. 8, University of Dar es-Salam, 1971, page 34.

(2) A. J. NSEKELA, *NBC's Lending for Socialist Development, NBC's Role in Tanzania Socialist Construction*, Dar es-Salam, 1971, page 13.

(3) Voir A. J. NSEKELA, *ibidem*, page 13. J. LOXLEY, *The Monetary Systems of Tanzania Since 1967*, *op. cit.*, page 11.

qu'il existe d'ailleurs dans le secteur public des capacités d'entreprise suffisantes au point de permettre la nationalisation totale de l'économie. En outre, une crise dans les entreprises privées, ou leur fermeture, aurait eu des répercussions négatives sur les entreprises publiques placées en amont ou en aval du processus de production.

Des critères différenciés ont été adoptés cependant pour l'octroi de prêts au secteur privé: on exige, en effet, la preuve de la solidité de l'opération pour laquelle le financement est requis; une bonne situation économique et financière, des stocks de magasin en quantité qui ne soit pas excessive, des garanties personnelles et des garanties constituées par des actifs réels ou financiers, ainsi qu'une capacité reconnue de l'entrepreneur (1).

La position de la NBC à l'égard du secteur public est, par contre, légèrement différente même si l'octroi automatique de crédits n'est pas prévu. Dans ce cas aussi, les arguments en faveur d'un octroi de crédit plus généralisé et indiscriminé ont été rejetés. On a noté que les critères doivent être les mêmes que ceux adoptés pour le secteur privé, autrement dit la NBC est tenue de s'assurer que le projet est réalisable et que l'établissement est solide, parce que dans ce cas il s'agit encore de protéger l'intérêt public des déposants et, plus généralement de la collectivité nationale toute entière, puisque les ressources financières employées par la banque sont fournies par elle. On trouve, néanmoins une différence profonde lorsqu'un accent particulier est mis sur l'activité d'assistance et de consultation en matière de finances et de « management », comme lorsque l'on voit attribuer à la NBC de vastes pouvoirs de contrôle sur le secteur public, pouvoirs exercés

(1) A. J. NSEKELA, *NBC's Lending for Socialist Development*, *op. cit.*, pages 14-17.

pour le compte de l'Etat (1). En d'autres termes, il relève de la compétence de la NBC de s'assurer que le comportement du secteur étatique et para-étatique est conforme aux principes de la politique gouvernementale et qu'il tend à parvenir à une efficience maximale en vue d'éviter le gaspillage de ressources financières tellement préjudiciable à un Pays désireux de parvenir à un stade de développement plus élevé.

Le plan de crédit pour l'exercice 1971/1972 a confié à la NBC la mission de contrôler l'emploi des ressources financières du Pays afin de s'assurer que la destination réelle des prêts est bien celle prévue lorsqu'ils ont été octroyés (2). Dans ce but, la banque est représentée dans les conseils d'administration d'un grand nombre d'établissements publics. En outre, une des fonctions de la NBC est de contribuer à la rationalisation du système bancaire; rentrent dans ce cadre l'absorption de la NCB et la contribution fournie à la création de la *Tanzania Investment Bank*, de la *Tanzania Rural Development Bank* et de la *Karadha Company Limited*.

L'exercice du contrôle par la NBC devient d'autant plus efficace que l'on parvient à améliorer le mécanisme de planification grâce à l'introduction de plans financiers détaillés et de plans matériels: sans aucun doute une tentative, bien que contradictoire et encore embryonnaire, est faite pour aller dans cette direction. Tant qu'il ne sera pas possible à la NBC de jouer pleinement son rôle de contrôleur des finances en ce qui concerne les dépenses des entreprises de l'Etat, des établissements

(1) « C'est ainsi que la banque doit agir en gardienne responsable du point de vue financier pour le compte de l'Etat, vis-à-vis des organes para-étatiques » (d'après A. J. NSEKELA, *NBC's Lending for Socialist Development*, op. cit., page 17).

(2) Voir UNITED REPUBLIC OF TANZANIA, *The Annual Plan for 1971/1972*, op. cit.

para-étatiques et des ministères eux-mêmes, ce contrôle devra, par la force des choses, avoir un caractère moins analytique et moins approfondi, se limitant au contrôle des dépenses à l'étranger.

Un indice significatif de la diversité de conception des rapports avec le secteur public comparé à ceux entretenus avec le secteur privé est fourni par le sens différent donné aux garanties exigées par la banque. Alors que, dans l'un des cas, ces garanties ont pour but de sauvegarder l'intégrité des capitaux appartenant à la collectivité et prêtés au secteur privé, dans l'autre cas elles ont simplement pour fonction d'attribuer un droit de préemption vis-à-vis des créanciers privés éventuels (1).

Ensuite, les critères selon lesquels sont accordés les crédits au secteur coopératif sont eux aussi différents. Ordinairement, il s'agit de crédits à court terme en faveur de l'agriculture, dans ce cas la garantie est collective: ce sont les unions de coopératives qui la fournissent: les prêts sont remis aux bénéficiaires directs par leur intermédiaire.

Le montant des crédits accordés aux unions de coopératives est déterminé sur la base d'une évaluation des récoltes prévues, dans la mesure du possible des fonctionnaires de la NBC font des vérifications sur les lieux, de toutes façons ce montant ne peut excéder un plafond fixé d'avance. Une garantie est prise sur ces récoltes, elle est constituée par un gage qui est parfois incorporé dans une traite agricole, de plus, elle est toujours accompagnée d'une lettre irrévocable par laquelle le *Marketing Board* s'engage à acheter la totalité des produits récoltés (2).

Les Tableaux 53-55 montrent l'activité de la NBC de 1967 à 1972.

(1) A. J. NSEKELA, *ibidem*, page 19.

(2) A. J. NSEKELA, *ibidem*, pages 22-23.

TABLEAU 53

VALEURS DES DEPOTS DE LA NATIONAL BANK OF COMMERCE DE 1967 A 1972 (au 30 juin - en millions de shillings)

Années	Dépôts à vue	Dépôts à terme	Dépôts d'épargne	Total
1967	513,6	120,7	128,4	762,7
1968	502,7	207,8	149,0	895,5
1969	565,5	314,4	159,2	1.039,1
1970	626,4	290,6	182,5	1.099,5
1971	1.093,7	379,1	199,4	1.672,2
1972	1.107,3	466,4	238,9	1.812,6

SOURCE: THE NATIONAL BANK OF COMMERCE, *Annual Reports and Accounts*, des diverses années.

L'évolution des dépôts des diverses catégories ressort du Tableau 53. En le comparant avec les données des Tableaux 47 et 48 nous pouvons observer que le rythme de croissance général de la NBC est moins rapide que celui du reste du système. La cause essentielle semble être la contribution de la *National Co-operative Bank*, ceci est exact puisque de 1970 à 1971, après la fusion des deux instituts, les dépôts de la NBC enregistrent une augmentation de 47% et son pourcentage atteint alors 82,1%. Il est également intéressant de remarquer la centralisation de la grande majorité des dépôts à vue par la NBC, surtout après 1970, et de la quasi totalité des dépôts d'épargne: évidemment, la composition des dépôts de la *People's Bank of Zanzibar*, ainsi que nous le verrons plus loin, est principalement constituée par les dépôts à terme.

L'observation la plus intéressante présentée par le Tableau 54 concerne le rythme de croissance accéléré des prêts; en 1970 et 1971 spécialement. Il en résulte que le rapport dépôts/prêts calculé pour la NBC se trouve beaucoup plus élevé que celui de tout

TABLEAU 54

ACTIF DE LA NATIONAL BANK OF COMMERCE DE 1967 A 1972 (au 30 juin - en millions de shillings)

Actif	1967	1968	1969	1970	1971 (1)	1972 (1)
Encaisse	26,6	27,8	20,7	30,3	(48,4)	48,9
Effets à recevoir, prêts, avances	613,0	619,2	690,4	930,2	1.353,2	1.258,8
Bons du Trésor ordinaires	30,0	30,0	73,1	—	} 263,9	427,6
Investissements	9,6	19,7	82,2	151,2		
Prêts à la NCB	—	—	51,0	—	—	—
Actifs sur l'étranger (nets)	66,3	47,4	31,2	21,3	30,0	12,5
Crédits sur la <i>Bank of Tanzania</i>	1,5	40,1	42,9	2,7

(1) Les chiffres du bilan des exercices 1971 et 1972 incorporent dans une seule rubrique les encaisses et les crédits sur la *Bank of Tanzania*.

SOURCE: THE NATIONAL BANK OF COMMERCE, *Annual Reports and Accounts*, des diverses années.

le système, ainsi que le fait ressortir, entre autre, le fort quota de prêts relevant de la compétence de la NBC qui se trouve à excéder le quota analogue calculé sur les dépôts. Ce fait est dû au comportement de la *People's Bank of Zanzibar*, dont le rapport emplois/dépôts est excessivement faible alors que sa liquidité est considérable.

Le Tableau 55 fait ressortir, entre autres, une faible incidence des actifs de la NBC sur l'étranger: là encore une part très importante de ceux-ci est centralisée par la *People Bank of Zanzibar*.

Ainsi que nous l'avons fait observer, un aspect marquant de l'activité de la NBC est celui de l'évolution des prêts: il paraît opportun à ce propos d'étudier de manière plus approfondie la contribution apportée par cette banque au développement du crédit à moyen et long terme. Depuis sa création la NBC s'est efforcée d'éliminer les défauts caractéristiques des opérations faites par

TABLEAU 55

TABLEAU COMPARATIF DES RESULTATS DE LA NATIONAL BANK OF COMMERCE ET DE CEUX DE TOUTES LES BANQUES COMMERCIALES (pourcentages)

A n n é e s	Dépôts	Dépôts à vue	Dépôts à terme	Dépôts d'épargne	Prêts	Actifs sur l'étranger
1967	86,3	84,7	86,3	97,5	83,4	...
1968	83,7	81,3	70,9	97,8	83,8	31,6
1969	75,6	75,8	69,0	97,1	74,4	20,8
1970	70,1	76,2	52,7	96,3	86,6	8,3
1971	82,1	94,5	57,8	100,0	98,2	9,6
1972	76,3	91,0	51,4	97,8	98,9	2,1

SOURCE: Elaboration des données: THE NATIONAL BANK OF COMMERCE, *Annual Reports and Accounts*, des diverses années; BANK OF TANZANIA, *Economic and Operations Report*, des diverses années.

les *expatriate banks* et d'agir avec plus de décision en faveur de l'expansion économique.

En novembre 1967 un montant maximal de 10 millions de shillings, qui fut doublé en juin suivant, fut destiné aux opérations à moyenne et longue échéance. Cependant, au 30 juin 1968 les crédits en excédent pour le court terme s'élevaient à peine à 4,5 millions, et concernaient sept projets divers alors que sept autres demandes pour un montant total de 8 millions de shillings avaient été présentées à l'appréciation de la NBC.

En 1969, la politique de la banque fut révisée de façon radicale et un programme de crédit à moyenne et longue échéance fut approuvé, son exécution étant confiée à un département créé « ex-novo » dans ce but. Le programme prévoyait l'octroi de prêts à moyen terme à concurrence de 10 ans au maximum, et de prêts à long terme, jusqu'à 13 ans; dans les deux cas, une période de pré-amortissement de trois années avait été consentie. Le taux d'intérêt pratiqué variait entre 7 et 9%; des taux de

faveur étaient prévus pour le financement d'initiatives devant être réalisées dans des zones considérées par le second plan quinquennal comme prioritaires.

En prenant cette initiative la NBC se proposait de créer une offre de crédits à moyenne et longue échéance à bon marché, de favoriser le développement du pays et de parvenir à mieux contrôler les dépenses et les crédits du secteur public. Ce programme fut mieux accueilli que les initiatives précédentes: à la fin de juin 1970 38 projets avaient été financés pour un montant total de 89,5 millions.

Néanmoins, la NBC se rendit compte que les ressources financières dont elle disposait ne lui permettraient pas d'étendre au-delà d'une certaine limite ses emplois à moyen et long terme, et par ailleurs, que l'habitude de recourir à ces formes de financement était de plus en plus répandue. C'est pourquoi il fut décidé de fonder un institut spécialisé dans le financement des investissements, la *Tanzania Investment Bank* (TIB): le département qui traitait ce genre d'opérations à la NBC devint, évidemment, le noyau central de la TIB (1).

En 1969 on réalisa également un projet d'assistance financière et d'aide à l'exploitation pour développer les entreprises artisanales et de petites dimensions, cette activité fut exercée en collaboration avec la *National Small Industries Corporation* (2).

En ce qui concerne les emplois en titres, ce sont pour la plupart des titres publics, des bons du Trésor ordinaires et des

(1) THE NATIONAL BANK OF COMMERCE, *Annual Reports and Accounts for the Year Ended 30th June 1970*, page 21.

(2) L'action de la NBC ne se limita pas à l'octroi de crédits, mais la banque organisa des cours pour les artisans sur les sujets suivants: éléments de comptabilité, techniques de vente, principes de la coopération, la banque consacra aussi quelques leçons pour illustrer les avantages de l'épargne.

obligations du Trésor (1). Les autres investissements constituent la contribution de la NBC à la construction d'une structure financière efficiente dans le Pays, c'est le cas de la TIB, de la TAFCO, et de la *Karadha Company*, ou bien, comme dans le cas de la *Kilombero Sugar Company*, les investissements représentent une aide financière à une entreprise en difficulté et reprise par le secteur para-étatique.

Après avoir passé en revue les activités de la NBC, il nous semble opportun de conclure par quelques considérations sur les taux d'intérêt pratiqués par cette banque.

Avant la nationalisation, les taux d'intérêt créditeurs et débiteurs étaient déterminés dans l'Est africain sur la base des *East African Summary Banking Arrangements*: même si certaines petites banques ne se conformaient pas aux accords de temps à autre, on peut dire qu'il s'agissait là d'une exception à la règle.

Dès le début de ses opérations, la NBC n'a pas adhéré à ces accords en vigueur: en 1967, le taux sur les dépôts de 12 mois passa de 4,5 à 5%, celui des dépôts à vue dont le solde excédait 500.000 shillings fut élevé de 3¹/₈ème à 4,5% et sur les autres il passa de 3 à 3,5%. Pour les taux actifs on établit un champ

(1) La composition du portefeuille « titres » de la NBC est la suivante: (en millions de shillings)

Rubriques	au 30 juin 1967	1968	1969	1970	1971	1972
Titres d'Etat	39,3	49,5	153,2	149,1	246,8	410,5
Autres titres:						
— TIB	—	—	—	—	15,0	15,0
— <i>Karadha Co. Ltd.</i>	—	—	0,1	0,1	0,3	0,3
— TAFCO	—	0,2	0,2	0,2	—	—
— <i>Kilombero Sugar Co.</i>	20,0	20,0	20,0	—	—	—
Total	59,3	69,7	173,5	149,4	262,1	425,8

SOURCE: THE NATIONAL BANK OF COMMERCE, *Annual Report and Accounts for the Year Ended 30th June 1971*, page 27 et 1972, page 28.

dont les variables pouvaient aller de 7 à 10%, il était possible, néanmoins, de fixer des taux inférieurs pour des objectifs particuliers. Par exemple, depuis le second semestre de 1970 les coopératives et les organismes para-étatiques bénéficient de taux préférentiels et des taux de 6% ont été demandés pour les initiatives réalisées dans les zones les plus défavorisées (Dodoma, Mbeya, Morogoro, Mtwara et Tabora). Les taux les plus élevés (10%) sont requis pour les prêts à des particuliers, cautionnés exclusivement par des garanties personnelles, et pour ceux qui sont octroyés dans la zone de Dar es-Salam (taux minimum 8%).

4. LA PEOPLE'S BANK OF ZANZIBAR

Créée en 1966, la *People's Bank of Zanzibar* forme aujourd'hui avec la *National Bank of Commerce* tout le système des banques commerciales en Tanzanie.

Cette banque opère exclusivement sur le territoire de Zanzibar (1) et sa principale fonction est d'assurer le service de caisse et l'octroi de financements à l'Etat et aux établissements et organismes publics opérant dans cette partie de la Tanzanie. Les opérations de règlement entre les clients de la banque sont effectuées sans transfert d'espèces monétaires, elles donnent simplement lieu à des virements sur les comptes respectifs: de cette manière la Banque est à même d'exercer un contrôle strict sur la conformité des circuits de paiement avec les indications des plans économiques.

On ne possède aucune information précise sur l'activité de la *People's Bank of Zanzibar*: les statistiques disponibles font ressortir une augmentation progressive du montant des dépôts: de plus de 100 millions de shillings en 1968 à environ 300 en 1970,

(1) La *People's Bank of Zanzibar* possède aussi une filiale à Wete, dans l'île de Pemba, créée en 1968.

360 en 1971, et 610 en 1972. Ainsi que nous l'avons fait observer, ce sont les dépôts à terme qui prédominent, viennent ensuite les dépôts à vue (environ 100 millions en 1972) tandis que les dépôts d'épargne sont pratiquement inexistants.

Le montant des crédits octroyés est extrêmement faible, 20 millions environ en 1970 et 40 millions en 1972; les prêts sont accordés principalement au secteur commercial et, en particulier à la *Zanzibar State Trading Corporation*.

Les activités sur l'étranger sont assez importantes. De toutes façons, dans l'ensemble, le rapport dépôts/prêts reste à des valeurs très faibles et il ne dépasse pas, en général, 30 pour cent.

La très forte liquidité de la *People's Bank of Zanzibar* semble avoir pour origine, d'une part, que cette banque joue un rôle de chambre de compensation pour les divers services et organismes étatiques et para-étatiques, et d'autre part, que ses opportunités d'investissement sont limitées car il existe peu de liens avec le reste du Pays (1).

5. LE CRÉDIT A LA CONSOMMATION: LA KARADHA COMPANY LIMITED

Quelques institutions opéraient avant 1966 dans le secteur du crédit à la consommation: en général, elles étaient soit des émanations des *expatriate banks*, soit des établissements étroitement liés à ces dernières; parmi les plus importantes on peut citer la *National Industrial Credit Corporation* et la *Lombank Tanganyika Limited*. En outre, certains établissements industriels et commer-

(1) Voir, en ce qui concerne les renseignements fournis ici: 1964-1967 - *We Have Completed Three Years. Tanzania is Forging Ahead the Fruits of the Revolution in the Islands*, Zanzibar, 1967, et cette même publication pour les années suivantes jusqu'à 1971.

ciaux permettaient à leur clientèle d'effectuer des achats à tempérament et se refinançaient, à leur tour, auprès des banques commerciales.

Les diverses institutions opérant dans le secteur du crédit à la consommation se livraient à une concurrence assez vive: ceci provoqua un abaissement du coût du crédit et entraîna aussi de nombreuses difficultés financières, spécialement vers les années soixante.

En novembre 1966 fut mise en vigueur une loi, approuvée en février de la même année, qui, pour la première fois en *East Africa* (1) réglementa toute la question des ventes à tempérament (2). Cette loi était partiellement basé sur le *Hire and Purchase Act* adopté en 1938 par la Grande-Bretagne et elle se proposait de mieux protéger les droits de l'acquéreur vis-à-vis du vendeur, ainsi que ceux des instituts de crédit à la consommation et des *expatriate banks* (3).

Le premier effet de la loi fut d'entraîner la fermeture des instituts spécialisés, de ce fait les autres pays de l'*East Africa* ne furent pas encouragés à adopter des mesures analogues.

Après la nationalisation effectuée en 1967 la NBC se chargea directement de financer le crédit à la consommation. Dans ce genre d'activités la NBC s'efforça d'une part, de ne pas s'engager dans des opérations dont la proportion serait de nature à compromettre l'équilibre de la balance des paiements (4), et d'autre

(1) S. PICCIOTTO-W. C. WHITFORD, *The Impact of Tanzania Hire Purchase Act 1966*, *Eastern Africa Land Review*, n. 1, 1969, page 18 et suivantes.

(2) *Tanzania Hire Purchase Act*, n. 22 de 1966.

(3) MACNEIL, *The Tanzania Hire Purchase Act 1966*, *Eastern Africa Land Review*, n. 2, 1966, page 84 et suivantes.

(4) La majeure partie des opérations de crédit à la consommation concernait, en réalité, le financement d'articles importés.

part elle chercha à encourager principalement l'achat de véhicules à usage commercial et l'achat de matériel d'installations.

La NBC s'intéressa également au financement de l'achat de voitures automobiles à usage privé, surtout par des fonctionnaires de l'Etat et du personnel dirigeant, toutefois ce financement fut consenti dans des limites bien déterminées. A ce sujet, un programme spécial a été établi et présenté à la *Bank of Tanzania*, pour approbation.

Le taux d'intérêt pour le financement de l'achat de véhicules a été fixé à 11%, plus une commission supplémentaire de 2,5 pour cent.

En janvier 1969 la NBC fonda un institut spécialisé: la *Karadha Company Limite*, au capital de 500.000 shillings, dont 100.000 entièrement versés. La *Karadha* appartient totalement à la NBC et en utilise même les guichets. Son succès fut immédiat: pendant les 18 premiers mois d'activité 1618 demandes de crédit furent étudiées et 871 furent acceptées dont la valeur dépassait 26 millions de shillings.

Cependant, l'activité de la *Karadha* fut la cause de polémiques considérables, du fait que le financement de l'achat de voitures automobiles à usage privé était considéré comme opposé aux principes ayant inspiré la politique du Pays. On observait malgré cela que, dans un pays où le secteur privé de l'économie joue encore un rôle essentiel, et où le système des transports publics présente encore de grosses lacunes, s'il est juste de limiter le nombre des véhicules privés, il est inopportun d'étendre cette restriction à ceux pour qui la nécessité de déplacements rapides conditionne l'efficiencia du travail accompli (1).

(1) J. LOXLEY, *The Monetary Systems of Tanzania Since 1967*, op. cit., pages 12-13. E. M. MTEI, *Excerpts from An Address to the Dar es Salaam Rotary Club*, BANK OF TANZANIA, *Economic and Operations Report*, juin 1969, pages 42-44.

On reconnut donc l'opportunité pour le système de crédit de poursuivre ses financements en vue de l'achat de véhicules automobiles, mais en respectant à la lettre certaines conditions. On devait, en particulier, limiter au maximum les exportations de devises fortes, exclure le financement de l'achat d'autos de luxe, ne fournir en aucun cas ces crédits avec facilité, ils fallait les subordonner à la preuve que l'achat était nécessaire et que le demandeur présentait des garanties formelles de solidité et d'intégrité morale (1).

Ces mesures de précaution ne parvinrent pas, toutefois, à empêcher une croissance rapide du montant des financements consentis aux particuliers, aussi en novembre 1970, dans le cadre des mesures générales d'encadrement du crédit, le conseil exécutif national de la TANU exigea que la *Karadha Company Ltd.* cesse complètement ce genre d'opérations et se limite exclusivement à l'octroi de crédits pour l'achat de véhicules à usage commercial et industriel, ainsi que de machines agricoles (2). Des limites furent fixées également au financement du crédit à la consommation effectué directement par la NBC.

(1) J. LOXLEY, *The Domestic Finance of Development Projects in Tanzania*, op. cit., pages 36-37.

(2) BANK OF TANZANIA, *Economic and Operations Report*, juin 1971, page 25.

Chapitre II

LE CRÉDIT A L'AGRICULTURE

1. CARACTÉRISTIQUES DE LA STRUCTURE DU SECTEUR AGRICOLE EN TANZANIE - DIRECTIVES ET RÉALISATIONS DU DEUXIÈME PLAN QUINQUENNAL

Un résumé de l'historique du secteur agricole tanzanien mérite d'être présenté ici (1). La colonisation par l'Allemagne, puis par l'Angleterre y évolua autrement qu'au Kenya, qui fut une colonie uniquement britannique; ces deux types de colonisation aboutirent, d'une part, à un vaste secteur de subsistance où la main d'oeuvre était excédentaire, et, d'autre part, à la création de domaines agricoles et de plantations employant cette main d'oeuvre; de ce fait de grosses exploitations se sont formées et en même temps l'agriculture indigène s'est développée au point de participer aux activités du secteur de l'exportation. Les exploitations agricoles de vastes dimensions, bien que n'occupant qu'un pour cent des terres cultivées, produisaient néanmoins 50% des exportations.

Ce processus d'évolution de l'agriculture au cours de l'histoire a eu des effets qui se font encore sentir de nos jours, ils posent même une série de problèmes particuliers, tels que: la nécessité

(1) Voir J. ILIFE, *Agricultural Change in Modern Tanganyika: an Outline History*, Universities of Eastern Africa Social Science Conference Papers, Dar es-Salam, 1970.

d'accroître et de rationaliser le secteur de subsistance, celle d'éliminer les déséquilibres territoriaux déterminés par cette évolution, et enfin celle de restructurer et d'améliorer tout le secteur des productions ex-coloniales.

Aucune mutation importante de la politique agricole n'a été faite après l'obtention de l'indépendance, on continua à concentrer les crédits en faveur de nouvelles initiatives concernant, pour la plupart, des cultures d'exportation, en limitant au maximum les interventions dans le secteur traditionnel.

Le plan triennal adopté après l'indépendance introduisit un système appelé *Transformation Approach* au moyen duquel on insistait sur le développement de nouvelles méthodes de production et d'organisation sociale, alors qu'un rôle important mais secondaire était attribué à l'*Improvement Approach* dont le but était l'amélioration progressive et graduelle des méthodes de culture traditionnelles.

A partir des années '60, cependant, certaines modifications furent apportées spontanément dans le secteur traditionnel de l'agriculture: on enregistra des augmentations importantes de la production grâce à l'extension des terres mises en culture. Ce fait a provoqué une cristallisation des techniques de production et une accentuation des disparités sociales et territoriales.

A partir de 1967, conformément à la « Déclaration d'Arusha » une mutation radicale a été faite, par contre, dans la politique agricole, elle peut être synthétisée comme suit (2):

- a) transformation sociale et technique de l'agriculture et non plus simplement une amélioration marginale de celle-ci;

(1) *The Development of Ujamaa Villages, Presidential Circular*, n. 1, de 1969. J. K. NYERERE, *After the Arusha Declaration*, Ujamaa Essays on Socialism, Dar es-Salam, 1968. J. K. NYERERE, *Socialism and Rural Development*, Ujamaa Essays on Socialism.

- b) application de la nouvelle politique étendue au Pays tout entier et non pas seulement aux initiatives nouvelles;
- c) assistance fournie à la formation spontanée de villages collectivistes;
- d) vaste autonomie opérationnelle pour les unités de production individuelles, en particulier, pour les villages *ujamaa*;
- e) réalisation de projets requérant un capital travail très important et très peu de capitaux financiers.

Ces orientations ont été immédiatement traduites en dispositions contenues dans le second plan quinquennal (1). Ce plan se propose avant tout de réaliser le principe de l'*ujamaa* et donc de donner une extension quantitative et qualitative aux villages collectivistes et aux coopératives; la priorité est donnée aux projets peu coûteux sur une petite échelle par des communautés locales qui n'ont besoin que d'un minimum d'assistance technique et financière. En ce qui concerne la production il est recommandé d'accroître les cultures ci-après: thé, tabac, coton, riz, maïs, graines oléagineuses, fruits, soja et haricots; la priorité étant différenciée selon les zones; par contre il est déconseillé de produire le sisal, le café et le pyrèthre pour lesquels les marchés sont restreints.

Une emphase particulière a été mise sur le développement des infrastructures dans les zones rurales: de larges responsabilités et le pouvoir de prendre des initiatives sont confiés aux communautés locales, aux districts et aux régions.

Aujourd'hui, la structure du secteur agricole en Tanzanie, au sens le plus large, c'est-à-dire englobant même la phase de la commercialisation des produits agricoles, comprend une série d'institutions, ce sont: les villages *ujamaa*, les coopératives, les fermes na-

(1) Voir THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA, *Tanzania Second Five-Year Plan for Economic and Social Development*, op. cit., page 26 et suivantes.

tionales, les *marketing boards*, la *State Trading Corporation* et les *District Development Corporations*.

Une analyse détaillée de chacune de ces institutions nous paraît intéressante, car elle contribue à fixer le cadre dans lequel opèrent les organisations chargées de l'octroi des crédits à l'agriculture.

a) *Les villages ujamaa*

A partir du deuxième plan quinquennal, la majeure partie des efforts en vue du développement rural a été concentrée sur les programmes d'assistance aux villages *ujamaa*. Au début de 1972, on comptait 4.400 de ces villages, ayant atteint des stades de développement différents, et possédant environ 11% de la population de la Tanzanie. Les zones où ces villages sont les plus répandus sont souvent les plus arriérées, et la culture y est très disséminée; cette initiative, par contre, a eu peu de succès parmi les tribus traditionnellement nomades. Sous ce nom de village *ujamaa* on désigne des communautés dont la position est très diverse sous le profil démographique comme sous l'aspect qualitatif ou celui du processus de formation. La population du village peut, en effet, varier entre 50 et 2.000 habitants; les activités communes peuvent englober toutes les productions, ou bien peuvent se limiter à la simple introduction d'une « *shambas* » c'est-à-dire d'une terre communale, que tous les habitants sont tenus de travailler à temps partiel, en plus des champs leur appartenant en propre; dans certains villages il a fallu largement modifier la répartition de la population pour les constituer en *ujamaa* et dans certains autres la production collective a été choisie pour améliorer une situation existant déjà.

Les villages sont divisés en trois catégories suivant le stade de formation qu'ils ont atteint. Au cours de la première phase le Gouvernement et le parti se chargent d'éduquer et de convaincre

les intéressés, en même temps les études nécessaires sont faites pour constituer l'*ujamaa*: pendant cette période une puissante aide financière est nécessaire en vue de construire les infrastructures qui ne sont pas immédiatement rentables; cette aide est fournie non par les institutions de crédit, mais principalement par le Ministère pour les régions et le développement rural, en collaboration avec le Ministère de l'agriculture. Pendant le deuxième stade les habitants ont appris à vivre et à travailler en commun, le village devient une entreprise économiquement rentable: il est alors enregistré en tant que mutuelle agricole et peut recevoir des crédits, même bancaires, qui proviennent surtout des instituts spécialisés. La troisième phase, enfin, représente celle de la consolidation de la structure du village: les activités de celui-ci ne se limitent plus à la production agricole au sens étroit du mot, mais des activités collatérales se créent et le village, enregistré comme coopérative, peut recevoir des crédits octroyés par des institutions de tous genres (1).

b) *Les coopératives*

Les coopératives constituent un instrument d'importance fondamentale, surtout en ce qui concerne la commercialisation des produits agricoles. Au commencement de 1971, on comptait 1.639 sociétés coopératives enregistrées, opérant surtout dans le secteur de la préparation et de la distribution: du café, du coton, des laitages, du miel et, dans de moindres proportions, de l'huile de coton et dans l'industrie textile.

Le Gouvernement cherche actuellement à encourager la constitution de coopératives orientées vers la production agricole, étant

(1) Des 4.400 villages *ujamaa* existant au début de 1972, plus de 4.000 se trouvaient au premier stade, 261 au second, et seulement 100 au troisième stade.

donnée la faible diffusion de fermes organisées sur des bases mutualistes.

Il est intéressant de noter le lien existant entre les coopératives et les villages *ujamaa*: les premières favorisent la création des seconds, leur fournissent l'assistance technique, surtout dans le domaine de la comptabilité, et parfois elles forment directement le noyau à l'origine du village *ujamaa*.

c) *Les fermes nationales*

Les fermes nationales opèrent principalement dans ceux des secteurs qui requièrent une gestion sur une vaste échelle et un large recours à la mécanisation. 13 de ces fermes nationales existent actuellement: 4 pour la culture du blé, 1 pour celle du riz, 3 pour les produits laitiers, 2 pour l'élevage des porcs et 3 pour l'élevage en général. Il est prévu de créer six nouvelles fermes: l'une pour la production du vin, une pour celle de l'huile de palme, une pour les noix de coco et 3 pour les graines oléagineuses.

Les motifs pour lesquels l'Etat a soutenu la création de fermes nationales doivent être recherchés dans la nécessité d'augmenter rapidement la production de denrées alimentaires et de proposer des méthodes de production nouvelles et perfectionnées aux paysans qui vivent dans les zones avoisinant ces fermes nationales.

Dans la plupart des cas, cependant, la réalisation de ces fermes nationales s'est révélée peu satisfaisante du fait que leur gestion n'a pas atteint des niveaux de rentabilité.

d) *Les marketing boards*

Les *marketing boards* ont pour fonction de faciliter et de développer le commerce des produits agricoles à l'intérieur du Pays: ils servent d'intermédiaires entre les cultivateurs et les acheteurs, en outre, ils se chargent d'emmagasiner les produits, de les distribuer,

de procéder à une première transformation de ceux-ci, enfin de réglementer les cultures.

Neuf *marketing boards* fonctionnent actuellement: le *National Agricultural Products Board*, le *Tanzania Sisal Board*, le *Tanzania Tobacco Board*, le *Tanzania Pyrethrum Board*, le *Tanzania Coffee Board*, le *National Dairy Board*, le *National Sugar Board*, le *Lint and Seed Marketing Board*, la *Tanzania Tea Authority*.

e) *La State Trading Corporation*

La *State Trading Corporation* s'occupe également du commerce des produits agricoles.

La STC a été fondée en 1967, après la « Déclaration d'Arusha », dans le but de créer un monopole d'Etat dans le secteur du commerce d'importation et du commerce en gros.

f) *Les District Development Corporations*

Les *District Development Corporations* furent constituées à la fin de l'année 1969 en vue de rationaliser et de rendre plus efficaces les efforts des autorités locales en faveur du développement des campagnes. Les autorités locales ont une participation majoritaire dans les DDC et les bureaux de l'Etat situés dans la périphérie fournissent l'assistance technique afin d'éviter que ne se renouvellent les désastreuses expériences faites dans le passé.

On compte aujourd'hui 24 DDC enregistrées. Les actionnaires en sont exclusivement des conseillers de district, à l'exception de ceux de la *Kilimanjaro Development Corporation*, au capital de laquelle participe également la *Kilimanjaro Co-operative Union*. Leur capital varie entre 200.000 et 4 millions de shillings, de même sous le profil opérationnel on observe une différenciation importante suivant les caractéristiques des diverses zones dans lesquelles les

DDC opèrent: dans la pratique, on va de la promotion et du financement d'activités commerciales à la promotion d'initiatives industrielles de faibles dimensions. Les projets établis par les DDC et dûment approuvés par le Gouvernement, sont fréquemment financés par la *National Bank of Commerce*, la *Tanzania Rural Development Bank* et la *Tanzania Investment Bank*.

2. LE CRÉDIT AGRICOLE EN TANZANIE

Ce que nous avons exposé au paragraphe précédent fait ressortir toute l'importance revêtue par le secteur agricole en Tanzanie, et l'intérêt particulier avec lequel il est traité par les autorités politiques du Pays et par les plans économiques (1).

Dans ce contexte, une analyse de la contribution du crédit octroyé à l'agriculture offre un intérêt spécial si elle est effectuée en relation avec les différents besoins qui se manifestent dans ce secteur, et qui sont, essentiellement, les cinq suivants:

- a) crédit à la consommation, nécessaire à l'agriculteur pour lui permettre de faire face aux nécessités élémentaires telles que: la nourriture, l'habillement et le logement qu'il ne peut se procurer avec les ressources de ses activités courantes;
- b) crédit pour l'achat de semences, d'engrais, d'insecticides et de matériel divers pendant la période de l'ensemencement et celle de la croissance des plantes;

(1) Consulter, pour une étude des problèmes généraux du crédit agricole dans les Pays Africains: G. DELL'AMORE, *Le crédit agricole dans les Pays d'Afrique*, vol. 8, Collection « Les marchés du crédit des Pays d'Afrique », Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, Milan, 1973; R. Ruozi, *I finanziamenti bancari alle aziende agricole*, Milan, 1966 et *Les Caisses d'épargne et le crédit à l'agriculture*, La mobilisation de l'épargne dans les Pays africains, vol. 3, Collection « Les marchés du crédit des Pays d'Afrique », Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, Milan, 1972.

- c) crédit de campagne, pour faire l'avance de fonds pendant la période des récoltes et avant que les produits ne soient vendus;
- d) crédit pour l'amélioration des terrains;
- e) crédit pour développer les activités de transformation des produits agricoles et perfectionner les services commerciaux et de transport.

Etant donné le poids spécial du secteur agricole dans l'économie tanzanienne, et l'importance décisive qu'on lui attribue dans les déclarations de nature politique et programmatique concernant le développement du Pays, il est particulièrement intéressant d'étudier en détail les tentatives faites au cours du temps en matière de crédit agricole, tentatives qui, ainsi que nous le verrons, sont nombreuses et valables: l'histoire du crédit agraire en Tanzanie est celle d'une longue série d'adaptations et d'expérimentations, enquête de formules, même originales et ne manquant pas de mérite ni de validité plus générale, pouvant aussi être adoptées hors des frontières de cette Nation.

3. DES LOAN FUNDS A LA NATIONAL DEVELOPMENT CREDIT AGENCY

a) *Les loan funds*

La première tentative faite par le Gouvernement du Tanganyika dans le secteur du crédit agricole eut lieu pendant la deuxième guerre mondiale, lorsque de nombreux prêts furent accordés afin de promouvoir la production agricole et de remédier au manque de denrées alimentaires. Cette première expérience fut suivie, après la guerre, par la création du *Local Development Loan Fund* et de l'*African Productivity Loan Fund*, qui furent établis, respectivement, en 1947 et en 1955, afin de procurer des facilités de crédit spé-

ciales pour augmenter la productivité agricole et promouvoir des projets de bonification de caractère plus général et surtout, dans le but de remédier au peu d'attachement pour les sources de crédit (1) manifesté jusque là par la population indigène. Après la guerre, certaines autorités locales et le système des coopératives commencèrent aussi à faire des prêts aux paysans africains.

Initialement, le *Local Development Loan Fund* fut constitué à l'aide d'une dotation d'un million de shillings, provenant de l'*Agriculture Development Reserve*. En 1953, ce fonds fut reconstitué et transformé en fonds de roulement avec un capital de deux millions de shillings. Il devait être employé pour consentir des crédits: aux autorités locales, aux sociétés coopératives, à d'autres organismes ayant pour objet le développement rural, enfin aux paysans africains ou arabes à titre individuel (2). Au début, tous les prêts furent accordés aux autorités locales, celles-ci, à leur tour, prêtaient aux particuliers une partie des fonds obtenus: il est évident que ce système de procédure se proposait l'intégration des garanties en faveur du Fonds, remédiant ainsi à la solvabilité incertaine de la population indigène, et permettant le recours à des moyens de coercition plus efficaces en cas de non remboursement. Les autorités locales, néanmoins, se montrèrent réticentes à assumer directement la charge du non remboursement; pour ce motif, à partir de 1952, le Fonds commença à consentir des crédits directement en faveur des personnes privées, exigeant, toutefois, des autorités locales qu'elles fournissent une caution partielle de remboursement dans une proportion de 50%; une nouvelle modification

(1) Une importante restriction à l'octroi de crédit à la population indigène avait été représentée jusqu'alors par la *Credit to Native Ordinance* de 1930, voir EAST AFRICAN ROYAL COMMISSION, *Report 1953-1955*, Londres, 1955.

(2) LOCAL DEVELOPMENT OF AFRICAN PRODUCTIVITY LOAN FUNDS, *Report and Accounts for 1958*, Government Printer, Dar es-Salam, 1959.

fut apportée à ce mécanisme en 1953 et depuis cette date la garantie de l'Etat n'intervient que pour des prêts de plus de 10.000 shillings.

Les crédits consentis à titre individuel avaient une valeur oscillant en général entre 2.000 et 10.000 shillings, la durée prévue pour leur remboursement était de trois ans.

Afin de donner de l'expansion à ses activités, le Fonds contracta en 1955 un emprunt de deux millions de shillings auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, dans le cadre du programme d'aide à l'étranger mis en oeuvre par l'USAID. Un second fonds de roulement fut donc créé de cette façon, désigné sous le nom de: *African Productivity Loan Fund*, il avait pour principal objet de financer l'achat d'équipements pour l'Agriculture et la Meunerie. Ces deux Fonds étaient administrés par l'*African Loan Funds Committee*: l'un de ses objectifs principaux était d'atteindre la clientèle indigène, pour laquelle accéder aux sources de crédit ordinaires aurait présenté bien des difficultés; ce comité appliquait des critères d'évaluation des risques d'une très grande élasticité.

Dans la pratique, l'octroi de crédit n'exigeait qu'une réponse affirmative à ces deux questions:

- a) le projet est-il économiquement solide et peut-on affirmer que le prêt aura pour l'emprunteur une action positive durable?
- b) L'emprunteur est-il suffisamment expérimenté, possède-t-il la capacité et l'initiative voulues pour utiliser le prêt de manière adéquate? (1).

Bien que le *Comité* ait la faculté, dans des cas exceptionnels, d'approuver des prêts non cautionnés, il ne s'en est que très rare-

(1) Voir *The Report on the African Loan Funds together with the 1955 and 1956 Accounts for the Local Development and African Productivity Loan Funds*, Government Printer, Dar es-Salam, 1958, page 5.

ment servi: on considérait, en effet, que la possibilité de fournir des garanties était l'indice de qualités d'initiative et de capacité chez le demandeur. En plus de son rôle en matière de concession de crédit, le *Committee* était chargé d'exercer une action auprès de la clientèle existante et potentielle (1) en lui enseignant ce que représentait le crédit.

Si on les évalue dans leur ensemble, il ne semble pas que l'expérience des *Loan Funds* puisse être considérée comme ayant donné des résultats satisfaisants: la principale critique concerne l'incapacité de ces organismes qui n'ont pas réussi à procurer des sources de crédit adéquates aux petits cultivateurs africains (2).

En 1960, un rapport rédigé par une mission d'étude de la Banque Mondiale, exprimait un jugement négatif sur l'oeuvre accomplie par ces Fonds et proposait une décentralisation de leurs activités, afin que dans toutes les régions agricoles il y ait un fonctionnaire spécialisé en matière de développement rural (3).

(1) On devait éduquer la clientèle pour « qu'elle comprenne les avantages et les inconvénients du crédit, et qu'elle soit à même d'apprécier certaines des obligations et des difficultés impliquées par une économie financée à l'aide du crédit » *Local Development Loan Fund Report and Accounts for 1960, Government Printer, Dar es-Salam, 1962, page 3.*

(2) J. VASTHOFF, *Small Farm Credit and Development - Some Experiences in East Africa with Special Reference to Kenya*, IFO, Munich, 1968, page 104.

(3) « A l'heure actuelle, les *African Loan Funds* se trouvent virtuellement dans les mains d'un seul fonctionnaire à Dar es-Salam placé sous la direction générale du Comité des *African Loan Funds*, organisme inter-départemental auquel viennent s'ajouter des membres qui n'ont pas de position officielle. L'approbation préalable des demandes de prêts — en réalité, aussi, la préparation de ces demandes bien souvent — ainsi que la surveillance des prêts est laissée aux fonctionnaires locaux: administrateurs, experts agricoles, vétérinaires et autres. Pour ces fonctionnaires, souvent chargés de travaux urgents, ces demandes qui, paraît-il, inondent les bureaux de district, sont fréquemment une calamité qui fait perdre un temps précieux dont on a besoin pour les autres travaux » (INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT, *The Economic Development of Tanganyika*, Dar es-Salam, 1960, page 68).

En 1960, pour accélérer les opérations d'octroi de prêts aux particuliers, un nouveau système fut instauré: les prêts allant jusqu'à un montant de 60.000 shillings furent mis à la disposition des autorités locales, celles-ci à leur tour, accordaient des crédits aux particuliers pour des montants n'excédant pas 2.000 shillings; ces prêts devaient servir à des projets tels que: l'achat de tracteurs, d'équipements pour la pêche, de moulins, etc... Le taux passif devant être versé par les autorités locales était de 2,50%, elles disposaient d'un large pouvoir discrétionnaire pour fixer la proportion des taux actifs.

Pendant toute la période durant laquelle ces Fonds existèrent, la demande effective de prêts resta, cependant, inférieure aux ressources disponibles. A titre d'exemple: en 1959 bien qu'il y eut 4,5 millions de shillings disponibles, l'utilisation de ces fonds fut limitée à 1,4 millions de shillings, soit 31,1 pour cent (1).

On doit rechercher les causes de cette faible utilisation des ressources offertes par les Fonds: dans l'insuffisance de personnel, dans les services du comité central et des comités périphériques, dans la complexité et la lenteur des procédures adoptées et enfin dans le fait que de trop fortes garanties étaient exigées.

En outre, la conception du fonds de roulement implique une restitution graduelle des crédits accordés, à moins qu'ils donnent lieu à des attributions ultérieures; il en résulte que dans de nombreux cas, les critères adoptés furent plutôt de nature commerciale et ne tendaient pas à favoriser l'expansion des zones rurales.

On doit noter, néanmoins, que le pourcentage des insolvabilités ou des retards dans le remboursement a été très élevé: au 30 juin 1963, par exemple, les prêts en cours représentaient un

(1) H. H. BINHAMMER, *Institutional Arrangement for Supplying Credit and Finance to the Rural Sector of Economy in Tanzania*, Economic Research Bureau Papers, n. 17, Dar es-Salam, 1968, page 2.

montant de 1.431.840 shillings, dont 453.480 auraient déjà dû être remboursés pendant les années précédentes (1).

b) *La Land Bank of Tanganyika*

La *Land Bank of Tanganyika* ouvrit ses guichets en 1948, son capital initial était de 4 millions de shillings, il fut porté à 6 millions deux ans après. Ce capital était souscrit par le *Legislative Council* dont le Président était un fonctionnaire de l'Etat, il avait pour collaborateurs cinq conseillers nommés à titre de représentants des opérateurs des catégories intéressées.

La Banque était habilitée à consentir des prêts à long terme pour un montant dont le plafond représentait 70% de la valeur de la terre, mais sa valeur maximale était fixée à 300.000 shillings, l'échéance du prêt ne pouvait dépasser 30 ans. Les bénéficiaires de ces prêts avaient la faculté d'en utiliser le montant pour acheter des terrains, libérer des hypothèques les grevant, édifier des bâtiments, etc. D'autres prêts étaient octroyés, par contre, en vue de financer une campagne, des achats de machines et outillages, des améliorations dans les méthodes de culture ou de récolte, enfin la première transformation et la commercialisation des produits; dans ce cas la durée du prêt était prévue au maximum pour cinq ans.

Les bénéficiaires de ces prêts étaient des personnes privées, des sociétés coopératives, des autorités publiques.

Le Tableau 56 présente un cadre d'ensemble des activités de la *Land Bank of Tanganyika* de 1949 à 1960.

Pour commencer, lorsque son fonds de dotation se révéla insuffisant, la *Land Bank of Tanganyika* eut recours à des découverts en compte-courant dans les banques commerciales. Toutefois,

(1) THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA, *The Appropriation Accounts, Revenue Statements, Accounts of the Funds and Other Public Accounts for the Year 1962/1963*, Dar es-Salam, 1963, page XIII.

TABLEAU 56

PRETS CONSENTIS PAR LA LAND BANK OF TANGANYIKA DE 1949 A 1960
(en milliers de shillings)

Années	Prêts en cours au 31 décembre	Prêts consentis pendant l'année		Remboursements effectués durant l'année
		à long terme	à court terme	
1949	1.780	1.240	580	40
1950	4.340	2.800	800	520
1951	5.840	1.200	1.080	940
1952	5.340	1.020	620	2.140
1953	8.800	3.780	1.220	1.520
1954	10.460	2.740	1.020	2.100
1955	10.700	1.420	1.260	2.440
1956	11.560	2.040	1.800	3.000
1957	14.340	2.780	3.100	3.150
1958	18.280	4.480	5.160	5.680
1959	21.980	5.600	4.000	5.880
1960	24.740	6.180	4.360	7.640

SOURCE: *Tanganyika Statistical Abstract*, 1961 et 1966.

elle se mit à accepter des dépôts du public en 1965 en vue de réduire son endettement auprès des banques commerciales dont le coût était difficile à prévoir étant donné que ces banques changeaient fréquemment leurs taux. L'expansion prise par les dépôts ne réussit pas d'ailleurs à libérer l'institut de la nécessité de recourir au système bancaire, en outre, le coût de cette source de financement se révéla, lui aussi, difficile à prévoir du fait que le montant des taux passifs devait être modifié au fur et à mesure qu'il se produisait des mutations dans les taux pratiqués sur le marché, y compris dans ceux des avances en compte courant (1).

(1) H. H. BINHAMMER, *Institutional Arrangement for Supplying Credit*, op. cit., page 3.

En 1960, quand le climat d'incertitude politique provoqua des fuites considérables de capitaux hors de l'*East Africa*, les dépôts de la *Land Bank of Tanganyika* diminuèrent de 6,4 millions; la débâcle financière ne fut évitée que grâce à l'intervention de prêts consentis par le *Colonial Development and Welfare Fund* et le gouvernement du Tanganyika. Si la *Land Bank of Tanganyika* a eu de nombreux défauts en commun avec les *Loan Funds*, elle a, sans aucun doute, agi suivant une politique bien plus active ainsi qu'en témoigne le montant considérable de ses opérations de crédit. Entre 1947 et 1960 elle a consenti des prêts dont la valeur est d'environ 60 millions de shillings, et dont 32% ont été employés pour l'acquisition de terres et le paiement de dettes, 28% pour faire face à des besoins saisonniers et 40% pour couvrir des exigences à long terme.

Les principales critiques faites aux opérations de cette banque concernent son incapacité de satisfaire les exigences des petits cultivateurs, à cause des fortes garanties demandées ainsi que de la complexité des procédures et du pourcentage très élevé de prêts octroyés pour des transferts de propriétés foncières qui, souvent, n'avaient pas pour objectif final de répondre aux exigences de développement des campagnes.

c) *L'Agricultural Credit Agency (ACA)*

En 1961 la *Land Bank of Tanganyika* fut remplacée par la: *Agricultural Credit Agency* (1). A la différence des instituts de crédit agricole qui l'avaient précédé l'ACA fut fondée dans le but de constituer un instrument pour la politique de développement agricole de l'Etat. Le Ministère de l'Agriculture fut autorisé à fournir une contribution annuelle de 700.000 shillings à l'ACA.

(1) *Act Establishing the Agricultural Credit Agency*, n. 65 de 1961.

Des difficultés considérables marquèrent toujours les opérations de cet institut qui ne furent jamais satisfaisantes. A ses débuts l'ACA reprit à son compte l'actif et le passif de la *Land Bank of Tanganyika* et ceux des *Loan Funds* (1). Bien qu'une grande partie de ce passif soit constituée de dettes de caractère permanent envers le Gouvernement, la baisse des actifs représentés par des dépôts pendant la première année d'exercice, et l'insurgence de l'aide gouvernementale contraignirent l'ACA au recours à des avances en compte courant auprès des banques commerciales.

L'ACA se proposait comme objectif principal d'augmenter la productivité et l'efficiencia de l'agriculture, d'améliorer la qualité de la production agricole et d'accroître le niveau de vie de la population rurale (2) grâce à l'octroi de prêts aux agriculteurs, aux pêcheurs, aux sociétés coopératives, aux fermes collectivistes, etc. Le but recherché était d'encourager le crédit en faveur des petits cultivateurs et il était prévu de consentir des financements aux associations de vingt personnes au moins: paysans ou pêcheurs, en vue de développer des formes de coopération.

L'ACA était habilitée à consentir des prêts à court, moyen et long terme pour une durée de 25 ans au maximum, le montant minimum des prêts était fixé à 100 shillings, et le maximum était de 200.000 pour les particuliers et de 500.000 pour les sociétés coopératives.

On distinguait deux catégories de prêts: crédits octroyés au niveau du district, et crédits administrés par le siège central. Les

(1) L'ACA assuma directement la gestion du *Local Development Loan Fund*, tandis que l'*African Productivity Loan Fund* continua à être géré par le Ministère du Commerce et de l'Industrie.

(2) *Report of the Governing Board of the Agricultural Credit Agency for the Year Ending 31st December, 1962*, page 17.

premiers comprenaient les prêts de faible valeur aux paysans, accordés à titre individuel pour un maximum de 4.000 shillings qui relevaient de la compétence des comités de district; chaque comité disposait dans ce but d'un fonds de roulement. Les seconds concernaient les prêts de plus de 4.000 shillings, octroyés sur décision d'un comité exécutif central.

Les activités de l'ACA présentent certains aspects positifs: elle est parvenue à atteindre la clientèle africaine, en éliminant les procédures complexes adoptées par ses prédécesseurs. Toutefois le jugement passé sur cet organisme reste encore plutôt négatif pour les motifs suivants: les coûts provenant de l'accroissement de la clientèle sont élevés, le personnel a manqué de qualification et s'est trouvé en conséquence dans l'impossibilité de fournir l'assistance technique nécessaire à cette même clientèle: un grand nombre des crédits octroyés ont servi à financer des projets peu réalisables et d'une utilité douteuse en ce qui concerne l'expansion économique, en outre, le pourcentage des insolvabilités a été très élevé. Pour obvier à ces inconvénients les opérations de l'ACA ont subi une évolution progressive: pendant les deux dernières années, avant la restructuration de tout le système, la plupart des financements à l'agriculture ont été distribués par l'intermédiaire du système des coopératives (1).

d) *La National Co-operative and Development Bank (NCDB)*

Une réorganisation de tout le système de crédit agricole fut effectuée en 1964 sur la base d'un rapport rédigé par un comité d'experts (Rapport Tyson), l'ACA fut remplacée par trois institutions: la *National Co-operative and Development Bank (NCDB)*,

(1) H. H. BINHAMMER, *Institutional Arrangements for Supplying Credit*, op. cit., page 4. J. VASTHOFF, *Small Farm Credit and Development*, op. cit., pages 104-106.

la *National Co-operative Bank* (NCB) et la *National Development Credit Agency* (NDCA).

Cette réforme était issue de l'expérience acquise au cours des quinze années précédentes, elle était entièrement basée sur le mouvement coopératif, qui devait devenir le mécanisme de distribution du crédit agricole, et corriger l'inefficience et les coûts élevé du système antérieur.

Le rôle de la NCDB était celui d'une société *holding* de la NCB et de la NDCA, mais ses opérations financières sont toujours demeurées peu significatives.

A la fin de 1967, son capital, souscrit par le mouvement mutualiste, s'élevait à 3,4 millions de shillings. Les fonds employés provenaient non seulement de la vente des actions, mais aussi de contributions et de prêts des deux banques subsidiaires, qui se partageaient également les coûts de gestion de la NCDB.

La NCDB avait pour principal but de coordonner l'activité de la NCB et de la NDCA, mais l'unique effort accompli dans cette direction fut représenté par la formation d'un comité de direction commun aux trois institutions (1).

e) *La National Co-operative Bank* (NCB)

De 1964 à 1970, année où elle fut absorbée par la *National Bank of Commerce*, la *National Co-operative Bank* a été la banque du mouvement coopératif. Fondée en 1964, elle avait repris l'actif

(1) Parmi les membres du comité la représentation prédominante était celle du mouvement coopératif, mais le gouvernement pouvait exercer une influence déterminante par l'intermédiaire du président de ce comité qui était nommé par le Ministre de l'Agriculture, et des représentants ministériels qui pouvaient exercer un droit de veto pour le compte de leurs ministres respectifs (H. H. BINHAMMER, *Institutional Arrangements for Supplying Credit*, op. cit., page 5).

de la *Co-operative Bank of Tanganyika* créée deux années auparavant; la NCB se proposait de fournir des crédits à l'agriculture à des conditions avantageuses, comblant ainsi un vide considérable dans les opérations des *expatriate banks* (1).

Les ressources financières employées par la NCB provenaient de son propre capital (6,6 millions de shillings à la fin de mars 1969), de ses dépôts (51 millions de shillings à la même date) de découverts en compte courant consentis par les banques commerciales et, pendant les périodes de pointe, d'opérations de refinancement auprès de la banque centrale (2). Bien que la NCB soit habilitée à effectuer tous les genres d'opérations, jusqu'en 1968 elle limita ses activités au crédit agricole d'exploitation.

Après 1968 elle étendit ses opérations à d'autres secteurs, dans le but d'employer, d'une manière plus rentable, les ressources financières dont elle disposait et qui s'étaient énormément augmentées du fait de l'accroissement enregistré par les dépôts des *marketing boards*, parallèlement à l'extension progressive de l'activité de ces derniers. Cependant, cette circonstance fut considérée comme une duplication de l'activité déjà exercée par la *National Bank of Commerce* dans le secteur du crédit à court terme, il fut donc décidé d'incorporer la NCB à la NBC.

(1) Pendant les premiers stades du développement du crédit au Tanganyika, le crédit agricole de campagne était consenti par les exportateurs aux grossistes, et par ces derniers aux petits commerçants et aux cultivateurs alors que le système bancaire intervenait dans le financement des exportateurs par l'intermédiaire des *expatriate banks*. I. LIVINGSTONE, *The Marketing of Crops in Uganda and Tanganyika*, R. G. STEWART - H. V. ORD, *African Primary Products and International Trade*, Edimbourg, 1965, pages 125-147.

(2) La période de pointe était habituellement comprise entre le mois d'août et le mois de novembre, alors que pendant les mois de février et de mars il arrivait souvent que les fonds disponibles soient excédentaires par rapport aux opérations de financement, ils étaient donc déposés dans d'autres banques ou investis en bons du Trésor ordinaires.

Au début de l'année 1971, c'est donc la *National Bank of Commerce* qui détenait le monopole du crédit agricole d'exploitation dans tout le Pays.

f) *La National Development Credit Agency (NDCA)*

La NDCA avait pour objet d'accorder du crédit à l'agriculture et aux activités de première transformation et de commercialisation pendant les périodes de magasinage et de transport, ce crédit était octroyé aussi en vue de développer les entreprises de faible envergure établies sur une base mutualiste (1).

La NDCA exerçait son activité conformément à la condition essentielle ci-après: en vue de réduire les coûts de gestion et le pourcentage élevé des insolvabilités qui caractérisèrent les expériences faites précédemment en matière de crédit agricole, et de garantir une diffusion capillaire de ce crédit, il fallait recourir presque exclusivement à l'intervention du mouvement coopératif, et mettre fin à l'octroi direct de crédits aux particuliers.

A cet effet, on fixa deux conditions:

- a) au niveau du district, le Ministère de l'Agriculture devrait contrôler les activités de la NDCA par l'intermédiaire de ses bureaux régionaux;
- b) la distribution du crédit et les remboursements devraient s'effectuer par le canal des coopératives.

Le fait d'accentuer le rôle des coopératives présentait une série d'avantages considérables (2), en réduisant énormément la

(1) *The National Co-operative and Development Bank Act*, 1964, article 4.

(2) J. VASTHOFF, *Small Farm Credit and Development*, op. cit., page 107. J.F. CHANT, *Agricultural Credit in Tanzania*, Economic Research Bureau Papers, n. 4, University of Dar es-Salam, 1968, pages 7-8. M.P. COLLINSON, *Problems and Possible Reforms in the Administration of Agricultural Credit in Tanzania*, document préparé pour la « Conference on Agricultural Sectorial Planning in East Africa », Dar es-Salam, 3-6 avril 1967, page 16.

marge des insolvabilités, en simplifiant les opérations d'évaluation des risques et en permettant une appréciation plus exacte de la solvabilité de chaque client (1), même si les inconvénients ne manquaient pas non plus; l'un de ceux-ci, entre autres, était essentiel: une grande partie des coûts et des risques n'était pas éliminée mais simplement transférée au secteur coopératif, alors qu'elle aurait dû être supportée par les instituts de crédit agricole.

A partir du moment où la NDCA reprit les fonctions précédemment exercées par l'*Agricultural Credit Agency*, elle poursuivit la politique d'expansion des crédits en faveur du secteur coopératif, et de réduction de ceux accordés au secteur privé, politique ayant déjà caractérisé les opérations de l'ACA pendant ces deux dernières années.

Jusqu'en 1967, néanmoins, la NDCA n'a pu éliminer complètement l'octroi de crédits aux particuliers par l'intermédiaire des *District Loan Committees*. Ce fait est dû, en partie, à l'incapacité montrée par de nombreuses coopératives à gérer les financements obtenus, et, en partie, à la politique des *Committees*.

Dès ses débuts, la NDCA reprit à son compte l'actif de l'ACA (2), du *Co-operative Revolving Loan Fund* et de l'*African*

(1) COLLINSON constate (*op. cit.*, page 16): « que les principaux avantages du recours au canal des coopératives avaient pour origine les deux circonstances suivantes:

- les coopératives détiennent en général le monopole de la commercialisation d'un produit particulier cultivé dans la zone placée sous leur juridiction;
- elles possèdent, dans leurs registres de livraisons, l'historique du rendement des cultures de chaque ferme — ceci sert de base à une évaluation de la capacité de remboursement du fermier, qui constitue le critère de garantie pour le crédit aux petits exploitants ».

(2) Le montant total de l'actif de l'ACA s'élevait à 26 millions de shillings et consistait essentiellement en prêts à longue échéance.

Productivity Loan Fund (1), qui figurèrent sous forme de contributions à fonds perdu apportées par l'Etat. Comme, toutefois, une grande partie de ces actifs présentait une exigibilité douteuse, la NDCA fut autorisée à en réduire la valeur de 11,9 millions de shillings, et à diminuer en contrepartie le montant du financement gouvernemental.

Parmi les buts institutionnels de la NDCA étaient également incluses la promotion et la mobilisation de l'épargne, en vue d'un emploi direct pour l'expansion de l'agriculture. Nous sommes en mesure d'affirmer, néanmoins, que cet objectif n'a pas été atteint, à l'exception d'une somme insignifiante, si l'on en juge par le faible montant des dépôts de la clientèle privée et, réciproquement, par la prédominance des dépôts d'organismes publics et d'établissements para-étatiques.

Les taux d'intérêt passifs étaient les mêmes que ceux pratiqués par les banques commerciales.

En 1967/1968, jusqu'à la clôture de l'exercice, les dépôts subirent une diminution considérable équivalant à 3,8 millions de shillings, et pendant l'exercice suivant elle fut encore plus forte (9,5 millions). Pour compenser cette réduction des fonds disponibles, le Gouvernement accorda une avance à court terme de 10 millions de shillings. Les vicissitudes de l'exercice 1967/1968 faisaient ressortir clairement à quel point un système d'expansion du crédit agricole à moyen et long terme était inadéquat s'il était basé principalement sur les dépôts de la clientèle privée. De même que les institutions qui l'avaient précédée, la NDCA fut donc obligée de recourir de plus en plus aux financements des banques

(1) Le montant total de l'actif des deux fonds s'élevait à 5 millions de shillings (voir H. H. BINHAMMER, *Institutional Arrangements for Supplying Credit*, *op. cit.*, page 7).

commerciales ou de l'Etat: au 31 mars 1969 les prêts du système bancaire s'élevaient à 13 millions de shillings, dont 9 étaient garantis par le Gouvernement (1).

En ce qui concerne les prêts octroyés par la NDCA ils rentrent dans trois catégories principales:

- a) prêts accordés pour la réalisation du « *Tractor Purchase Scheme* »;
- b) prêts financés par la Banque Mondiale, par l'intermédiaire de l'*International Development Association* (IDA);
- c) prêts financés par la NDCA avec ses propres ressources.

Nous ne nous arrêterons pas au premier type de prêt, étant donné son peu d'importance et le fait que son poids est plus faible que celui des deux autres. Il est hors de doute que la majeure partie des opérations à l'actif de la NDCA a été financée grâce à des fonds alloués par le Trésor, en connexion avec les prêts de l'IDA: à partir du deuxième semestre de 1965 jusqu'à la fin de l'année 1969 l'aide financière accordée par cette organisation internationale s'élevait à 35 millions de shillings, la durée du prêt était de 50 ans, avec une période de préamortissement de 10 ans. Aucun intérêt n'était exigé pour ce prêt, seule une commission annuelle de 0,75% était perçue pour couvrir les frais d'administration.

(1) Une part importante de ces ressources fut utilisée pour payer les tracteurs d'après les modalités du « *Tractor Purchase Scheme* ». L'Etat avait acheté, dès 1963, 673 tracteurs pour une valeur totale de 20 millions de shillings, dont 13,1 millions restaient à payer à la fin de mars 1967; la NDCA assumait la charge de recueillir les versements et de régler les effets s'y rapportant à l'échéance; comme le moment de la collecte des sommes dues différait souvent de celui de l'échéance des traites, et que la deuxième précédait généralement la première, les financements cautionnés par l'Etat servaient à remédier à ce manque de synchronisation. Toutefois, il fallut demander d'autres financements parce que dans bien des cas il fut impossible d'obtenir le paiement.

La majeure partie de ces fonds fut destinée aux unions de coopératives, les taux pratiqués variaient entre 5,50% et 7%. A leur tour, les coopératives prêtaient les fonds obtenus aux paysans à titre individuel, et majoraient le taux d'intérêt de 1% environ pour couvrir leurs coûts de gestion.

A la fin de l'exercice 1966/1967 la NDCA avait utilisé 19,1 millions de shillings, dont 12,6 millions restaient encore à rembourser. A la fin de mars 1969 les remboursements avaient considérablement augmenté en pourcentage (voir le Tableau 57).

Les fonds obtenus grâce au remboursement graduel de ces prêts pouvaient être réemployés à d'autres opérations de crédit, à condition qu'elles soient destinées au financement de projets différents de ceux pour lesquels les crédits avaient été demandés originellement: le prêt IDA devint donc, dans une certaine mesure, un genre de fonds de roulement.

Comme le fait ressortir le tableau 57, la majeure partie des prêts a été utilisée pour les cultures de coton, de thé, de tabac, de café et de pyrèthre, et les emplois à court terme ont prédominé.

Dans l'ensemble, on ne peut que formuler un jugement positif sur le type d'utilisation du prêt IDA effectué par la NDCA: la presque totalité des fonds a été employée à des opérations productives, en faveur des secteurs les plus dynamiques ou les plus importants pour le développement de l'agriculture. La NDCA a pu ainsi effectuer une meilleure répartition du crédit et a été mise à même d'acquérir une plus grande expérience qui lui a servi pour donner de l'extension aux opérations de prêt financées avec ses propres ressources.

Ce deuxième genre d'opérations connut une expansion considérable, tant par le nombre des prêts consentis que par leur valeur globale. En 1968/1969 la NDCA examina 194 demandes de financement pour un montant de 35,6 millions de shillings, elle

TABLEAU 57

PRET IDA: UTILISATION PAR LA NATIONAL DEVELOPMENT CREDIT AGENCY (au 31 mars 1969 - en milliers de shillings)

Destination du prêt	Total du prêt IDA	Remboursement	Solde
Engrais, insecticides, et échalas pour le coton	10.000	6.413	3.587
Echalas pour les caféiers	5.000	5.016	— 16
Outillage agricole	2.500	1.846	654
Machines et première transformation du tabac, du thé et du pyrèthre	4.607	2.456	2.151
Pulvérisation du café	2.857	1.505	1.352
Engrais pour le thé	5.286	4.479	807
Emoluments du personnel	4.286	1.703	2.583
Crédits non affectés	1.179	—	1.179
Total	35.715	23.418	12.297

SOURCE: THE NATIONAL CO-OPERATIVE AND DEVELOPMENT BANK GROUP, *Annual Report and Accounts for the 12 months Ended 31st March 1969*, page 8.

en accueillit 75 dont la valeur s'élevait à 19,4 millions de shillings. L'année précédente 159 demandes avaient été reçues, 118 furent approuvées, leur valeur représentait, respectivement, 17,1 et 8,3 millions de shillings.

La plupart des bénéficiaires étaient des coopératives (voir tableau 58): en 1969, les prêts accordés à des particuliers n'ont pas excédé 15% de l'ensemble des crédits.

Les demandes d'obtention de prêts étaient présentées à la NDCA par les sociétés coopératives au moyen de leurs unions respectives. Toute demande était habituellement accompagnée d'un rapport technique sur le projet préparé par les services agricoles du district et d'un rapport établi par un des directeurs de la coopérative où étaient exposées les modalités d'utilisation du crédit. Avant d'accueillir la demande, la NDCA, à son tour, préparait une

TABLEAU 58

PRETS FINANCES AVEC LES RESSOURCES INTERNES DE LA NDCA
(au 31 mars 1969)

Type de prêt	Nombre de prêts		Montant des prêts (en milliers de shillings)	
	partiel	total	partiel	total
A) PRETS AUX COOPERATIVES				
1) Prêts inhérents à l'agriculture				
— cultures annuelles	15		10.638	
— cultures permanentes	3		1.121	
— construction de magasins	3		1.120	
— outillage	4		579	
— production de beurre	1		80	
— transformation des feuilles de thé	1	27	1.800	15.338
2) Prêts pour des activités commerciales				
— machine à imprimer	1		25	
— véhicules automobiles	1		60	
— moulins	1	3	11	96
B) PRETS INDIVIDUELS				
1) Prêts inhérents à l'agriculture				
— cultures annuelles	16		770	
— achat de terres	17		2.090	
— construction des bâtiments ruraux	2		65	
— outillage	2		45	
— achat de volailles	1	38	12	2.982
2) Prêts pour des activités commerciales				
— moulins	3		14	
— divers	1	4	9	22
C) PRETS DIVERS				
— au <i>Tanganyika Tobacco Board</i>	2		940	
— à la <i>Farming Company</i>	1	3	14	954
Total		75		19.392

SOURCE: THE NATIONAL CO-OPERATIVE AND DEVELOPMENT BANK GROUP, *Annual Report for the 12 Months Ended 31st March 1969*.

étude sur les possibilités de réalisation du projet, sur la position financière du demandeur, et sur sa capacité de gérer les fonds reçus.

Pour conclure, deux observations fondamentales peuvent être faites en ce qui concerne l'activité de la NDCA: il est hors de doute, d'une part, que cet organisme a représenté un progrès non négligeable comparé aux expériences antérieures, qu'il a réussi à effectuer une diffusion plus capillaire des prêts accompagnée d'une réduction des frais d'administration et du pourcentage des insolabilités; d'autre part, il a présenté certains aspects négatifs, tels que la faible incidence de financements autres que ceux étroitement reliés à l'agriculture, et la prédominance de crédits à court et à moyen terme: autrement dit, il nous semble que le principal défaut de la NDCA ait été son incapacité à élargir sa sphère opérationnelle à tout le secteur rural, pris au sens le plus large du mot, et qu'elle n'y a pas radicalement « démarré » un mécanisme de développement.

4. LE CRÉDIT A L'AGRICULTURE DE NOS JOURS: CRÉATION DE LA TANZANIA RURAL DEVELOPMENT BANK (TRDB)

En fondant la *Tanzania Rural Development Bank* on répondait à trois types de besoins (1):

- a) octroyer des crédits aux agriculteurs pour l'achat d'insecticides, d'engrais, d'outillage, etc., en passant par le canal du mouvement coopératif, ce qui permettait ainsi de remplacer l'étude de la situation économique et financière de l'emprunteur ou l'exigence de fournir des cautions adéquates, par une considération plus générale et plus simple de la capacité de remboursement des coopératives;

(1) Voir J. LOXLEY, *The Domestic Finance of Development Projects in Tanzania*, op. cit., pages 31-33.

- b) accorder des prêts individuels, se rapportant à des projets d'une certaine envergure, et, dans ce cas, traiter directement avec l'emprunteur;
- c) adopter une politique de crédit tenant bien plus compte des besoins d'expansion du pays que la situation économique et financière des emprunteurs, politique pouvant, de ce fait, s'assurer de larges financements provenant du budget du Trésor, évitant sur ce point les situations ambiguës des expériences antérieures (1).

L'Assemblée Nationale approuva le 27 janvier 1971 la loi organique de la TRDB; la banque commença ses opérations en mai 1971.

La loi précise en ces termes les buts institutionnels de cette banque (2):

- a) fournir des crédits à moyen et long terme en faveur du développement du secteur rural;
- b) donner à la clientèle l'assistance et les consultations techniques nécessaires;
- c) administrer des fonds spéciaux pour le développement pouvant être créés éventuellement;
- d) financer l'achat de produits agricoles.

Il a été établi par le Gouvernement que la TRDB devra exercer son activité de la manière suivante: elle prendra les mesures nécessaires à une diffusion sur une vaste échelle de l'esprit d'entreprise dans les campagnes, oeuvrant en liaison étroite avec

(1) Voir sur ce dernier point: M.P. COLLISON, *Agricultural Credit in Tanzania*, G.K. HELLEINER, *Agricultural Planning in East Africa*, East African Publishing House Nairobi, 1968, pages 138-156.

(2) *The Tanzania Rural Development Bank Act*, n. 7, de 1971, article 4.

la *National Bank of Commerce* et utilisant, à chaque fois qu'il sera nécessaire, l'appareil administratif de cette dernière; elle formera le personnel spécialisé qui pourra assurer efficacement le rôle de conseiller technique et économique, surtout en ce qui concerne les villages *ujamaa*; elle financera, enfin, les activités industrielles liées à celles de l'agriculture, dans une perspective d'ensemble des besoins d'expansion du secteur rural (1).

La Banque est dirigée par un Conseil d'Administration; son président et le directeur général sont nommés par le Président de la République, les autres membres, au nombre de huit, sont désignés par le Ministre des Finances et choisis parmi des experts en matière d'économie et de finances. La Banque effectue des « opérations ordinaires » et des « opérations spéciales ». Les premières consistent à octroyer des financements, agir à titre de consultant, fournir des cautions.

A chaque fois qu'elle considère la chose nécessaire, la TRDB a la faculté de demander que ses propres crédits soient cautionnés par l'Etat ou d'autres institutions publiques. Elle peut effectuer des financements avec des capitaux bloqués, jusqu'à concurrence de 10% de son capital propre (2) et à condition qu'il ne s'agisse pas d'une participation de contrôle. En ce qui concerne l'ensemble des investissements, il est obligatoire, en outre, qu'ils soient raisonnablement diversifiés et que les participations au capital ne deviennent pas des immobilisations, mais soient cédées avec profit le plus rapidement possible.

Les opérations ordinaires de la Banque sont financées à l'aide de ses fonds ordinaires, qui comprennent le capital social, s'élevant

(1) TRDB, *A manual of Operational Policies and Procedures*, op. cit., page 1.

(2) Le dix pour cent est calculé sur le capital versé auquel s'ajoutent les bénéfices et les réserves ordinaires.

à 100 millions de shillings; de fonds provenant de l'étranger, soit environ 125 millions de shillings et ayant pour origine les prêts de l'*International Development Agency*; des remboursements progressifs des prêts octroyés, et d'autres fonds d'origines diverses.

Les opérations spéciales consistent à gérer des fonds affectés à la TRDB pour des motifs particuliers (1). A titre d'exemple, la Banque a été chargée de gérer le solde du prêt IDA, ayant fait l'objet d'un emprunt de la NDCA et qui prenait fin en décembre 1971.

Dans toutes les opérations d'emploi la principale fonction de la Banque, spécialement des guichets régionaux, consiste à aider les clients potentiels à trouver des occasions d'investissement. Dans ce but, des contacts constants sont maintenus avec les communautés rurales, les « leaders » de la politique, les experts locaux. Des fonctionnaires de la Banque visitent périodiquement les villages *ujamaa*, participent aux assemblées des coopératives, à celles des *District Development Corporations*, des comités régionaux et de districts, pour la planification de l'économie, etc.

La phase suivante consiste à préparer des projets d'investissement; à cet effet, des études approfondies et détaillées sont effectuées, très souvent en collaboration avec les services régionaux du Ministère de l'Agriculture, ces études permettent d'apprécier la situation économique et financière du bénéficiaire éventuel d'un financement, et d'estimer ses qualités d'entrepreneur ainsi que sa capacité de remboursement. Ces projets peuvent ensuite être approuvés par la Banque et passer à la phase de réalisation.

(1) TRDB, *A Manual of Operational Policies and Procedures*, page 6.

En application de l'article 12 de sa loi organique, la TRDB a adopté une politique de prêt basée sur les principes suivants:

- a) la Banque encourage essentiellement la promotion de projets dans le secteur public; y sont inclus: les coopératives, les *District Development Corporations* et les villages *ujamaa*;
- b) les projets approuvés par la Banque doivent être caractérisés par une grande solidité du point de vue technique, économique et financier et par leur conformité avec les directives générales formulées en matière de développement économique. Pour tout projet dont la valeur excède 2 millions de shillings on devra aussi s'assurer que les priorités fixées par le Gouvernement sont respectées et que ce dernier est en plein accord avec la banque;
- c) si possible, la Banque doit faire en sorte que ses opérations de crédit soient assistées de garanties adéquates de nature mobilière ou immobilière;
- d) les échéances des opérations doivent être déterminées en fonction de la capacité productive et de la durée probable de l'activité financée. On accorde ainsi des prêts à moyen terme, dont la durée ne dépasse pas 5 ans et des prêts à long terme, de 15 ans au plus;
- e) le montant des crédits octroyés dépend du coût du projet, des besoins de l'emprunteur, des cautions fournies et de la capacité de remboursement, de toutes façons, en principe, la Banque ne doit pas financer plus de 75% de la valeur totale du projet. Il faut également s'efforcer de diversifier les investissements: la Banque ne peut financer un seul emprunteur pour un montant global supérieur à 25% de son patrimoine net;

- f) en général, le renouvellement des prêts consentis n'est pas autorisé;
- g) la Banque ne doit pas accorder de prêts pour un montant dépassant le triple de son capital net, réserves comprises; cette disposition ne s'applique pas aux fonds spéciaux, non plus qu'aux financements octroyés sur la base de contributions de l'Etat et de prêts IDA.

La procédure réglementant l'octroi des prêts prévoit quatre phases successives: tout d'abord la proposition ou le projet sont présentés aux guichets régionaux de la Banque, ceux-ci se chargent alors de rédiger un rapport qu'ils présentent aux comités consultatifs régionaux, lesquels donnent un avis en tenant compte des recommandations du directeur général, ce dernier, enfin, soumet la proposition au comité des prêts.

L'exercice 1971/1972 a constitué pour la TRDB une période de formation au cours de laquelle douze guichets régionaux ont été ouverts à: Arusha, Iringa, Kilimanjaro, Mara, Mbeya, Morogoro, Mwanza, Ruvuma, Shinyanga, Tabora, Tanga et West Lake. Il est encore trop tôt pour exprimer une opinion d'ensemble sur l'activité de la Banque, il est toutefois certain qu'elle a joué un rôle de plus en plus important dans le financement de l'expansion des zones rurales.

Pendant les 14 premiers mois d'activité, de mai 1971 à juin 1972, le montant des prêts consentis s'est élevé à 54,5 millions de shillings.

Les moyens de financement employés ont été principalement puisés dans le capital, dont 30 millions ont été versés, et dans un prêt IDA de 31,5 millions. La TRDB a également recouru à une ouverture de crédit de la *National Bank of Commerce*, qui atteignit sa valeur la plus élevée de 17 millions en janvier-février 1972,

quand des financements à court terme ont été demandés pour couvrir la campagne de vente du thé et du tabac. D'autres postes ont été représentés par des traites (7,3 millions) provenant d'opérations effectuées avec la *Nyanza Co-operative Union*, par des dépôts à court terme des coopératives et du secteur para-étatique (6,3 millions), et par un prêt de la NBC d'une valeur de 5 millions.

Le total de l'actif s'élève à 106 millions de shillings. 7,3 millions environ sont constitués par des prêts accordés mais non utilisés. 12 millions représentent les insolvabilités prévues, venant principalement de crédits accordés auparavant par la NDCA.

Les prêts se sont élevés, ainsi que nous l'avont vu, à un montant global de 54,6 millions: 7,6 millions de ces prêts sont issus des programmes IDA.

Les prêts ont été principalement affectés: à la culture du tabac (prêts à court terme, soit 36,7% de l'ensemble des financements), au transport (19,1%), au magasinage (11,5%) et à la culture du caféier (prêts à long terme, soit 10,3%). Les prêts à court et moyen terme ont été moins importants, et ont été consentis pour les plantations de caféiers (5,2%), de coton (5%), pour financer les plantations de thé (4,6%), les achats de tracteurs et autres machines agricoles (2,3%), la culture du blé (1,5%).

Environ 50% de ces prêts ont été consentis à court terme. Du point de vue de la répartition territoriale, six régions ont bénéficié de 86,4% des crédits accordés. Ce sont les suivantes:

- Tabora (tabac, 26,4%);
- Mwanza (véhicules et coton, 18,6%);
- Costa (véhicules, 11,2%);
- West Lake (café et thé, 10,2%);
- Iringa (tabac et véhicules automobiles, 11,1%);
- Mbeya (tabac, café et thé, 8,9%).

Certaines régions n'ont reçu aucun prêt (1), faute de projets de développement susceptibles d'être financés.

Si l'on considère le genre de clientèle financée, on constate que les coopératives ont reçu 68,1% de l'ensemble des prêts, soit 37 millions, qui ont été utilisés pour: la culture du tabac (11,7 millions), les plantations de caféiers (7,3 millions), le magasinage et le transport. Par le canal des coopératives 7,6 millions de l'emprunt IDA ont été distribués également et utilisés principalement dans le secteur de la culture des caféiers, dans les plantations de coton et de thé. Les transporteurs établis sur une vaste échelle ont reçu 11,7% du montant total des prêts, tandis que le pourcentage concernant les villages *ujamaa* est de 11,5%. Les prêts octroyés à ces villages ont été utilisés pour financer les cultures (surtout celles du blé et du tabac) et l'achat de machines agricoles (des tracteurs, par exemple). Enfin, il a été accordé 3,2% des prêts aux *District Development Corporations*, tandis que le secteur privé n'a reçu que 5,5% du montant global, soit un pourcentage nettement inférieur à celui des années précédentes.

A la fin du premier semestre de 1972 il est difficile d'exprimer une opinion sur l'activité de la TRDB, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer. Il est évident que nous trouvons cet organisme au stade de la formation et que dans l'avenir les prêts accordés augmenteront considérablement, surtout ceux destinés aux villages *ujamaa*; c'est dans le futur qu'il sera plus aisé d'évaluer le succès des opérations de financement à longue échéance. Des négociations sont actuellement en cours pour introduire un système de « *soft loans* », financé par des aides étrangères et des contributions du Trésor, qui devrait prendre en considération les prêts

(1) Ces régions sont celles de: Lindi, Singida, et Shinyanga.

à long terme présentant le plus de risques s'ils rentrent dans les objectifs du développement.

Il nous semble que les principales difficultés auxquelles se heurte la Banque sont dues: d'une part à la mentalité de certains agriculteurs qui s'opposent à l'introduction de nouvelles méthodes de culture et évitent de recourir aux services mis à leur disposition par le Ministère de l'Agriculture et les coopératives; d'autre part à un manque d'efficacité dans la direction et l'organisation du mouvement coopératif.

Pour conclure, examinons rapidement les prévisions du plan pour 1972/1973 en matière de crédit agricole (1). Les crédits fournis par la TRDB devraient passer de 54,5 à 165 millions de shillings, alors que ceux accordés pour le court terme par la *National Bank of Commerce* devraient s'élever à 690 millions. Pour la plupart, les bénéficiaires devraient être les organismes du secteur para-étatique, les coopératives, les villages *ujamaa* et les *District Development Corporations*.

La majeure partie des prêts de la TRDB devrait être à longue échéance (77 millions), ensuite à court terme (46 millions) et à moyen terme (42 millions). En 1973/1974 le montant des prêts devrait atteindre 398 millions et plus de 426 millions en 1974/1975.

Les ressources financières proviendraient: d'affectations du budget de l'Etat (35,7 millions en 1972/1973 et 14 en 1973/1974), de financements de la NBC (35 et 60 millions, respectivement pendant ces deux exercices) et surtout de sources étrangères.

Sous le profil de l'organisation, des succursales devraient être ouvertes dans chaque région en 1971/1972.

(1) THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA, *The Annual Plan for 1972/1973*, op. cit., page 53.

5. AUTRES INSTITUTIONS ACCORDANT DES CRÉDITS A L'AGRICULTURE

a) *Les sociétés coopératives et les unions de coopératives*

Les unions ou fédérations de coopératives et les sociétés qui en font partie constituent indirectement les intermédiaires financiers les plus importants pour le secteur rural de l'économie tanzanienne.

Les premières mesures législatives concernant les coopératives remontent à 1932. La croissance du mouvement mutualiste fut très lente à ses débuts et ne connut d'accélération véritable qu'à la période où fut acquise l'indépendance, lorsque le gouvernement déclara de façon explicite qu'il voulait en faire le principal instrument de développement dans les campagnes (1). Il existait 1.737 sociétés enregistrées à la fin de 1969, dont 29 étaient des fédérations de coopératives (coopératives de deuxième degré). Parmi les quatre sortes de coopératives les plus importantes, celles de vente de produits de consommation, de crédit, d'épargne et de transport, les premières étaient de très loin les plus nombreuses (environ 80% de l'ensemble).

Les fonctions des coopératives de vente en matière de crédit consistent à accorder des crédits saisonniers aux paysans, et à financer de cette façon les récoltes agricoles. En fait, les coopératives de premier degré achètent leur production aux agriculteurs, utilisant pour cela les crédits fournis par leurs fédérations et se chargent du magasinage des produits avant leur transport aux divers *marketing boards*.

(1) P. BOMANI, *The Co-operative Movement in Tanganyika*, Dar es-Salam, 1961; *Wages, Incomes, Rural Development, Investment and Price Policy*, Government Paper n. 4, Dar es-Salam, 1967.

Les coopératives de deuxième degré organisent le transport des produits aux *marketing boards*, assurent les produits, et fournissent aux coopératives de premier degré les financements obtenus du système bancaire.

La plupart des fonds employés par les sociétés coopératives aux divers échelons proviennent d'avances et d'ouvertures de crédit des banques (1); cependant une partie provient aussi de leurs propres ressources: souscriptions de capital, droits d'octroi, droits spéciaux, commissions de vente et dépôts de leurs adhérents.

La *Co-operative Union of Tanganyika* (CUT) fut fondée en 1961, cet organisme regroupe les coopératives de tous genres existant dans le Pays. On compte parmi ses fonctions celle de gérer un fonds de roulement pour l'octroi de prêts à ses membres.

Ainsi que nous l'avons fait remarquer, le rôle des coopératives est d'une extrême importance en ce qui a trait à la répartition du crédit agricole: un jugement général sur l'efficacité du système de crédit agricole ne peut donc faire abstraction d'une étude approfondie de l'action du mouvement coopératif. A cet égard, de nombreuses critiques peuvent être faites sur le fonctionnement des coopératives soit d'une manière générale, soit en se référant particulièrement à leurs politiques de crédit.

Sous le profil général, une étude effectuée en 1966 par un comité d'experts désigné spécialement (2) constatait le manque de capacité en matière d'entreprises et l'absence de connaissances adé-

(1) A un certain moment ces fonds étaient surtout accordés par la NDCA, ils sont maintenant fournis par la TRDB et la NBC.

(2) *Report of the Presidential Special Committee of Inquiry into Co-operative Movement and Marketing Boards*, Dar es-Salam, 1966. *Proposal of the Tanzania Government on the Recommendations on the Special Presidential Committee of Enquiry into Co-operative Movement and Marketing Boards*, Government Paper n. 3, Dar es-Salam, 1966.

quates en technologie ainsi que la politisation excessive de ces organismes. Ces critiques sont encore valides aujourd'hui en dépit des efforts accomplis, surtout par le Ministère pour la coopération créé en 1969 (1).

La cause de la plupart des difficultés auxquelles se heurte le mouvement coopératif réside probablement dans sa structure: les faibles dimensions de nombre d'entre elles les empêchent d'atteindre des niveaux efficients, du fait que les coûts élevés absorbent la totalité des revenus et du fait aussi de gaspillages dans la répartition des moyens financiers.

Sans aucun doute l'efficiencia du système de crédit agricole augmenterait considérablement si le système des coopératives était réorganisé, en augmentant leur importance et en étendant leur sphère d'activités (2).

(1) D'autres critiques, plus spécifiques, se trouvent dans une étude faite par des experts de l'Université de Michigan, ces derniers affirment que, trop souvent, les pressions politiques ne sont pas étrangères à l'octroi des prêts, et qu'il n'est pas rare que les enquêtes minutieuses sur la solvabilité de la clientèle soient omises, ensuite que le système d'enregistrement des coopératives est, sous bien des aspects, rempli de lacunes; en outre ils ajoutent que l'intervention du système mutualiste n'élimine pas les insolvabilités mais les déplace simplement en grevant les coopératives au lieu de la banque, enfin qu'il n'existe pas d'organisation efficiente de l'assistance technique et financière en faveur des agriculteurs. Ces critiques, entre autres, sont toujours valides et confirmées également par d'autres études, même si des progrès considérables semblent avoir été accomplis ces dernières années, particulièrement depuis la création de la TRDB. Voir MICHIGAN STATE UNIVERSITY - THE DEPARTMENT OF AGRICULTURAL ECONOMICS, *A Study of Agricultural Marketing in Tanzania*, VIIème Partie, Dar es-Salam, 1969. C. K. LAURENT, *Cotton Marketing in Tanzania*, Ministry of Agriculture, Food and Co-operatives, Dar es-Salam, 1969. C. K. LAURENT, *A Background Appraisal of Marketing of Selected Agricultural Products in Mtwara Region*, Ministry of Agriculture, Food and Co-operatives, Dar es-Salam, 1969. I. HJARTSJO, *A Study of Six Co-operative Societies in Mara Region*, Ministry of Agriculture, Food and Co-operatives, Musoma (Tanzania), 1969.

(2) Un exemple significatif à cet égard est certainement fourni par les villages *ujamaa*.

Nous ne sommes pas absolument certains que les défauts du système pourraient être éliminés en évitant d'accorder des crédits par le canal des coopératives: les expériences antérieures l'ont clairement prouvé et l'expérience d'autres pays le confirme. Il apparaît évident que le problème à résoudre est le suivant: améliorer l'organisation des coopératives en insistant sur leur action en matière d'assistance technique et financière, en cherchant à exercer une fonction d'éducation au sein de la population, en coordonnant leurs activités entre elles et avec les instituts de crédit opérant dans les campagnes (1), dans le cadre plus général de la planification économique et financière du Pays.

En matière de crédit, le rôle des coopératives ne se borne pas, cependant, à distribuer des prêts pour développer l'agriculture, mais comprend aussi, comme nous l'avons vu, la collecte de dépôts individuels et l'octroi de crédits à la consommation: sous ces derniers aspects, les coopératives ont fait preuve d'un manque d'efficacité parce que, d'une part, elles n'ont pu réussir à promouvoir la formation de l'épargne des ménages, et, d'autre part, leur politique de prêt a provoqué l'expansion de consommations non productives, et a même accru le pourcentage des insolvabilités. Nombre d'experts sont d'avis que ces deux dernières fonctions devraient être assumées, ou tout au moins, strictement contrôlées, par la NBC, parallèlement à son processus d'expansion dans les campagnes.

b) *Les coopératives de crédit et d'épargne*

L'introduction de mutuelles de crédit et d'épargne en Tanzanie est relativement récente, puisqu'elle ne remonte qu'à 1960.

(1) Voir A. MAURI, *La promozione del risparmio nei Paesi in via di sviluppo*, op. cit., page 26.

Il y eut pendant la période initiale une action décisive de soutien et de propagande de la part de missionnaires catholiques qui connaissaient l'expérience faite par les *credit unions*.

Lorsque le Pays devint indépendant, le Gouvernement qui se rendait compte du rôle positif que pourraient jouer les *credit unions* dans le développement de la Nation, inclut leur création parmi les objectifs du second plan quinquennal (1) et décida qu'en 1969 leur nombre devrait s'élever à 400.

De nombreuses coopératives ont été constituées par des personnes ayant un lien commun: par exemple, le personnel employé dans la même fabrique, les habitants d'un même village, les fidèles de la même église, et ainsi de suite.

En 1967, on comptait 23% de coopératives fondées sur la base d'un travail commun, et 67% sur celle de l'appartenance à la même communauté.

Les principaux objectifs poursuivis par les coopératives de crédit sont: la promotion de l'épargne des ménages, l'enseignement des habitudes d'épargne, l'octroi de crédits aux adhérents dans des buts de prévoyance et d'aide à la production (2).

On comptait 270 coopératives de crédit enregistrées en Tanzanie à la fin de 1970, ayant plus de 50.000 adhérents et une masse de dépôts s'élevant à 6,5 millions de shillings; au cours de

(1) Voir *Policy Statement to the Budget Session of the National Assembly*, 26 juin 1964.

(2) Très souvent l'argent des prêts a été employé pour financer l'achat de bicyclettes, de meubles, d'outillage, ainsi que pour la construction de logements, le paiement de redevances scolaires, d'honoraires de médecins, d'anciennes dettes, ou pour l'achat de terres, etc. Certaines coopératives fournissent aussi à leurs adhérents des services en matière d'assurances et servent d'intermédiaires entre les adhérents et la *National Insurance Corporation*.

la même année elles avaient accordé pour 21 millions de shillings (1) de crédits.

Le rôle des mutuelles de crédit a de beaucoup outrepassé les fonctions de simples organismes de crédit: elles ont insisté tout particulièrement sur l'aspect éducatif de leur fonction et sur le développement de l'esprit d'entr'aide.

Les mutuelles de crédit sont affiliées à la *Savings Credit Union League of Tanganyika*, fondée en 1964, ayant à exercer des fonctions d'enseignement, d'organisation et de promotion avec l'aide des *credit unions* des autres pays et de la CUNA.

Certains ont proposé une fusion des activités des coopératives de crédit et de celles des coopératives de vente, en vue de fournir à ces dernières une autre source de financement (2).

Nous ne partageons pas cette opinion et pensons, au contraire, qu'une telle fusion est inopportune: les coopératives de vente ne pourraient s'acquitter de manière satisfaisante des missions de promotion de l'épargne et de renforcement de l'esprit et des capacités d'entreprise.

Le développement des mutuelles de crédit apparaît comme la meilleure solution à adopter aujourd'hui en vue d'encourager et de mobiliser l'épargne rurale, ainsi que nous l'apprend toute l'expérience déjà acquise.

c) *Les marketing boards*

Quelques *marketing boards*, et plus précisément le *National Agricultural Products Board* (NAPB), le *Tanzania Tobacco Board*

(1) Le montant des prêts dépasse de beaucoup celui des dépôts, parce qu'il concerne non pas le solde de l'encaisse à la fin de l'année mais le flux des prêts consentis pendant toute la période.

(2) Voir H. H. BINHAMMER, *Institutional Arrangements for Supplying Credit*, *op. cit.*, page 19.

(TTB) et surtout le *Lint and Seed Marketing Board* (LSMB) ont dans une certaine mesure des fonctions en matière de crédit.

Le LSMB est, d'ailleurs, le seul pour lequel ces fonctions revêtent, même du point de vue historique, une importance considérable. Les ressources financières qu'il utilise proviennent de bénéfices de son activité commerciale, de droits, de redevances de loyer, d'intérêts sur des prêts et des investissements, d'ouvertures de crédit des banques commerciales. Son activité courante est d'acheter les flocons et les graines de plantes oléagineuses aux producteurs, de les vendre ensuite aux enchères ou directement à des particuliers, en vue de stabiliser les prix. Pendant la deuxième moitié de la décennie 1950/1960 cette activité de stabilisation permit au LSMB d'accumuler plus de 105 millions de shillings, avec lesquels il a financé de nombreux prêts hypothécaires et, en général, à long terme. En outre, des prêts ont été consentis à court terme à des sociétés nouvellement créées opérant dans le secteur, afin de leur procurer le capital de roulement nécessaire. En 1962, le *Board* lança un projet pilote pour le crédit agricole et accorda des crédits à 5,50% aux coopératives qui, à leur tour, finançaient leurs adhérents desquels un intérêt de 7,50% était exigé.

En marge des crédits à court terme, pour le financement des cultures agricoles, le LSMB investit une part considérable de ses ressources pour construire des magasins et financer les activités les plus diverses: recherche, amélioration du réseau routier dans la région où se cultive le coton, construction de magasins de vente pour les coopératives, etc. En outre, le LSMB a souvent fourni gratuitement aux coopératives des semences ou bien il a financé l'achat de semences sélectionnées.

d) *Participation directe de l'Etat au financement du développement rural*

Divers ministères, des autorités locales et des organismes para-étatiques participent directement, en accordant des prêts sous différentes formes, au financement de l'expansion rurale en Tanzanie.

Le Gouvernement central opère par le canal du *Regional Development Fund* et du *Community Development Trust Fund* (1).

Le *Regional Development Fund*, géré par le Ministère de l'Administration Régionale et de l'Expansion Rurale, a comme but principal de venir en aide aux populations rurales, et de financer des projets d'intérêt local. La plupart des moyens dont il disposait ont été dépensés pour les villages *ujamaa* pour y construire des infrastructures et améliorer les activités agricoles. Depuis sa création en 1967 ce Fonds a été essentiellement constitué de ressources internes; ce n'est qu'en 1971/1972 que des aides étrangères sont également intervenues.

Ce Fonds possédait une dotation initiale de 20 millions de shillings par an, qui étaient répartis également entre les diverses régions; depuis 1971/1972 la dotation s'élève à 30 millions et chaque région reçoit environ 2 shillings par habitant; de sorte qu'il reste environ 6 millions qui sont attribués à la discrétion du Ministère.

L'importance du *Community Development Trust Fund* est bien moins grande: en 1971 les prêts consentis se sont élevés à 764.270 shillings. Le Fonds se propose de financer des projets d'expansion rurale d'intérêt local et de peu d'envergure.

(1) Voir THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA, *The Economic Survey 1971/1972*, op. cit., page 64. R. G. PENNER, *Financing Local Government in Tanzania*, East African Publishing House, 1970, page 43.

Parfois, les divers ministères ont aussi exercé directement des fonctions de crédit, accordant des financements qui ont été utilisés dans le domaine de l'enseignement, de la santé publique, des transports.

Au niveau des autorités locales l'instrument le plus important pour l'exercice des activités de crédit est constitué par les *District Development Corporations*. Bien que le but initial ait été d'étendre l'activité des DDC à un domaine bien plus vaste, comprenant même les activités commerciales, il fut décidé par la suite de concentrer les efforts sur les projets de développement de nature uniquement productive. Les DDC fournissent l'assistance technique et les prêts, de même que des financements avec capital bloqué.

Parmi les organismes para-étatiques nombreux sont ceux qui exercent des fonctions de crédit en faveur de l'agriculture parmi leurs autres activités; nous citerons seulement: la *Tanganyika Agricultural Corporation*, la *Tanzania Sisal Corporation*, et la *National Agriculture and Food Corporation*, qui a repris les activités de la *National Development Corporation* pour tout ce qui concerne les affaires rurales; et dans de moindre proportions: la *Workers Development Corporation* et la *Tanganyika Development Finance Company*.

Enfin, on attend également des villages *ujamaa* qu'ils exercent aussi des fonctions de crédit, en particulier à l'aide des coopératives créées chez eux, soit dans le secteur de la collecte de l'épargne, soit dans celui de l'octroi et de la redistribution de crédit pour financer les projets d'intérêt commun.



Chapitre III

FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET PLUS PARTICULIÈREMENT DU SECTEUR INDUSTRIEL

1. STRUCTURE ET CARACTÉRISTIQUES DU SECTEUR INDUSTRIEL EN TANZANIE. DIRECTIVES DU DEUXIÈME PLAN QUINQUENNAL

On peut considérer qu'au moment où elle obtint son indépendance la Tanzanie était pratiquement dépourvue de secteur industriel: pendant les années 1960-1962 l'industrie manufacturière constituait à peine 3,4% du produit national brut et, en 1963, l'effectif total des travailleurs de l'industrie atteignait seulement les 22.000 unités.

Il fallait donc importer la majeure partie des produits industriels: si l'on comparait la Tanzanie aux autres Pays de l'*East Africa*, elle apparaissait même, à cet égard, très arriérée (1).

De grands progrès ont été accomplis depuis lors: la croissance du secteur industriel s'est effectuée à un rythme plus rapide que celui des autres secteurs. Les statistiques officielles indiquent une croissance annuelle de 10% de 1962 à 1967. Cependant, à la fin du premier plan quinquennal l'*output* industriel ne contribuait

(1) K. E. SVENDSEN, *Industrialisation Issues in Tanzania*, Rasilimali, Tanzania Investment Outlook, Dar es-Salam, 1972, page 26. J. F. RWEYEMAMU, *Planning, Socialism and Industrialisation; The Economic Challenge*, Towards Socialist Planning, *op. cit.*, pages 30-32.

à la formation du produit national brut que dans une proportion ne dépassant pas 8%; l'industrie employait alors 33.000 personnes (1).

Le deuxième plan quinquennal avait inclus parmi ses objectifs à long terme l'expansion des industries de base et de celles produisant des biens d'équipement, une grande partie de ces biens est, aujourd'hui encore, importée de l'étranger; dans les objectifs à court terme on estimait, toutefois, que ces productions devraient avoir une faible incidence puisque leur diffusion nécessite des conditions bien déterminées en ce qui concerne les marchés leur offrant des débouchés ainsi que le recours à des technologies modernes de production (2). Au cours de la période envisagée par le plan il est donc prévu de développer de préférence: la production de biens de consommation pouvant remplacer ceux importés, et les industries de transformation.

Du reste, la « Déclaration d'Arusha » elle-même a mis l'accent, ainsi que nous l'avons constaté, sur le développement de l'agriculture, en remarquant expressément qu'il était opportun de ne pas surévaluer le rôle du secteur industriel.

Dans les prévisions du Plan il a été dressé une liste détaillée de 385 projets qui comportent des investissements pour une somme de 1.900 millions de shillings. 43% de ces projets concernent les organismes para-étatiques, 21% les coopératives et 36% le secteur privé. Les branches d'industrie sur lesquelles le Plan a mis l'accent sont essentiellement: l'industrie alimentaire, celle du tabac, des textiles, de la tannerie, du bois et des engrais.

(1) Voir THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA, *Tanzania Second Five-Year Plan for Economic and Social Development*, op. cit., pages 59-60.

(2) THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA, *Tanzania Second Five-Year Plan for Economic and Social Development*, op. cit., pages 59-81. J.F. RWEYEMAMU, *Planning, Socialism and Industrialisation*, op. cit., page 37 et suivantes.

En ce qui concerne la structure on peut distinguer divers types d'établissements dans l'industrie tanzanienne (1):

- a) établissements para-étatiques, de nature entièrement publique, ou simplement contrôlés par l'Etat (plus de 50%);
- b) établissements dans lesquels la participation de l'Etat est inférieure à 50 pour cent;
- c) autres établissements.

Le premier type de ces établissements industriels englobe les secteurs les plus importants de l'industrie nationale: les principaux organismes sont: la *National Development Corporation* (NDC), la *National Small Industries Corporation* (NSIC), la *Tanzania Wood Industries Corporation* (TWICO), la *Tanzania Electric Supply Corporation* (TANESCO). Ensuite toute une série d'établissements industriels se rattache à ces organismes qui les contrôlent dans une plus ou moins large mesure.

Les industries dans lesquelles l'Etat n'a qu'une participation inférieure à 50% opèrent dans des branches d'activité qui, tout en étant importantes pour l'expansion du pays et du point de vue de l'emploi, ne constituent pas, toutefois, des secteurs stratégiques, un contrôle minoritaire de l'Etat y est donc suffisant et permet à ce dernier d'y exercer un rôle actif et de les propulser.

En dehors de ces deux types d'établissements, il existe une vaste gamme d'activités où l'intervention d'opérateurs privés de nationalité tanzanienne ou étrangère est possible et n'est soumise à aucune restriction. Dans ce secteur, le rôle joué par les mouvements coopératifs et les organismes locaux prend de plus en plus d'importance, surtout grâce aux *District Development Corporations* qui servent d'intermédiaires.

(1) G. M. CHAMUNGWANA, *The Parastatal System in Tanzania*, Rasilimali, Tanzania Investment Outlook, janvier 1973, *op. cit.*, page 12 et suivantes.

Dans le cadre que nous venons de tracer sommairement, l'organisme qui assume la tâche de beaucoup la plus considérable est la NDC.

Une fois devenue indépendante la Tanzanie orienta sa stratégie de développement vers la création d'une économie mixte, dans laquelle le secteur public aurait un rôle déterminant dans la construction des infrastructures alors que le capital privé, tanzanien ou étranger, se dirigerait vers les investissements directs. Dans un tel cadre le rôle des établissements à participation étatique serait de combler les vides laissés par les opérateurs privés.

En 1964, au moment de l'adoption du premier plan quinquennal, la nécessité apparaissait évidente pour le Gouvernement de donner à son activité une extension en dehors des secteurs traditionnellement réservés à l'intervention de l'Etat, et de prendre part directement à la production active de biens et de services, aux fins de promouvoir des projets ayant une importance vitale pour l'économie tanzanienne (1).

Ce furent ces motifs qui conduisirent à la création de la NDC, une institution distincte du Gouvernement central, ayant pour fin de promouvoir et de financer, seule, ou en co-participation avec des industriels privés, les projets dont la portée revêtait un caractère significatif pour l'expansion économique de la Tanzanie.

Après les nationalisations effectuées sur une vaste échelle qui furent déterminées par la « Déclaration d'Arusha », la NDC augmenta fortement son portefeuille actionnaire. Bien que l'économie tanzanienne soit encore aujourd'hui une économie mixte, il est hors de doute que l'importance du secteur public s'accroît continuellement et que les possibilités de développement industriel du Pays lui sont essentiellement liées.

(1) NATIONAL DEVELOPMENT CORPORATION, *Constitution and Functions*, NDC Publications, 1966.

2. PRINCIPALES INSTITUTIONS DE FINANCEMENT EN FAVEUR DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE

a) *La Tanganyika Development Finance Company Limited*

La *Tanganyika Development Finance Company Limited* (TDFL) est l'une des premières initiatives recevant des subsides publics pour le financement de l'expansion industrielle. Elle a été fondée en 1962, sous les auspices du Gouvernement du Tanganyika, de la *Commonwealth Development Corporation* britannique et de la *République Fédérale Allemande*; chacun participa à la constitution de son capital social par un apport de 10 millions de shillings.

L'objectif de ses fondateurs était de créer une institution analogue à une banque de développement, et autorisée à se procurer des financements même de source étrangère.

Son capital social s'élevait à 40 millions de shillings en fin 1970, et fut porté à 60 millions en 1971, il est détenu à égalité par la *National Development Corporation*, la *Commonwealth Development Corporation*, la *Deutsche Gesellschaft für Wirtschaftliche Zusammenarbeit (Entwicklungsgesellschaft) mbH* et la *Financierings Maatschappij Voor Ontwikkelingslanden N.V.* hollandaise, qui prit une participation dans la TDFL en 1965. Chacun de ces actionnaires était représenté par deux membres au conseil d'administration.

L'activité opérationnelle de la TDFL donne une importance particulière au développement des entreprises relevant du secteur industriel et, en second lieu, à l'expansion de l'agriculture et à l'exploitation des ressources naturelles; tous les projets pris en considération doivent comporter une augmentation de l'emploi et la préservation des niveaux des réserves en devises.

Non seulement la TDFL a fourni les ressources financières requises, mais elle a effectué des études préliminaires pour l'établissement des projets et, par la suite, elle a fourni tous les experts nécessaires à la réalisation de ces derniers. Les financements sont consentis aussi bien au secteur public, qu'au secteur privé, sans aucune discrimination, simplement sur la base d'une évaluation du projet et de la capacité et de l'esprit d'entreprise de l'emprunteur.

En ce qui concerne la structure technique de ces financements, la TDFL peut accorder des prêts hypothécaires à moyen et long terme, ou bien fournir des capitaux de risque. Dans le second cas elle s'efforce d'éviter de prendre une participation majoritaire. De toutes façons, la modalité préférée est celle du prêt, à rembourser progressivement, après le décours éventuel d'une période de pré-amortissement. Un prêt peut toujours être transformé en une participation actionnaire, en un second temps, au cas où des difficultés surgiraient pour un remboursement immédiat (1), mais cette transformation ne peut s'effectuer inversement.

Au 31 décembre 1971 la TDFL, avait fait des investissements dans 42 projets, pour une valeur totale de 55,58 millions de shillings, dont 40 concernaient des prêts et 15,58 des participations actionnaires.

Les investissements effectués par la TDFL jusqu'en fin 1971 représentaient une valeur globale de 226 millions de shillings environ, dont approximativement 100 millions avaient été financés avec des fonds provenant de l'étranger.

Le tableau 59 fait ressortir le rythme croissant des financements de la TDFL, spécialement en ce qui concerne les dernières

(1) Un tel cas s'est effectivement produit à propos du projet de construction du *Bahari Beach Hotel*: le prêt a été converti en participation actionnaire, parce que la faible rentabilité de l'investissement pendant la phase initiale ne permettait pas le remboursement immédiat.

TABLEAU 59

INVESTISSEMENTS FINANCES ET PROVOQUES PAR L'ACTIVITE DE LA TDFL DE 1962 A 1971 - STATISTIQUES GLOBALES (au 31 décembre - en millions de shillings)

Période	Prêts de la TDFL à moyen et long terme	Prêts et participations actionnaires	Capitaux étrangers
1962-1965	7,2	22,9	70,0
1966	21,5	28,6	75,7
1967	21,4	27,1	65,7
1968	22,5	27,0	49,0
1969	28,0	39,0	64,0
1970	33,0	44,9	90,6
1971	40,0	55,6	98,0

SOURCE: *Tanganyika Development Finance Company Ltd.*

années, et montre aussi une orientation qui présente un certain intérêt: avec le temps le quota des investissements sous forme d'actions et même la contribution du capital étranger se sont réduits progressivement, cette dernière est moindre qu'au cours des années antérieures à la « Déclaration d'Arusha »; réciproquement le quota des investissements faits par la TDFL s'est accru, mais elle ne les a pas financés elle-même et n'a pas utilisé de capitaux étrangers.

Les taux d'intérêt varient entre 7,50% et 10%, seuls quelques financements en faveur du Gouvernement tanzanien et du *National Institute of Productivity* ont été consentis à 7 pour cent.

Le Tableau 60 présente la répartition par secteurs des prêts octroyés par la TDFL: comme on peut le constater, le principal quota est celui des financements à l'industrie manufacturière (61%), bien que le quota concernant le tourisme et le commerce tende à s'accroître d'année en année.

TABLEAU 60

REPARTITION DES INVESTISSEMENTS DE LA TDFL PAR SECTEUR
(situation au 31 décembre 1971)

Secteur	Pourcentage
Agriculture	6,6
Industries d'extraction	2,2
» typographiques et papetières	2,7
» du bois	9,4
» alimentaires	13,7
» textiles	16,2
Autres industries	19,0
Construction	9,7
Commerce et tourisme	19,8
Transports aériens	0,7
Total	100,0

SOURCE: TDFL, *Annual Report and Accounts*, 1971.

Le Tableau 61 donne une liste complète des initiatives intéressant la TDFL à la fin de 1971.

Les moyens financiers employés par la TDFL proviennent essentiellement de son fonds de dotation et, en partie, du remboursement des crédits octroyés.

Dans l'avenir, la TDFL désire recourir de moins en moins au compte capital versé par ses associés et tirer ses propres ressources des quotas de remboursement des prêts et des revenus de ses investissements, surtout de ceux effectués sous forme de participations actionnaires. Elle n'a pas prévu, par contre, de reconvertir graduellement les investissements sous forme de capital de risque, estimant que le développement insuffisant du marché des valeurs mobilières constitue un obstacle presque insurmontable et difficile à éliminer dans un proche avenir; de telle sorte que la TDFL se trouve à perdre en partie son caractère de « banque de dévelop-

TABLEAU 61

LISTE DES INVESTISSEMENTS DE LA TDFL AU 31 DECEMBRE 1971
(en shillings)

Etablissements financés	Prêts	Participations
<i>Tanzania Litho Ltd.</i>	1.066.495	
<i>Tanganyika Enamelware Factory Ltd.</i>	146.780	1.100.000
<i>Mwananchi Development Corporation Ltd.</i>	292.930	
<i>E.A. Motor Assemblies Ltd.</i>	220.000	
<i>Mwananchi Ocean Products Ltd. (1)</i>	100	
<i>Mount Carmel Rubber Factory Ltd.</i>	300.000	
<i>New Arusha Hotels Ltd.</i>	2.126.455	
<i>National Milling Corporation</i>	2.265.448	
<i>Co-operative Union of Tanganyika Ltd.</i>	2.400.728	
<i>Kibo Match Corporation Ltd.</i>	750.000	
<i>Kilimanjaro Textiles Corporation Ltd.</i>	5.427.040	2.900.000
<i>Louvent Manufacturing Company Ltd.</i>		300.000
<i>Tim-Air Charters (T) Ltd.</i>	200.000	200.000
<i>Kibo Paper Industries Ltd.</i>	1.736.000	
<i>Imara Plywood Ltd.</i>	900.000	
<i>Tanganyika Magnesite Mines Ltd.</i>	1.188.268	175.000
<i>Simba Plastics Ltd.</i>	348.253	350.000
<i>Vacu-Lug Traction Tyres (T) Ltd.</i>	320.000	
<i>Tanzania Government</i>	712.500	
<i>Bahari Beach Hotel Ltd.</i>	4.285.800	
<i>Perma-Sharp (Tanzania) Ltd.</i>	1.330.000	275.000
<i>Mafia Coconuts Ltd.</i>	2.075.000	
<i>Tanzania Crown Corks Ltd.</i>	296.945	500.000
<i>Coastal Dairy Industries Ltd.</i>	2.000.000	
<i>Omboni Plastics Ltd.</i>	875.000	
<i>Tanganyika Wattle Company Ltd.</i>	1.606.398	
<i>Pattex Knitwear Manufacturing Co. Ltd.</i>	650.000	
<i>Tanzania Distilleries Ltd.</i>	933.340	
<i>Jewel Ltd.</i>	900	
<i>Ruaha Bottling Company Ltd.</i>		1.150.000
<i>Serengeti Safari Lodges Ltd.</i>		3.600.000
<i>Wire Industries Ltd.</i>		800.000
<i>Tanzania Stationery Manufacturers Ltd.</i>	450.000	
<i>Vitafoam (Tanzania) Ltd.</i>	350.000	
<i>Mwanzabrew Ltd.</i>	930.000	
<i>Tangwood Ltd.</i>	500.000	
<i>Daikin Airconditioning (E.A.) Ltd.</i>	400.000	
<i>Kilimanjaro Native Co-operative Union Ltd.</i>	1.000.000	
<i>Arusha Region Co-operative Union Ltd.</i>	1.000.000	
<i>Sikh Sawmills Ltd.</i>	3.000.000	
<i>African Cashewnuts Processors (T) Ltd.</i>	350.000	
<i>Tanzania Cables Ltd.</i>	700.000	
<i>Jamburi Park Hotel</i>	1.100.000	
Total	40.004.380	15.580.000

(1) Le montant du prêt est enregistré au-dessous de la valeur nominale.

SOURCE: TDFL, *Annual Report and Accounts 1971*.

pement » pour prendre celui de société « holding », avec tous les risques que ce choix comporte (1).

Pendant ses trois premières années d'activité la TDFL n'a fait aucun bénéfice, mais à partir de 1965 sa situation économique s'est considérablement améliorée: en 1970 comme en 1971 il a été décidé de distribuer un dividende de 3 pour cent.

Dans l'économie tanzanienne le rôle de la TDFL est assez étrange, puisqu'il s'agit là d'une initiative essentiellement privée. En tant que telle, cette dernière fournit un canal d'investissement aux opérateurs qui hésitent à participer aux programmes de développement de pair avec l'Etat et les organismes para-étatiques. En 1967 le Gouvernement autorisa la TDFL à bénéficier de la protection du *Foreign Investment Protection Act* pour ses propres investissements.

Du fait qu'elle présente ces aspects l'activité de la TDFL est considérée avec une certaine perplexité dans quelques milieux tanzaniens: on voudrait que sa position soit moins ambiguë aussi bien en ce qui concerne sa stratégie opérationnelle que ses rapports avec le capitalisme étranger.

b) *La Tanzania Investment Bank*

Pendant les cinq années qui suivirent l'indépendance, de décembre 1961 à février 1967, ainsi que nous l'avons fait observer, les disponibilités pour le crédit et l'activité du système bancaire dépendaient principalement de l'étranger, aucune modification importante n'avait été faite par rapport à la structure de l'époque coloniale. En ce qui concerne, en particulier, le crédit à moyen et long terme, venait s'ajouter aux faibles disponibilités le fait que

(1) Voir A. MAURI, *Il mercato del credito nei Paesi sottosviluppati*, op. cit., pages 74 et suivantes.

toutes les institutions pouvant octroyer ces crédits avaient leur siège social à Nairobi ou en Europe.

Les premières sources de financement locales furent constituées par la TDFL qui d'ailleurs n'appartenait que pour un quart au gouvernement tanzanien, et par la NDC qui était essentiellement d'ailleurs une société *holding* exerçant des fonctions en matière de crédit.

Par la création de la *National Bank of Commerce*, après la « Déclaration d'Arusha », des modifications importantes furent apportées qui s'étendirent au secteur des crédits autres que ceux à court terme.

Le besoin sans cesse accru de prêts à moyenne et à longue échéance pour financer des projets de développement dans le secteur public comme dans le secteur privé, amènera rapidement à la préparation d'un programme d'intervention de la part de la NBC et à la création d'un *Development Credit Department* au début de 1970 (1), dont les investissements au début du deuxième semestre de 1970 englobaient au moins 40 projets pour une valeur totale de 130 millions de shillings. Toutefois, la nécessité se faisait sentir de posséder une institution spécialisée dans le financement de projets d'investissement, ayant pour objet le développement de l'économie et, en même temps, de constituer un canal contrôlé pour l'afflux des investissements étrangers.

C'est dans ce but que la réorganisation du système du crédit mise en oeuvre en 1969 aboutit, d'une part: à la création de la *Tanzania Rural Development Bank*, s'intéressant exclusivement aux financements à longue échéance en faveur de l'agriculture, et d'autre part, à la fondation de la *Tanzania Investment Bank* (TIB) (2).

(1) Voir troisième partie, au premier chapitre: pages 289-290.

(2) H. W. J. EHRLICH, *The Role of TIB in the Financial Sector*, Rasilimali, Tanzania Investment Outlook, 1972, page 20.

La TIB se proposait comme objectif principal de contribuer au financement du secteur public de l'industrie, réorganisé au cours des années qui suivirent la « Déclaration d'Arusha », en procédant à une intégration des sources internes (1). En particulier, les buts de cette banque tels que les indique la loi organique, sont les suivants (2):

- a) rendre disponibles des financements à moyen et long terme pour l'expansion de l'économie;
- b) fournir l'assistance et les conseils techniques nécessaires à la promotion de projets de développement;
- c) administrer les fonds spéciaux mis de temps en temps à la disposition de l'Institut;
- d) exercer toute autre activité qui soit liée aux précédentes.

Il convient de noter que cette notion de « développement économique » contenue dans le texte de la loi est un concept qui ne se limite pas simplement au secteur industriel considéré au sens strict de l'expression, mais qui englobe aussi des activités agraires sur une vaste échelle des entreprises de transformation des produits agricoles, de construction, de transport, d'extraction, de tourisme, etc. (3).

La TIB commença à exercer son activité le 16 novembre 1970, avec un capital social de 100 millions, dont 50 furent immédiatement versés. Ses actions sont détenues par le Gouvernement de la Tanzanie (60%), la *National Bank of Commerce* (30%), et la *National Insurance Corporation* (10%). En plus de ces ressources, la TIB sert de catalyseur à la mobilisation de fonds étrangers:

(1) C. KAHANGI, *TIB as a Tool for Accelerating Economic Growth*, Rasili-mali, Tanzania Investment Outlook, janvier 1973, page 20.

(2) *Tanzania Investment Bank Act*, 1970, article 4.

(3) *Tanzania Investment Bank Act*, 1970, article 2. TIB, *Report for the period from November 16, 1970 until June 30th, 1971*, page 2.

c'est là une opération avantageuse aussi bien pour l'économie du Pays qui peut orienter ses ressources externes de la façon considérée comme la plus opportune, que pour les organisations ou les Etats étrangers qui accordent des prêts et ont comme contrepartie, non plus les entreprises individuelles, mais une institution comme la TIB qui est beaucoup plus solide (1).

Le rôle de la TIB ne se limite pas, cependant, à approuver ou refuser les projets qui sont présentés, mais il appartient à la banque d'exercer une fonction plus active de consultation technique en matière de préparation de nouveaux projets et de mobilisation des ressources financières, venant s'ajouter à celles fournies par la banque elle-même (2).

La banque s'efforce d'établir un rapport avec les établissements emprunteurs, en leur donnant les moyens d'améliorer les capacités des cadres de direction et en exerçant une fonction de contrôle sur la manière dont les financements accordés sont effectivement utilisés.

La structure de l'organisation intérieure de la TIB est la suivante: au sommet, un conseil d'administration comprenant un

(1) C. KAHANGI, *TIB as a Tool for Accelerating Economic Growth*, op. cit., page 20. Dans son discours de présentation du Budget à l'Assemblée Nationale en juin 1971, le Ministre des Finances déclara à ce sujet: « au fur et à mesure que se développera la compétence professionnelle de la Tanzania Investment Bank, il deviendra de plus en plus facile et rapide pour les sources extérieures de consentir à des financements conformes aux accords passés en matière de crédit. Nous ne pouvons continuer indéfiniment à nous occuper avec les organismes étrangers de procéder à l'évaluation minutieuse de toutes les entreprises en expansion de notre Pays. Cette tâche doit devenir celle d'une institution nationale spécialisée qui en assumera la responsabilité, comme, par exemple, la TIB » Voir THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA, *Speech by the Minister for Finance Introducing the Estimates of Public Revenue and Expenditure for 1971/1972 to the National Assembly on 17th June 1971*, page 8.

(2) G. F. MBOWE, *Credit Evaluation by the Tanzania Investment Bank*, Rasilimali, Tanzania Investment Outlook, janvier 1973, page 16.

président désigné par le Président de la République, et six autres membres, dont trois sont nommés par le Gouvernement, deux par la NBC et un par la *National Insurance Corporation*. Le directeur général, nommé par le Ministre des Finances, exerce ses fonctions pendant cinq ans. L'articulation interne de la TIB comprend quatre départements: opérationnel, financier, d'études économiques, administratif (1). Le département opérationnel examine les demandes de financements et décide de la suite à leur donner, il continue aussi à surveiller de très près toute la phase de réalisation du projet; les activités relevant de la compétence du service financier concernent toute la planification financière de la banque, tandis que le département des études économiques effectue des recherches à caractère général et régional, procède à des analyses de marché et à des enquêtes statistiques; le service administratif, enfin, assume toutes les tâches d'ordre pratique et celle du secrétariat.

On distingue parmi les opérations de la banque les opérations ordinaires et spéciales: les premières sont financées avec des fonds ordinaires tandis que les secondes consistent à financer des projets au moyen de fonds gérés par la TIB et provenant habituellement de l'étranger.

Les financements octroyés par la TIB peuvent revêtir la forme de crédits à moyenne et à longue échéance ou bien consister en participations actionnaires. Les investissements en actions sont toutefois assujettis à des restrictions rigoureuses: leur valeur totale ne peut excéder 10% du capital versé et des réserves, en aucun cas il ne pourra s'agir de participations de contrôle, à moins que ce dernier ne devienne nécessaire pour sauvegarder l'investissement lui-même. La TIB devra s'efforcer de diversifier son porte-

(1) TIB, *General Information on TIB and Guide to Loan Applicants*, Dar es-Salam, 1971, page 3. H.W. EHRLICH, *The Role of TIB in the Financial Sector*, *op. cit.*, page 21.

feuille actionnaire et de reconvertir dès que possible les investissements effectués.

En ce qui concerne les prêts directs, la TIB prend généralement en considération les demandes de sommes excédant 100.000 shillings et se limite à financer une partie seulement du projet qui, d'ordinaire ne dépasse pas 60 pour cent (1).

Il est intéressant d'examiner toutes les modalités sur lesquelles est basée l'évaluation par la TIB des projets qui lui sont soumis (2). Six points de vue différents sont envisagés pour cette analyse: économique, commercial, technique, capacité d'entreprise, organisation et finances.

Sous l'angle économique, la TIB vérifie que le projet est conforme aux plans économiques du Pays, qu'il présente les qualités voulues pour contribuer dans toute la mesure possible au développement industriel, qu'il pourra produire des effets induits, etc. L'étude des aspects commerciaux du projet prévoit une analyse du marché dans lequel l'emprunteur opère, une appréciation de la position que ce dernier occupe dans le marché en question, et de capacités commerciales, de même que les implications en résultant pour le commerce extérieur du Pays. Du point de vue technique, l'analyse effectuée s'attache plus étroitement aux caractères spéciaux du projet et aux technologies adoptées; comme la TIB manque de techniciens elle agit pour l'étude de cet aspect du projet en étroite corrélation avec l'*Industrial Studies and Development Centre* et l'*Institute of National Productivity*; la recherche concernant l'aspect de l'organisation est liée étroitement au précédent, elle a trait au contrôle des conditions d'organisation préala-

(1) Voir TIB, *Statement of General Policies and Operational Criteria*, Dar es-Salam, 1971, page 5.

(2) G. F. MBOWE, *Credit Evaluation by the Tanzania Investment Bank*, op. cit., pages 16-18.

bles à la meilleure réalisation du projet: très souvent la banque donne à cet égard des conseils utiles et fournit l'assistance technique; le dernier aspect, enfin, est celui des finances: il faut procéder à un examen des bilans et autres documents des entreprises qui demandent le financement et évaluer l'efficacité des cadres de direction, en vue d'apprécier la capacité de remboursement du prêt consenti dans les délais prévus.

D'une manière générale, les financements ne sont accordés que pour des projets possédant toutes les caractéristiques requises offrant des garanties adéquates: le but poursuivi est d'éviter tout gaspillage des fonds, peu abondants certes, de la TIB, et de ceux dont on dispose plus généralement pour l'expansion économique du Pays.

L'activité de la TIB est très différente de celle de la TDFL, surtout parce qu'elle a un caractère plus typiquement national et dont l'objectif final est de répondre aux exigences du développement, de sorte que la première institution peut être considérée comme un instrument plus maniable de la seconde et plus facile à manoeuvrer, alors que la seconde est, essentiellement, une institution destinée à promouvoir des projets déterminés. Cette différence se reflète dans les critères opérationnels et, surtout, dans le fait que la TIB finance de préférence le secteur public et semi-public, et limite au minimum indispensable les financements sous forme de capitaux de risque.

Maintenant, il est intéressant de faire une étude détaillée des activités de la TIB pendant les deux premières années.

Pour commencer la TIB s'occupe de gérer le portefeuille de prêts reçu de la NBC (voir tableau 62). Les prêts au secteur industriel dépassaient de beaucoup tous les autres; par ordre d'importance leur faisaient suite les prêts au secteur du tourisme et à celui des transports. De 1971 à 1972 le portefeuille des prêts

TABLEAU 62

PORTEFEUILLE DES PRETS DE LA NBC TRANSFERE A LA TIB
AU 30 JUIN 1971 ET 1972
(en shillings)

Secteur	1 9 7 1		1 9 7 2	
	Nombre de prêts	Valeur	Nombre de prêts	Valeur
Agriculture	2	1.850.000	2	1.500.000
Industries manufacturières	26	59.526.644	21	47.829.566
Construction	1	73.340	—	—
Transports (uniquement maritimes)	2	10.954.026	2	10.669.651
Tourisme	3	21.425.000	3	21.350.000
Divers	2	165.262	—	—
Total	36	93.994.272	28	81.349.217

SOURCE: TIB, *Annual Report*.

diminua de plus de 10 millions de shillings: 6 d'entre eux sont parvenus à échéance et ont été remboursés, deux autres ont été repris par l'Etat et par un *District Council*.

La tableau 63 montre la répartition par secteur des prêts accordés par la TIB jusqu'au 30 juin 1972: l'industrie manufacturière a reçu le plus large quota de financements soit en ce qui concerne la quantité de projets que pour leur valeur absolue. Ainsi qu'on peut le voir sur le tableau 64 les productions financées sont essentiellement orientées vers le marché national.

Le prêt le plus conséquent est celui octroyé à la *Mtibwa Sugar Estates Ltd.*, pour faire passer l'expansion de la production de source de 7.000 tonnes à 45.000 tonnes par an. Par ordre d'importance, le deuxième secteur est celui des transports: deux projets ont été financés: l'un d'entre eux, très important, est destiné à l'achat de 105 autobus neufs pour la ville de Dar es-Salam,

TABLEAU 63

FINANCEMENTS ACCORDES PAR LA TIB ET VALEUR TOTALE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT FINANCES REPARTIS PAR SECTEUR (au 30 juin 1972 - en milliers de shillings)

Secteur	Nombre de prêts	Valeur	Investissement global
Agriculture	6	10.400	22.200
Tourisme	1	3.000	4.500
Transports	2	8.015	32.425
Mines	2	4.500	25.420
Industries	9	17.370	95.474
Total	20	43.285	180.019

SOURCE: TIB, *Annual Report*.

et l'autre à celui d'un navire de passagers et de fret pour la navigation côtière.

Le secteur agricole est le troisième par ordre d'importance, à la différence du secteur industriel et de celui des transports, les financements octroyés ont porté essentiellement sur les produits d'exportation.

Sous le profil territorial, la plupart des projets (au nombre de neuf) sont concentrés dans la zone côtière: ce fait indique le degré d'expansion enregistré pendant ces dernières années dans cette partie du Pays. La région qui occupe le deuxième rang est celle d'Arusha-Kilimanjaro, avec cinq prêts.

Il est intéressant d'observer que sur la base des statistiques de la TIB, les conséquences de ces financements sur le taux de l'emploi ont été particulièrement importantes: pour réaliser les projets financés il a fallu créer 2.800 emplois supplémentaires, concentrés dans la zone de Dar es-Salam, la zone côtière et celle de Morogoro.

TABLEAU 64

LISTE DES PROJETS FINANCES PAR LA TIB
(en milliers de shillings)

Sociétés financées	Prêts de la TIB	Participa- tions action- naires	Valeur totale de l'investisse- ment
1970/1971			
<i>Nyanza Salt Mines Ltd.</i>	3.000	—	(*)
<i>Tanzania Navy Beans Ltd.</i>	200	—	200
<i>National Printing Company Ltd.</i>	1.130	—	2.380
<i>Kilimanjaro Blanket Company Ltd.</i>	600	—	1.100
<i>General Tyre East Africa Ltd.</i>	2.590	—	3.500
Total	7.520	—	7.180
1971/1972			
<i>Lime Products Development Ltd.</i>	400	—	400
<i>Tanzania Navy Beans Ltd.</i>	1.200	200	2.000
<i>Mwananchi Ocean Products Ltd.</i>	1.400	—	2.400
<i>National Cold Chain Operations</i>	7.000	—	17.200
<i>Tanzania Shoe Company Ltd.</i>	650	—	650
<i>National Engineering Company Ltd.</i>	2.000	1.000	6.500
<i>Mtibwa Sugar Estates Ltd.</i>	7.000	—	76.700
<i>The National Milling Corporation</i>	2.000	—	3.650
<i>Peoples Products Ltd.</i>	400	—	994
<i>Nyanza Salt Mines Ltd.</i>	1.500	—	25.420
<i>New Arusha Hotels Ltd.</i>	3.000	—	4.500
<i>Dar es Salaam Motor Transport Co.</i>	7.500	—	23.510
<i>Tanzania Coastal Shipping Lines Ltd.</i>	515	—	8.915
Total	34.565	1.200	172.839
Total général	42.085	1.200	180.019

(*) Cette valeur est comprise dans le total pour 1971/1972.

SOURCE: TIB, *Annual Report*.

On estime que la mutation intervenue dans le système de planification en juillet 1972 (1), ne manquera pas d'agir sur les

(1) Voir ci-dessus, pages 20 et 21 de l'Introduction.

TABLEAU 65

FINANCEMENTS ACCORDES PAR LA TIB REPARTIS SUIVANT LA POSITION JURIDIQUES DES SOCIÉTÉS EMPRUNTEUSES - 1972 (exclues les participations actionnaires - en milliers de shillings)

Sociétés	Nombre de prêts	Valeur des prêts
Publiques	8	20.195
Privées	3	4.000
Publiques dans une proportion dépassant 51%	5	9.490
Privées dans une proportion dépassant 51%	—	—
Publiques dans une proportion de 50%	2	8.400
Total	18	42.085

SOURCE: TIB, *Annual Report*.

activités de la TIB et provoquera une plus large diffusion territoriale des initiatives financées.

La répartition des financements de la TIB est reportée sur le tableau 65, elle est basée sur la nature publique ou privée de l'établissement emprunteur. Ainsi qu'on peut le constater la plupart des financements ont été octroyés à des établissements publics ou semi-publics, conformément aux directives politiques du Gouvernement et accueillies par la banque (1), qui conçoivent le rôle de la TIB comme celui d'un facteur de rationalisation pour les activités du secteur para-étatique.

On pense qu'à l'avenir la décentralisation régionale des opérations sera accompagnée d'une tendance à faire bénéficier les petites et moyennes entreprises de financements, étant bien entendu que le rôle du secteur privé demeurera très circonscrit.

cit. TIB, *General Information on TIB and Guide to Loan Applicants*, *op. cit.*

(1) Voir TIB, *Statement of General Policies and Operational Criteria*, *op.*

TABLEAU 66

CADRE GÉNÉRAL DES SOURCES DE FINANCEMENTS DE PROJETS DANS LESQUELS LA TIB A PARTICIPE EN 1972
(en milliers de shillings)

Secteurs	Projets	Sources internes					Sources externes		
		Capitaux de la TIB	Prêts TIB	Particip. TIB	Autres	Total	Crédits commerciaux	Autres sources	Total
Agriculture	4	11.800	10.200	200	—	22.200	—	—	—
Tourisme	1	892	3.000	—	608	4.500	—	—	—
Transports	2	16.010	8.015	—	300	24.325	—	8.100	8.100
Mines	1	6.720	4.500	—	14.200	25.420	—	—	—
Industrie	8	22.984	16.370	1.000	13.440	53.794	41.680	—	41.680
Total	16	58.406	42.085	1.200	28.548	130.239	41.680	8.100	49.780

SOURCE: TIB, *Annual Report*.

La Tablau 66 fournit un tableau général des sources de financement des projets dans lesquels la TIB est intervenue. Ainsi qu'on peut le constater, les sources internes, de plus de 130 millions de shillings dépassent de très loin celles de l'étranger (presque 50 millions de shillings). L'apport de la TIB semble particulièrement important car il représente 32% des sources nationales. Parmi les autres sources, la contribution de l'*East African Development Bank* (24 millions de shillings) est particulièrement significative.

En ce qui concerne l'approvisionnement des fonds par la TIB, aux contributions en capital de ses fondateurs sont venus s'ajouter deux prêts de la *Swedish International Development Agency* (SIDA) pour un montant total de 7,65 millions de shillings. Au cours de l'année 1972 des négociations ont été entamées pour l'octroi de prêts par la *Canadian International Development Agency* (CIDA), la Banque Mondiale, la *Kredinstalt für Wiederaufbau et*

African Development Bank. La CIDA a consenti récemment un prêt d'une valeur de 2 millions de dollars canadiens.

Pour conclure ce compte rendu concernant les activités de la TIB il convient de procéder à une évaluation critique et à une étude sur les principales difficultés qui se sont présentées (1).

En premier lieu, il existe des problèmes d'ordre général sur lesquels l'action de la TIB ne peut s'exercer que dans une très faible mesure et dont le poids conditionne les possibilités de croissance accélérée du secteur industriel et aussi celles du développement de la banque. Ces problèmes sont les suivants: absence d'un marché des capitaux organisé, marché restreint pour les produits industriels, manque de personnel suffisamment spécialisé et de cadres de direction possédant les connaissances techniques et économiques nécessaires, occasions limitées d'investissement.

Si nous examinons les opérations de la TIB, nous voyons que pendant ses deux premières années d'activité elle est parvenue à fournir un volume de prêts à peine inférieur à celui de la TDFL, il s'agit encore, cependant, d'une valeur plutôt faible, surtout si l'on tient compte de ce qu'elle n'intéresse que 18 opérations et que le pourcentage de demandes de financement refusées parce qu'elles ne présentaient pas les conditions exigées est de 55%. Le motif de préoccupation est indubitablement celui-ci: le petit nombre de prêts accordés ne provient pas du manque de ressources financières mais bien de l'incapacité des emprunteurs à présenter des projets remplissant les conditions exigées. La TIB devra donc assumer également la charge d'encourager le perfectionnement des connaissances techniques et économiques des cadres supérieurs des entreprises et de devenir elle-même promoteur de projets de finance-

(1) Voir D. KAHANGI, *TIB as a Tool for Accelerating Economic Growth*, *op. cit.*, page 20.

ments solides et dignes de foi. Avant tout, ce n'est que par l'expansion et la diversification de ses propres emplois que la TIB pourra effectuer économiquement ses opérations: il est évident qu'une sous-utilisation des fonds disponibles ne peut que se traduire par une aggravation des coûts.

Enfin, un autre problème que la TIB se trouve à devoir résoudre, et qui n'est pas un problème secondaire, est représenté par la nécessité de sélectionner et de former du personnel suffisamment préparé: la TIB doit tenir compte de cette condition pour être en mesure d'accomplir cette fonction de promoteur que nous venons de mentionner.

3. FONCTIONS EXERCÉES PAR LA NATIONAL DEVELOPMENT CORPORATION EN MATIÈRE DE CRÉDIT

Dans le premier paragraphe nous avons mentionné la fonction d'une extrême importance remplie actuellement par la NDC dans l'économie tanzanienne, en sa qualité de société *holding* qui groupe un grand nombre de sociétés opérant dans divers secteurs (1).

C'est en 1962 que fut créée la NDC avec un capital de 10 millions de shillings, sous le nom de *Tanganyika Development Corporation* en réponse à des suggestions émanant d'experts de la Banque Mondiale et de l'USAID (2). Cette nouvelle société commença ses opérations en prenant à sa charge les participations actionnaires de l'Etat dans la *Williamson Diamond Mines*, la *Tan-*

(1) A notre avis, la NDC doit être considérée comme une société *holding* et non pas comme une banque de développement au sens strict du terme, contrairement aux affirmations de certains auteurs (voir H. HARLANDER, D. METZGER, *Development Banking in Africa*, IFO, Munich, 1971).

(2) IBRD, *Economic Development in Tanganyika*, J. Hopkins Press, Baltimore, 1961. A. D. LITTLE Inc., *Tanganyika Industrial Development. A preliminary Study of Bases for the Expansion of Industrial Processing Activity*, 1961.

ganyika Packers et les *Nyanza Salt Mines*. En 1964, son appellation fut transformée en *National Development Corporation* qui est son nom actuel; la NDC commença ses opérations le 1er janvier 1965. En 1966 le Gouvernement décréta que la NDC devrait désormais prendre des participations pour un montant ne devant jamais être inférieur à 50% du capital des nouvelles sociétés en cours d'établissement. Après la « Déclaration d'Arusha » le rôle de la NDC devint de plus en plus important: elle fut l'un des principaux instruments qui servit à réaliser dans la pratique les directives contenues dans le document en question.

Le capital initial de la NDC, versé par l'Etat, était de 23,9 millions, en outre elle reprit à son compte l'actif de la *Tanganyika Agricultural Corporation* s'élevant à 10,9 millions de shillings. Ses autres sources de financement sont: des prêts de l'Etat et d'autres institutions, nationales et internationales, ainsi que les revenus des emplois effectués. L'abondance des financements publics s'explique par le fait que la NDC a été chargée de l'extension du secteur public de l'économie après la « Déclaration d'Arusha »; ces financements répondent d'ailleurs à l'intention de faire de la société un organisme financièrement autonome.

Quelques modifications de structure furent effectuées en 1969 par le *Public Corporations Act*: l'orientation donnée par le Gouvernement à la NDC afin qu'elle acquière sans discriminations les sociétés autrefois privées qui opéraient dans les secteurs stratégiques de l'économie fut radicalement changée; cette mutation devant permettre une rationalisation plus efficace. A cet effet, l'activité de la NDC fut restreinte aux secteurs des industries d'extraction, manufacturières et de transformation, tandis que deux nouvelles institutions étaient créées pour l'agriculture et le tourisme: la *National Agricultural Food Corporation* (NAFCO) et la *Tanzania Tourist Corporation* (TTC).

TABLEAU 67

INVESTISSEMENTS DU GROUPE NDC AU 31 DECEMBRE 1970

Secteur	Nombre de projets	Investissements en millions de shillings	Pourcentage de répartition des investissements
Denrées alimentaires, boissons, tabac	9	171	12
Textiles et tanneries	6	253	17
Bois	6	50	3
Imprimeries, papeteries	5	406	28
Produits chimiques	5	225	16
Minéraux	9	91	6
Autres secteurs industriels	6	11	1
Commerce et finances	4	109	8
Mines	3	137	9
Total	53	1.453	100

SOURCE: NDC, *Sixth Annual Report 1970*.

On trouvera au tableau 67, le cadre général des investissements de la NDC à la fin de 1970. Un des problèmes majeurs affronté par la NDC est, sans aucun doute, celui de devoir se procurer les ressources nécessaires à ses opérations d'investissement. Pendant les premières années sont venus s'ajouter aux contributions de l'extérieur les bénéfices des participations dans quelques sociétés particulièrement rentables, surtout celles de la *Williamson Diamond Ltd.*; ces bénéfices ont permis de compenser les pertes ou les faibles gains dérivant d'autres sociétés en voie de consolidation. Actuellement, toutefois, la plupart des sociétés financées appartiennent à des secteurs qui ne sont pas encore rentables, aussi pendant bien des années encore la NDC ne pourra se passer de subsides de l'Etat et de financements internes et étrangers de nature diverse.

La NDC est essentiellement un *holding* d'Etat pour le secteur industriel, elle a, néanmoins, surtout jusqu'en 1971, exercé quel-

ques fonctions dans le domaine du crédit qui présentent un certain intérêt. Cette société a, en effet, tenté d'obvier aux problèmes de liquidité de bien des sociétés de son groupe, par suite de l'insuffisance des capitaux employés, en créant une sorte de banque interne à laquelle ces sociétés pouvaient s'adresser soit pour obtenir des prêts, soit pour déposer des ressources financières temporairement excédentaires. La NDC est devenue ainsi un genre de banque pour le financement à court terme des entreprises industrielles; les taux d'intérêt appliqués étaient de 6% sur les opérations actives et de 4,50% pour les dépôts reçus, il s'agissait là de conditions bien plus avantageuses que celles offertes par la NBC. Le volume des opérations atteignit des niveaux élevés: environ 1 million de shillings en 1967, soit l'équivalent du montant des salaires de la NDC (à l'exclusion des sociétés affiliées) (1). Cette activité de la NDC donna lieu à des critiques (2) car elle permettait à un certain nombre de sociétés de se soustraire au contrôle de la NBC et d'obtenir des crédits plus facilement et même sans tenir compte de l'existence des conditions de solidité et de solvabilité requises habituellement; en outre, les sommes impliquées auraient pu prendre des proportions susceptibles de créer des difficultés quant à la politique monétaire du Pays, et enfin, cette activité constituait une forme de concurrence déloyale vis-à-vis de la NBC.

Mais avec l'introduction de plans financiers et de plans de crédit une réglementation plus stricte a été établie: le Gouvernement a en effet décrété que dorénavant les prêts inter-sociétés seraient assujettis à une autorisation préalable (3).

(1) A. J. M. VAN DER LAAR, *Perspective on the Parastatal - NDC*, Economic Research Bureau (Restricted) Papers, n. 5, Dar es-Salam, 1968.

(2) J. LOXLEY, *The Monetary Systems of Tanzania since 1967*, *op. cit.*, pages 6-7.

(3) THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA, *The Annual Plan for 1971/1972*, *op. cit.*, page 17.

4. L'EXPÉRIENCE DE LA TANZANIA FINANCE COMPANY LIMITED (TAFCO)

La TAFCO, fondée en 1963, était une société privée qui finançait l'achat à tempérament de biens d'équipement. En 1965, il apparut évident qu'avec les ressources financières restreintes dont elle disposait, son capital versé n'étant que de 41.400 shillings, la société ne pourrait continuer ses opérations, et la NDC intervint et les reprit à son compte.

Tout d'abord, la NDC décida de ne pas changer l'orientation opérationnelle de la TAFCO, toutefois cette dernière fut entièrement réorganisée en 1966. Son nouveau rôle consistait à collecter des fonds en vendant ses propres actions au public, et en achetant des actions de sociétés subsidiaires ou associées à la NDC. Ses buts fondamentaux étaient donc d'orienter l'épargne privée vers l'investissement actionnaire, de fournir des ressources financières à la NDC et d'en reconvertir le portefeuille. En 1966, le capital de la TAFCO fut porté à 40 millions de shillings, dont 20 millions d'actions ordinaires de type « A », 10 millions d'actions de type « B » et 10 millions enfin d'actions privilégiées.

La NDC prit une participation de contrôle en souscrivant toutes les actions de type « A » et 30% de celles de type « B »; par la suite 1.000 actions de type « B » (100.000 shillings) furent transférées à l'*Industrial Promotion Services*. Les actions privilégiées furent souscrites par le *National Provident Fund* (4 millions), la *National Bank of Commerce* (1 million), la *National Insurance Corporation* (1 million) et la *Bank of Tanzania* (3 millions).

En 1967, deux dixièmes du capital souscrit furent appelés par la TAFCO: la *Bank of Tanzania* annula alors sa souscription, estimant que la société ne pourrait parvenir à atteindre ses objectifs et, qu'en outre, son activité apparaissait en quelque sorte contraire aux principes de la « Déclaration d'Arusha ». En 1968, douze

sociétés financières souscrivirent des actions de type « B » pour une valeur totale de 110.000 shillings.

A la fin de l'année 1969, les actions émises par la TAFCO représentaient à peine 32,1 millions.

La NDC, en règlement de la part souscrite par elle, transféra à la TAFCO une partie de son portefeuille actionnaire (voir tableau 68).

La caractéristique du portefeuille actionnaire transféré à la TAFCO était son peu de diversité dans les emplois et la présence de titres émis par des sociétés de solvabilité douteuse. C'est pour cette raison qu'au cours de sa première année d'existence la TAFCO réalisa très peu de bénéfices.

Dans leur ensemble, les opérations de la TAFCO de 1966 à nos jours se soldent négativement sous de nombreux points de vue.

Une mutation de l'ambiance politique ayant eu lieu dès 1967 la société éprouva de très grandes difficultés à effectuer ses opérations en conformité avec les principes énoncés l'année précédente. En effet, avant la « Déclaration d'Arusha » on considérait que les sociétés privées et les particuliers joueraient un rôle déterminant dans l'achat d'actions de la TAFCO, mais à partir de février 1967 il fut interdit à toutes les personnes occupant des charges publiques importantes d'acheter des actions. La possession de celle-ci fut donc limitée au secteur étatique et para-étatique; les propositions faites en vue de transformer la TAFCO en « *investment trust* » (1) n'eurent aucun succès parce que cette solution était considérée comme contraire à la politique socialiste du Pays (2).

(1) H. H. BINHAMMER, *Financing Industrial Development in Tanzania*, Economic Research Bureau Papers, n. 4, Dar es-Salam, 1969, pages 20-22.

(2) J. LOXLEY, *The Monetary Systems of Tanzania Since 1967*, op. cit., page 24 et *Structural Change in the Monetary System of Tanzania*, Socialism in Tanzania, vol. 2-Policies, Dar es-Salam, 1973, page 110.

TABLEAU 68

PORTEFEUILLE ACTIONNAIRE TRANSFERÉ PAR LA NDC À LA TAFCO
(shillings)

Actions	Pourcentage de participation	Valeur
<i>Tanzania Breweries Ltd.</i>	11	3.600.000
<i>Tanganyika Packers Ltd.</i>	51	13.763.181
<i>Six Enterprises Ltd.</i>	20	200.000
<i>Nyanza Salt Mines Ltd.</i>	81	2.440.000
<i>Tanganyika Mersbaum Corp. Ltd.</i>	56	1.284.640
<i>Tanita Company Ltd.</i>	40	1.200.000
<i>Tanzania Publishing House Ltd.</i>	50	250.000
+ actif net, courant	—	262.179
Total		23.000.000

SOURCE: NDC, *Annual Report*.

En 1969, cette société fut reprise directement par le Trésor, parce qu'il fut considéré qu'il y avait une incomptabilité dans le fait que la NDC était à la fois l'actionnaire majoritaire de la TAFCO et le principal bénéficiaire de son activité.

Aujourd'hui, la TAFCO n'a pratiquement aucune raison d'être, son activité semble totalement vide de sens, quand bien même aucune décision officielle n'ait encore été prise pour la supprimer.

5. L'EAST AFRICAN DEVELOPMENT BANK

Le statut de l'*East African Development Bank* (EADB) constitue une partie intégrante du Traité de coopération entre les Pays d'*East Africa*, signé à Kampala en juin 1967.

L'EADB ouvrit ses guichets le 1er juillet 1968. Elle poursuit les objectifs suivants (1):

(1) Voir *Treaty for the East African Co-operation*, Kampala, 6 juin 1967, *Annex VI - The Charter of the EADB*, article 1.

- a) fournir l'assistance technique et financière nécessaire à la promotion du développement industriel des états membres;
- b) atténuer les disparités dans le degré de développement des trois pays;
- c) favoriser la coopération parmi les états et l'expansion d'économies complémentaires;
- d) soutenir l'activité des institutions financières opérant en faveur du développement économique à l'aide de financements et en utilisant ces institutions comme canal financier;
- e) coopérer avec les autres institutions, publiques ou privées, nationales ou internationales, qui se proposent comme objectif l'évolution industrielle;
- f) exercer toutes les activités qui paraîtront nécessaires en vue de parvenir aux objectifs énoncés.

L'industrie constitue le domaine principal des activités de la EADB; sont compris dans ce terme: le secteur manufacturier, celui de la transformation des produits agricoles, forestiers et de la pêche, mais à l'exclusion des secteurs de la construction, des transports et du tourisme. Dans la sélection des projets, on devra donner la priorité aux états et aux régions les moins développés, une fois que vérification aura été faite de la validité et de la possibilité de réaliser le projet. Pendant les dix premières années il a été décidé que les bénéficiaires des investissements effectués seront la Tanzanie et l'Ouganda dans une proportion de 38,75% et le Kenya à concurrence de 22,5 pour cent.

Il est prévu par les statuts que les trois états fondateurs détiendront la majorité des actions de la banque; d'autres actions pourront appartenir à des institutions financières et à divers opérateurs est-africains. Voici à la fin de 1970, les actionnaires de l'EADB: la *National and Grindlays Bank*, la *Commercial Bank of Africa*,

la *Standard Bank*, la *Barclays Bank DCO*, l'*African Development Bank* et un consortium yougoslave.

Le capital de la banque est constitué par des actions dont la valeur totale s'élève à 400 millions de shillings. La moitié de ce capital est versé: 120 millions proviennent des états membres, dont 50% sont en devises locales et 50% en devises étrangères convertibles. D'autres fonds proviennent d'emprunts contractés à l'intérieur de l'*East Africa* ou sur les marchés de capitaux étrangers, ainsi que du remboursement des financements octroyés et des bénéfices sur les investissements effectués. Des fonds spéciaux peuvent lui être confiés en gestion pour le compte d'institutions étrangères ayant comme objectif l'aide aux pays sous-développés.

A la tête de la banque nous trouvons le directeur général qui est nommé par les Présidents de la République des trois Pays concernés; chaque Etat désigne un administrateur effectif et un suppléant au conseil d'administration, les autres actionnaires nomment deux autres membres et un suppléant.

La banque doit s'inspirer des principes d'une saine gestion financière et doit subordonner l'octroi des prêts à l'évaluation d'une série de conditions rigoureuses quant à la validité du projet et à la solidité de la société emprunteuse.

L'EADB peut financer directement des projets individuels, ou bien se servir du canal des institutions existantes, ou encore prendre des participations et garantir des prêts accordés par d'autres organismes. Les garanties et les investissements actionnaires ne peuvent excéder 10% du capital versé et des réserves; en outre, de manière générale, la banque ne peut prendre des participations majoritaires.

La politique des emplois doit être orientée vers une diversification suffisante et permettre une reconversion progressive des investissements effectués.

TABLEAU 69

FINANCEMENTS EFFECTUES PAR L'EADB AU 31 DECEMBRE 1970
(en milliers de shillings)

Rubriques	Montant
<i>Répartition par type de financement:</i>	
— prêts directs	56.570
— prêts convertibles	7.820
— participations	6.700
— lignes de crédit	3.780
— garanties	1.300
Total	76.170
<i>Répartition territoriale:</i>	
— Ouganda	13.500
— Kenya	30.420
— Tanzanie	32.350
Total	76.170

SOURCE: EAST AFRICAN DEVELOPMENT BANK, *Annual Report*, 1970.

A la fin de l'année 1970, l'EADB avait approuvé 17 projets pour lesquels 76 millions de shillings ont été investis; on évalue les investissements qu'elle a encouragés à 545 millions de shillings. Ainsi que le montre le tableau 69, des placements ont été effectués en Tanzanie pour un montant de 32,2 millions de shillings. En ce qui concerne les structures techniques, la plupart de ces emplois sont des prêts directs. Les débours effectifs de fonds appartenant à l'EADB se sont maintenus, cependant, à des niveaux très bas: le paiement de 31,6 millions de shillings seulement a été autorisé, dont 18,7 millions seulement ont été effectivement versés.

Si nous voulons donner une appréciation d'ensemble sur les activités de l'EADB, nous pouvons dire que son intervention n'a eu qu'une faible incidence sur l'économie tanzanienne, parce que les moyens financiers à sa disposition étaient insuffisants.

En outre, il est indéniable que le rôle de cette institution se soit progressivement affaibli parallèlement à la détérioration des relations politiques entre les Pays qui l'ont fondée. L'objectif qu'elle a été le moins à même de réaliser est celui de l'action en faveur de l'expansion d'économies complémentaires en *East Africa* (1); très souvent, au contraire, les fonds de l'EADB ont été utilisés pour financer des projets se faisant ouvertement concurrence.

Il est hors de doute que l'EADB est susceptible de contribuer au développement industriel de la Tanzanie, mais il n'est pas certain que l'on puisse attendre de grands résultats de sa structure actuelle malgré les efforts préliminaires.

6. INSTITUTIONS DE MOINDRE IMPORTANCE

a) *La Workers' Development Corporation* (WDC)

La WDC a été fondée en 1964 par la *National Union of Tanganyika Workers* (NUTA), sous le nom de *Tanganyika Worker's Investment Corporation*. Son capital initial de 1 million de shillings fut porté ensuite à 3 millions.

Sa principale source de fonds était représentée par les contributions fournies par les travailleurs sous forme d'épargne contractuelle. A titre d'exemple: de 1964 à 1966, plus de 16 millions de shillings affluèrent à la WDC sous cette forme.

En effet, l'objectif fondamental de la WDC consiste à mobiliser l'épargne des travailleurs pour l'orienter vers des projets de développement et des projets à caractère social.

La WDC se propose de créer de nouveaux emplois, de promouvoir le progrès social et culturel, d'augmenter le niveau de

(1) H. E. GRUNDMANN, *Industrial Development in East Africa, An Appraisal Including Possibilities for Future Acceleration*, Rasilimali, Tanzania Investment Outlook, janvier 1973, page 24.

vie des travailleurs, enfin de faciliter le transfert des entreprises privées à la collectivité.

En 1970, la WDC avait placé plus de 5 millions de shillings dans le secteur industriel, dans celui de l'agriculture et du bâtiment, en donnant la préférence aux petites et moyennes entreprises travaillant à plein rendement.

Comparé à celui des autres institutions, l'ensemble des opérations de la WDC semble plutôt modeste; la WDC est freinée constamment par des limitations d'ordre financier et inhérentes à un manque de capacité dans le domaine de l'entreprise, bien qu'elle joue un rôle particulièrement intéressant, puisqu'il a pour but essentiel de mobiliser l'épargne des travailleurs pour l'orienter vers des placements dans des petites et moyennes entreprises ou dans des organismes à buts sociaux.

En 1971, un affaiblissement considérable des activités de la WDC a été provoqué par la cessation de tout rapport de financement avec trois des sociétés les plus importantes et les plus rentables ayant bénéficié de prêts: la *National Engineering Ltd.*, la *Dawa ya Mubu Ltd.*, et la *Tanzania Bottlers Company Ltd.*

b) *La Mwananchi Development Corporation* (MDC)

Créée en août 1962 par la *Tanganyika African National Union* (TANU) la MDC doit remplir, pour le compte du parti, les fonctions d'un *investment trust*, sur des bases strictement nationales. Son capital initial était de 1 million de shillings entièrement souscrit par la TANU; il fut augmenté en 1964 de 0,2 millions de shillings (1).

A la fin de 1964 les investissements effectués par la MDC s'élevaient à 3 millions de shillings; ces placements concernaient

(1) Le but déclaré était: « de créer une institution africaine, avec de l'argent africain et une direction africaine ».

des propriétés immobilières et des bâtiments qui, pour la plupart, étaient loués à des agences gouvernementales.

Après sa réussite initiale la MDC adopta une politique de diversification de son portefeuille d'investissements, acquérant des participations dans de nombreuses sociétés; à la fin de 1965 ces placements s'élevaient à 1,8 millions de shillings et avaient été financés à l'aide de prêts du Trésor, des banques commerciales et de prêts hypothécaires. L'expansion de la MDC se poursuivait cependant à un rythme trop rapide, au point de nécessiter une profonde restructuration. On décida en 1966 de transférer à la NDC tous les investissements dans le secteur industriel: l'opération consista à transférer l'ensemble ou une partie des participations dans quatre sociétés. Il resta à cet organisme son activité de placement en biens immobiliers; on étudie aujourd'hui cependant une possibilité de développer encore plus la MDC et une profonde restructuration de son rôle.

c) *L'Industrial Promotion Service (Tanzania) Limited et le Diamond Jubilee Trust (Tanzania) Limited*

Créé en 1945 sur l'initiative de l'Aga Khan qui en fut aussi le principal actionnaire, le *Diamond Jubilee* avait pour but de promouvoir l'expansion de l'*East Africa* en fournissant des crédits à moyen et court terme pour des projets à réaliser dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et du bâtiment. En 1963, étant donnée l'augmentation de la demande en financements à long terme avec capital ou crédit bloqué, l'Aga Khan lui-même suscita la constitution d'un groupe d'institutions, qui furent appelées: *Industrial Promotion Services* (IPS). Quatre sociétés ont été fondées initialement: il y en avait une au Kenya, une en Tanzanie et une en Ouganda, d'autres furent créées ensuite au Congo, en Côte d'Ivoire et au Pakistan.

Le principal objectif poursuivi par ces institutions était de promouvoir l'expansion industrielle dans les Pays en voie de développement au moyen de la coordination des initiatives publiques et privées, et l'octroi de financements principalement aux sociétés de petite et moyenne importance. Outre l'assistance financière ces institutions fournissaient également les conseillers techniques et effectuaient des études sur les marchés des différents secteurs.

L'*IPS (Tanzania) Limited* a été fondée avec un capital initial de 6 millions, auquel la NDC participait à titre symbolique dans la mesure de 20.000 shillings. En 1967, ce capital fut augmenté et le quota de la NDC porté à 2 millions de shillings. D'autres augmentations furent successivement autorisées: à la fin de juin 1970 le capital versé était de 10,9 millions de shillings, souscrits par de nombreux actionnaires privés appartenant pour la plupart à la communauté ismaélienne, en plus de ceux souscrits par l'Aga Khan et la NDC.

L'activité prédominante de l'IPS semble être le secteur de l'industrie textile, et ensuite celui de l'industrie pharmaceutique, des savonneries, etc.

Cette compagnie a récemment établi un plan qui prévoit des interventions massives dans le secteur du tourisme en coopération avec le *Diamond Jubilee Investment Trust* et la *Tanzania Tourist Corporation*.

A la fin de juin 1970, des placements actionnaires avaient été effectués pour un montant de 7,2 millions de shillings, et d'autres prêts pour 7 millions. Cependant, le rôle de cette institution dans la promotion de l'expansion économique a été bien plus important parce que, dans de nombreux cas, elle a servi de catalyseur pour attirer des capitaux nationaux et surtout étrangers, qui ont été investis directement dans les diverses sociétés et de ce fait ne sont pas compris dans les données statistiques disponibles: on

estime, dans l'ensemble, que pendant les sept premières années de son activité l'IPS a encouragé des placements dans la proportion de plus de 100 millions de shillings.

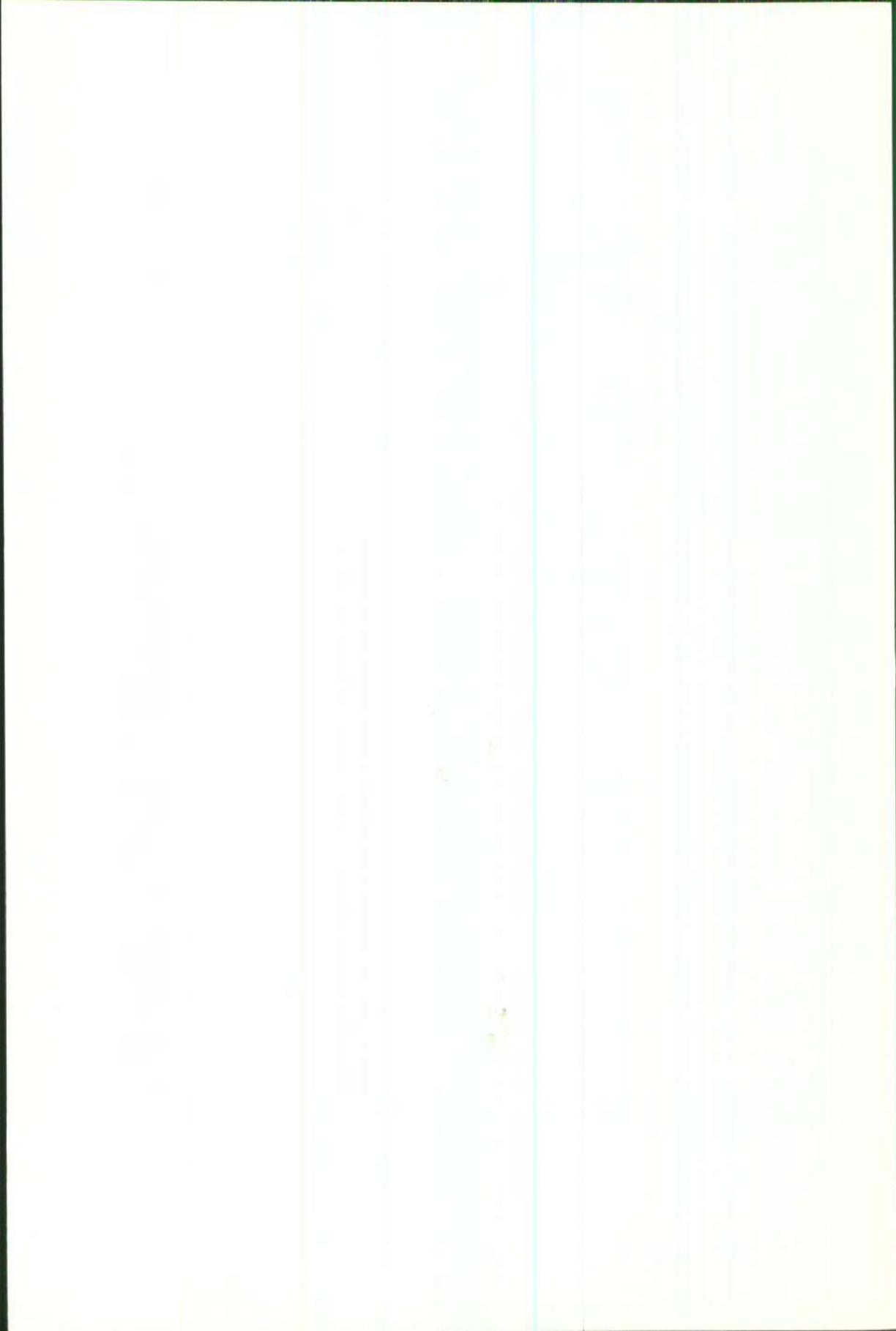
Le *Diamond Jubilee* avait été seul à opérer pour tout l'*East Africa* jusqu'en 1963, il fut divisé après l'indépendance en trois sociétés associées; depuis 1967 ces sociétés sont devenues totalement indépendantes les unes des autres, bien que le *Diamond Jubilee Services Ltd.* ait été conservé et assume des fonctions de direction en tant qu'institution commune.

Le *Diamond Jubilee Investment Trust (Tanzania) Ltd.* n'est pas une institution financière ayant pour mission de promouvoir l'expansion économique comme le sont la NDC, la WDC ou la IPS: en règle générale il ne lance aucun projet, mais fournit simplement des prêts à moyen terme à des particuliers, surtout à des personnes appartenant à la communauté ismaélienne et à des sociétés. Il est en relations étroites avec la IPS et il arrive très souvent que les sociétés financées par lui soient celles qui ont déjà reçu des capitaux de risque et des prêts à long terme.

Bien que le *Diamond Jubilee* fasse aussi des placements avec capital bloqué, en temps normal il donne la préférence à la structure des prêts, à échéance de trois à cinq ans, et cautionnés par une garantie réelle.

A la fin de septembre 1970, le montant des prêts était de 39 millions de shillings.

Les ressources placées proviennent du capital social, des bénéfices sur les emplois effectués et surtout des dépôts du public. En 1970, le capital de la société s'élevait à 8 millions, les revenus dérivant des opérations actives de 1,5 millions, et les dépôts, provenant surtout de l'épargne et de la communauté ismaélienne, étaient de 28,6 millions de shillings.



Chapitre IV

LE CRÉDIT A LA CONSTRUCTION

1. LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION DE LA TANZANIE ET LES DIRECTIVES DU DEUXIÈME PLAN QUINQUENNAL

Pendant les années qui ont précédé l'obtention de l'indépendance la politique de l'habitat était analogue à celle d'autres Pays et se limitait à la construction d'habitations réservées aux fonctionnaires et au personnel étranger de l'administration coloniale. Ensuite, un petit nombre de couches de la population autochtone fut admis à bénéficier de la politique de l'habitat: il s'agissait, en général, de fonctionnaires de l'Etat et de dirigeants et employés des principales sociétés.

Pendant longtemps le reste de la population africaine n'a pas été pris en considération par cette politique; d'ailleurs, la nécessité de bâtiments d'habitation ne constitua un problème d'importance sociale que lorsque commencèrent les migrations des populations rurales vers les zones urbaines. Ce phénomène commença à se manifester après la première guerre mondiale mais ce n'est qu'après la fin de la seconde guerre qu'il prit de telles proportions qu'il s'imposa à l'attention des autorités gouvernementales (1).

(1) M. A. BIENEFELD, *Tanzania Housing Finance and Housing Policy*, Economic Research Bureau Papers, n. 19, Dar es-Salam, 1969.

Après l'indépendance, les critères de la politique de l'habitat en Tanzanie subirent des mutations radicales. En 1963 on fonda la *National Housing Corporation* (NHC) qui demeure encore le principal opérateur public dans ce secteur. A la différence de son homonyme créée au Kenya dont le but essentiel est de canaliser les placements vers les constructeurs privés, la NHC s'occupe directement de réaliser des programmes de construction d'habitations depuis la phase de l'établissement du projet à celle de l'achat des matériaux et à celle de la construction.

Deux autres institutions publiques opèrent dans le secteur de la construction mais avec des missions diverses: la *Mwananchi Engineering and Contracting Company* (MECCO) et la *National Property Development and Management Corporation* (NPDMC). En ce qui a trait à la MECCO, l'Etat en était actionnaire minoritaire depuis 1963 et transforma sa participation pour la rendre majoritaire en 1967 quand on considéra que la société pourrait jouer un rôle d'une importance fondamentale dans le secteur de la construction (1).

L'Etat signa un accord avec la *Overseas Construction Company* (OCC) hollandaise, qui était actionnaire minoritaire de la MECCO: la OCC s'engageait à fournir l'assistance technique et les entrepreneurs ainsi qu'à encourager l'africanisation de la société dans un court délai.

Entre temps, la NDC avait fondé la NPDMC dans laquelle sa participation atteignait 75%; une société allemande, la GBM de Munich y était l'actionnaire minoritaire. La nouvelle société avait pour fonction de s'occuper de la préparation des projets de constructions de logements, et dans ce cas aussi un accord fut stipulé

(1) J. WELLS, *The Construction Industry in East Africa*, Economic Research Bureau Papers, n. 2, Dar es-Salam, 1972, page 21 et suivantes.

avec la GBM qui s'engagea à lui fournir le personnel qualifié et l'assistance technique.

Ces deux initiatives ne donnèrent pas, cependant, les résultats espérés: la OCC comme la GBM cherchèrent plutôt à faire des affaires fructueuses qu'à fournir une contribution véritable à l'expansion des deux sociétés et à la formation de cadres indigènes, c'est pourquoi les accords furent rompus et les paquets d'actions détenus par l'OCC et la GBM furent repris par l'Etat tanzanien.

En 1970 il devint également nécessaire de procéder à une réorganisation radicale du secteur du bâtiment (1): les activités de la MECCO et de la NPDMC furent restructurées et coordonnées, la NPDMC changea de nom et devint la *National Estates and Designing Company* (NEDCO) et les deux sociétés furent placées sous la dépendance du Ministère des Transports et des Communications.

Aujourd'hui, en plus de la NHC, de la MECCO et de la NEDCO, les autorités gouvernementales centrales et locales ainsi que des constructeurs privés (2) opèrent dans le secteur de la construction; en outre, dans les campagnes en particulier, un bon nombre d'habitations sont construites directement par les paysans qui y habitent.

La participation globale du secteur de la construction au revenu national brut est de 5,3%, et le nombre des travailleurs du bâtiment est de 53.658.

Le deuxième plan quinquennal a affronté le problème de l'habitat en partant du principe que l'une des principales tâches qui incombe à l'Etat est celle de fournir des logements à bon marché à la po-

(1) Voir D. BURGESS, *A Study of the Construction Industry in Tanzania*, Dar es-Salam, 1970.

(2) Le nombre d'habitations construites par ceux-ci est d'ailleurs en continue régression.

pulation, car il s'agit là d'un véritable service social (1). La politique de l'habitat a, néanmoins, été envisagée diversement dans les zones rurales et les zones urbaines.

En ce qui concerne les premières, devant l'ampleur des besoins et l'insuffisance des fonds publics disponibles, on a tendance à encourager la construction d'habitations à faible coût effectuée par les intéressés eux-mêmes: 5% seulement des ressources totales affectées par le deuxième plan quinquennal pour solutionner le problème de l'habitat étaient destinés aux campagnes (2).

Pendant les années qui suivirent les subventions de l'Etat n'ont cessé d'augmenter, toutefois les efforts ont été concentrés sur l'amélioration des constructions existantes plutôt que sur la construction de maisons neuves. Ce n'est que dans le cas des villages *ujamaa* récemment fondés que des interventions ont eu lieu en faveur de l'habitat, mais là encore, il a été jugé préférable d'en confier la responsabilité aux communautés bien que l'Etat soit intervenu en assurant une série de services et l'assistance technique (au moyen des *Mobile Field Building Units*).

Dans les zones urbaines le problème de l'habitat s'est dès le début posé avec un caractère d'urgence: l'importance des phénomènes de migration a déterminé une croissance rapide de la demande de logements et une intervention massive de l'Etat a été

(1) M. A. BIENEFEELD, *A Long Term Housing Policy for Tanzania*, Economic Research Bureau Papers, n. 9, Dar es-Salam, 1970, page 7.

(2) Il est dit dans le second plan quinquennal que dans les zones rurales, une simple maison édifiée avec des matériaux produits sur place, sans travaux d'hydraulique, d'électricité et sans les autres commodités, peut être concevable, tandis que dans les villes remplies de monde ce même *standard* pour les logements créerait des taudis (*slums*) présentant de graves dangers pour la santé des habitants et aurait pour conséquence de les démoraliser. (Voir THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA, *Tanzania Second Five-Year Plan for Economic and Social Development*, *op. cit.*, page 187).

nécessaire, étant donnée l'impossibilité de construire des maisons à peu de frais et directement par les intéressés comme dans les campagnes (1). Le deuxième plan quinquennal a prévu trois types d'interventions de la part de l'Etat: la construction de maisons à bon marché, la promotion de coopératives de construction, la mise en place de noyaux de services pour des groupes de bâtiments d'habitation. Dans ce domaine, la NHC a joué un rôle d'importance fondamentale, en faisant édifier la majeure partie des nouvelles maisons d'habitation, même si les coûts très élevés se sont concrétisés en redevances de loyer prohibitives pour de vastes couches de population.

2. DES SYSTÈMES DE PRÊTS A L'HABITAT AUX PREMIÈRES EXPÉRIENCES DES BUILDING SOCIETIES

a) *Les systèmes de prêts à l'habitat*

Après la deuxième guerre mondiale l'Etat du Tanganyika mit en oeuvre un programme de construction de maisons d'habitation que le Gouvernement anglais finança largement par l'intermédiaire du *Colonial Development and Welfare Fund*. Au début, le niveau qualitatif des maisons construites laissait beaucoup à désirer, leur prix de revient variait entre 2.000 et 7.000 shillings. Ce type d'habitations devait servir à apporter une aide immédiate aux nombreuses familles qui, dans les zones urbaines, n'étaient pas en mesure de payer les redevances de loyer en vigueur. Ce n'est que dans un second temps que l'on examina l'opportunité de

(1) Il est en effet plus difficile de trouver dans une ville de la main d'oeuvre gratuite ou peu coûteuse, la même remarque s'applique à la disponibilité de matériaux, en outre, la construction est soumise à des normes (standards) bien plus élevées que dans les campagnes.

construire des maisons de meilleure qualité ou de reconstruire celles existant déjà, à un prix variant entre 8.000 et 14.000 shillings mais dont le loyer était nettement inférieur aux prix courants, et représentait 7,6% du coût global de la construction (1).

En 1962, on avait construit 4.300 maisons d'habitation pour un montant global d'un peu plus de 20 millions de shillings; plus de 3.000 de ces maisons se trouvaient dans les zones urbaines, où l'Administration coloniale envisageait de créer une classe de population stable de personnes habitant leurs propres maisons.

De nombreux prêts furent accordés à toutes les familles à même de les rembourser à longue échéance, mais qui ne pouvaient obtenir de financements des *building societies* parce qu'elles auraient constitué pour ces dernières un risque trop élevé (2). Le taux d'intérêt pratiqué allait de 4,50 à 6% et était, en tout cas, inférieur à celui exigé par les *building societies*. Le remboursement s'effectuait à l'aide de mensualités de même somme comprenant une part de capital, les intérêts et une part de la prime d'assurance, les échéances étaient variables et pouvaient aller jusqu'à 20 années au maximum.

L'*Urban Housing Loan Scheme* a été financé avec un fonds de roulement créé par le gouvernement en 1954; de 1954 à 1960 grâce à l'intervention du fonds, 600 habitations purent être terminées; toutefois le manque de ressources financières l'a pratiquement rendu inopérant pendant ces dernières années (3).

(1) M. A. BIENEFELD, *Tanzania Housing Finance and Housing Policy*, op. cit., page 3.

(2) *Report of the African Loan Funds*, Government Printer, Dar es-Salam, 1958, page 3.

(3) THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA, *Report of the Controller and Auditor General*, 1965/1966, paragraphe 159 et 1966/1967, paragraphes 180 et 181.

Un nouveau fonds fut constitué en 1960, désigné sous le nom d'*Urban Roof Loan Scheme*; les prêts étaient attribués aux autorités locales et celles-ci en faisaient bénéficier les particuliers.

Vers 1955 un autre fonds avait été créé: l'*African Urban House Loan Scheme*, dans le but d'accorder des prêts à la population africaine des zones urbaines pour les consacrer à construire des habitations ou bien à faire des améliorations dans les maisons anciennes. Dans ce cas aussi on avait prévu l'intermédiation des autorités locales dont la mission aurait été de servir d'agents pour se faire restituer les prêts consentis. En 1962, la *National Housing Corporation* reprit à son compte les activités de ce fonds dès qu'elle fut créée, trois ans plus tard, cependant, le fonds fut supprimé.

Cette expérience est certainement l'une des plus négatives en matière de crédit à la construction: très souvent les prêts étaient octroyés sans une étude appropriée de la capacité de remboursement du bénéficiaire, en outre, une partie seulement de la construction de l'édifice était financée, c'est-à-dire son toit, mais fréquemment les structures portantes laissaient plutôt à désirer et rendaient inutile la mise en place ou la réfection de la couverture (1). Dans l'ensemble ce fonds accorda pour 2,4 millions de shillings en prêts: en 1969, plus d'un million restait encore à rembourser.

En 1963/1964 le Gouvernement central inscrivit au Budget une contribution de 5 millions de shillings pour créer un fonds de roulement à consacrer à la construction de maisons dans les zones rurales. Cette initiative qui rentrait dans le cadre des interventions

(1) H. H. BINHAMMER, *Financing Housing in Tanzania*, Economic Research Bureau Papers, n. 5, Dar es-Salam, 1969, page 3.

prévues par le premier plan quinquennal, fut gérée par les autorités locales des régions rurales.

En 1964, le Gouvernement institua aussi un fonds dénommé: *Revolving House Loan Fund*, ayant pour objet d'accorder un crédit pour le logement à une très grande quantité de fonctionnaires de l'Etat qui, jusqu'à l'année précédente, avaient bénéficié de logements fournis par l'Etat ou de facilités particulières qu'on avait considéré opportun de supprimer (1).

Sa dotation initiale était de 12 millions de shillings; à la fin d'août 1968 les prêts effectués s'élevaient à 163 millions de shillings et le quota du fonds non encore utilisé ne dépassait pas 500.000 shillings.

Les ressources du Fonds ont été énormément utilisées pendant les deux premières années après sa création, mais à la suite de la « Déclaration d'Arusha » on enregistra une diminution considérable dans les prêts consentis. De nombreuses difficultés venaient soit de questions d'ordre administratif, soit du problème sempiternel consistant à éviter que les prêts ne soient employés à des fins spéculatives (2).

En 1968, lorsque fut créée la *Permanent Housing Finance Company of Tanzania*, les activités du Fonds furent complètement arrêtées.

b) *Les building societies*

La communauté ismaélienne du Tanganyika avait en matière d'organisation des *building societies* une expérience traditionnelle; il n'était pas rare de voir s'associer des groupes de vingt ou trente

(1) Voir *Adu Report - Proposal for the Implementation*, Government Report n. 3, Dar es-Salam, 1961.

(2) THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA, *Report of the Controller and Auditor General*, op. cit., 1965/1966 paragraphe 163 et 1966/1967.

personnes dans le but de financer la construction d'une maison d'habitation: pour commencer, une somme fixe était déposée chaque mois à la banque; lorsque chacun des membres avait déposé une somme qui, normalement, équivalait à 25% de la valeur de la maison à construire, la société s'efforçait d'obtenir un prêt hypothécaire pour les 75% restant. Une fois que les maisons étaient bâties la société en restait propriétaire tant que les prêts hypothécaires n'étaient pas remboursés (1).

La première « *building society* » ayant un caractère permanent au Tanganyika fut la *First Permanent Building Society* (2) qui avait été fondée en 1949 en Rhodésie du Nord et avait étendu son champ d'activités à l'*East Africa* en 1956. La *First Permanent* consentait des prêts hypothécaires et finançait son activité avec son capital propre et les dépôts de la population.

Elle opéra avec un certain succès jusqu'en 1960, en dépit du petit nombre de constructions financées: en 1960 la *First Permanent* fut aux prises avec de sérieuses difficultés dues à l'exode massif de capitaux et ne put éviter la faillite que grâce à l'intervention de la *Commonwealth Development Corporation*. La participation de cette dernière devint rapidement majoritaire et la société fut reconstituée sous le nom de *First Permanent (East Africa) Ltd.* et n'eut plus aucun lien avec la Rhodésie.

Ainsi que nous l'avons fait observer, d'autres sociétés de construction opéraient dans l'*East Africa*, mais seule une faible partie de leurs activités concernait le Tanganyika.

En 1965, la *First Permanent* incorpora la *Savings and Loan Society*, au cours de la même année des études furent entreprises pour savoir s'il était opportun de créer des institutions séparées

(1) H. H. BINHAMMER, *Financing Housing in Tanzania*, op. cit., page 5.

(2) Voir dans la première partie de cet ouvrage de Chapitre III, page 118.

dans chacun des trois pays de l'Est africain afin qu'elles exercent les activités de *building societies*. La même année on annonça la fondation de la *Housing Finance Company of Kenya Ltd.*; en 1967 furent constituées la *Housing Finance Company of Uganda* et la *Permanent Housing Finance Company of Tanzania Ltd.*, qui commença ses opérations l'année suivante.

3. LA PERMANENT HOUSING FINANCE COMPANY OF TANZANIA LIMITED (PHFCT)

La *Permanent Housing Finance Company of Tanzania Ltd.* (PHFCT) possédait un capital de 1,2 millions de shillings soucrits à égalité par le Gouvernement de la Tanzanie et la *Commonwealth Development Corporation*.

Sa principale source de fonds était constituée par les dépôts du public. Au début de 1968 quand elle commença ses opérations elle reprit à son compte les dépôts de l'institution qui l'avait précédée, la *First Permanent*, dont le total s'élevait à 33,4 millions de shillings. On trouvera sur le Tableau 70 l'évolution des dépôts de la PHFCT de 1968 à 1972: comme on peut le constater la tendance de ces dépôts à augmenter est presque ininterrompue et le taux de croissance annuelle est en moyenne de 18,28 pour cent.

On distinguait trois catégories de dépôts: dépôts en compte courant, d'épargne, et à échéance fixe, dont les taux d'intérêt variaient de 4,50 à 6% l'an (voir sur le tableau 71 les conditions générales régissant les dépôts). Tout d'abord, ces dépôts étaient garantis par l'Etat jusqu'à concurrence de 3 millions et par la *Commonwealth Development Corporation* jusqu'à 100 millions. La PHFCT pouvait aussi bénéficier d'ouvertures de crédit auprès de la *National Bank of Commerce* jusqu'à 2 millions de shillings et d'autres prêts du Trésor avec un plafond de 1 million.

TABLEAU 70

OPERATIONS EFFECTUEES PAR LA PERMANENT HOUSING FINANCE
COMPANY OF TANZANIA LIMITED DE 1968 A 1972
(en millions de shillings)

Période	Dépôts	Prêts hypothé- caires
1968 - mars	32,7	20,0
juin	33,2	16,7
septembre	33,8	19,2
décembre	36,6	19,1
1969 - mars	36,6	21,6
juin	38,6	22,4
septembre	40,7	23,7
décembre	44,2	25,0
1970 - mars	45,0	29,4
juin	46,1	32,3
septembre	48,1	35,9
décembre	51,8	37,0
1971 - mars	52,4	41,5
juin	48,1	44,2
septembre	49,5	50,3
décembre	52,1	56,3
1972 - mars	52,1	61,2
juin	55,1	63,2
septembre	58,0	63,5
décembre	62,6	65,0

SOURCE: PHFCT.

Toutes ces possibilités de refinancement ne furent réellement utiles qu'à partir du deuxième semestre de 1971 lorsque le total des opérations de prêt commença à être supérieur à l'ensemble des dépôts.

La PHFCT avait pour objectif principal de financer la construction de maisons d'habitation qui ne devaient pas être destinées à la vente. N'étaient prises en considération que les demandes de

TABLEAU 71

PERMANENT HOUSING FINANCE COMPANY OF TANZANIA LIMITED
REGLEMENTATION DES DEPOTS

<i>Dépôts en compte courant</i>		
a) taux d'intérêt	5,50% l'an	
b) conditions requises:		
— minimum initial exigé pour ouvrir le compte	500	shillings
— minimum requis pour tout versement successif	100	»
— solde minimum	500	»
— solde maximum	100.000	»
c) préavis:		
— jusqu'à 10.000 shillings (prélèvement par chèque)	1	mois
— de 10.001 à 20.000 shillings (prélèvement par chèque)	3	»
— pour toute somme excédant 20.000 shillings (idem)	6	»
<i>Dépôts d'épargne</i>		
a) taux d'intérêt	4,50% l'an	
b) conditions requises:		
— minimum exigé pour ouvrir le compte	100	shillings
— minimum requis pour tout versement successif	20	»
— solde minimum	100	»
— solde maximum	100.000	»
c) préavis:		
— jusqu'à 500 shillings	retrait autorisé en espèces et à vue (maximum hebdomadaire)	
— jusqu'à 2.000 shillings (retrait par chèque)	7	jours
— de 2.001 à 20.000 shillings (idem)	1	mois
— de 20.001 à 40.000 shillings (idem)	2	»
— de 40.001 à 100.000 shillings (idem)	3	»
<i>Dépôts à échéance fixe</i>		
a) taux d'intérêt		
— dépôts à terme de 1 an	5,50%	
— dépôts à terme de 2 ans	6,00%	
b) conditions:		
— minimum à déposer	10.000	shillings
— maximum pouvant être déposé	100.000	»
(la somme déposée doit être un multiple de 2.000 shillings)		

SOURCE: PHFCT.

prêts pour édifier des bâtiments à usage d'habitation d'une valeur comprise entre 30.000 et 100.000 shillings et situés dans les zones résidentielles de Dar es-Salam, Tanga, Moshi, Arusha, Morogoro et Mwanza.

La structure technique de ces prêts était représentée par des prêts hypothécaires: l'hypothèque était enregistrée d'après le titre de propriété du terrain sur lequel le bâtiment devait être édifié. Ce titre de propriété (ou le droit d'occupation) devait avoir une durée permettant que trente années au moins s'écoulent entre la date prévue pour le dernier paiement au titre du remboursement du prêt et la date de cessation du droit d'occupation (1).

Le montant du prêt était payé directement au constructeur par versements successifs basés sur l'état d'avancement des travaux.

La valeur du prêt ne pouvait excéder 75% du coût de la maison, et dépasser un plafond de 75.000 shillings. Dans le cas où des garanties collatérales, telles que, par exemple: des dépôts, des polices d'assurance, des cautions personnelles valides, etc. étaient fournies, le pourcentage du prêt pouvait aller jusqu'à 95% du coût de la construction.

Le taux d'intérêt sur ces opérations était fixé à 8,50% l'an, et augmenté à 9,5% au cas où la maison était vendue, et ce, avec l'autorisation de la PHFCT. Les maisons ainsi construites devaient être conformes à des normes de qualité déterminées qui étaient fixées par le Gouvernement central.

La durée de ces prêts variait entre 10 et 20 ans, elle dépendait d'une série de facteurs, parmi lesquels: l'âge du bénéficiaire, la date de sa mise à la retraite, la durée du titre d'occupation du terrain et l'ancienneté du bâtiment. Les prêts étaient évalués

(1) Dans les cas où le droit d'occupation avait une durée de 33 ans, le délai exigé après le dernier paiement était de quinze années.

habituellement de telle sorte que les versements mensuels ne soient pas supérieurs à 25% des revenus de l'emprunteur.

Le bénéficiaire était également redevable à la PHFCT des frais relatifs à l'évaluation des garanties offertes, dans une proportion fixée (1) à 300 shillings pour une maison déjà construite et à 450 shillings pour une maison à construire; il devait aussi payer les droits d'enregistrement concernant l'inscription de l'hypothèque.

Si l'on tient compte de ce que la plupart des prêts accordés étaient compris entre 50.000 et 60.000 shillings, on peut en déduire que la majeure partie des clients de la PHFCT percevait des revenus mensuels supérieurs à 2.000 shillings; en d'autres termes, les financements pour la construction de maisons d'habitation n'étaient accordés qu'à une fraction infinitésimale de la population.

Le second plan quinquennal chercha à remédier à ce défaut, en décrétant que la PHFCT devrait financer chaque année la construction d'au moins 400 maisons d'habitation d'un coût moyen inférieur, afin que des personnes ayant un revenu mensuel de 500 shillings environ puissent bénéficier d'un prêt.

Cette disposition marquait évidemment un progrès considérable sur la situation qui existait antérieurement, même si la population de la Tanzanie susceptible de jouir de revenus de 500 shillings par mois ne représentait pas plus de 10% de l'ensemble des habitants et si, en outre, elle était presque entièrement concentrée dans les zones urbaines.

Pour qu'il soit possible d'atteindre le but poursuivi par le plan, il fut décidé que la plupart des fonds seraient acheminés

(1) Pour les maisons dont la valeur était de 100.000 shillings uniquement ces frais d'évaluation s'élevaient à 450 et 650 shillings, respectivement.

par l'intermédiaire de la *National Housing Corporation*, afin d'aider à la réalisation des programmes de construction de logements préparés par cette société.

A dater de 1970, l'activité de la PHFCT fut donc considérablement modifiée en ce qui concerne le type de bénéficiaires de ses prêts, qui revêtirent surtout un caractère d'intérêt public. Le tableau 70 fait ressortir l'efficacité des mesures adoptées: en effet le montant des prêts augmente rapidement au point de dépasser le montant total des dépôts pendant le deuxième semestre de 1971.

4. FONDATION DE LA TANZANIA HOUSING BANK (THB)

La PHFCT cessa ses opérations le 31 décembre 1972 pour être remplacée le 1er janvier 1973 par la *Tanzania Housing Bank* (THB).

La nouvelle institution s'efforça de corriger les principales lacunes de la PHFCT, c'est-à-dire: le peu de financements en faveur de construction de logements à bon marché, la rigidité du mécanisme des garanties, la concentration de l'activité dans les régions urbaines et le rayon d'action restreint.

Selon certains, deux problèmes fondamentaux devaient être résolus: il fallait, d'une part, améliorer le système de planification concernant le secteur du bâtiment (1), en donnant la priorité à la construction d'habitations moins onéreuses (2), d'autre part, il fallait créer une institution pouvant opérer sur de plus vastes bases que la PHFCT du point de vue géographique comme de celui du rendement fonctionnel.

(1) J. LOXLEY, *The Domestic Finance of Development Projects in Tanzania*, *op. cit.*, page 31.

(2) M. A. BIENEFELD, *A Long-Term Housing Policy for Tanzania*, Economic Research Bureau Papers, n. 9, Dar es-Salam, 1970.

La loi organique de la THB a été approuvée par l'Assemblée Nationale le 16 novembre 1972. La THB est dotée d'un capital de 100 millions de shillings entièrement souscrit par le Gouvernement de la Tanzanie, toute participation étrangère à ce capital étant exclue. Les prêts ne peuvent excéder le triple du capital social versé auquel s'ajoutent les réserves.

On peut synthétiser comme suit les principaux objectifs de la Banque (1):

- a) mobiliser le cumul de l'épargne locale et les ressources financières destinées à l'expansion de la construction et provenant de l'étranger;
- b) collecter des dépôts d'épargne et à terme;
- c) promouvoir l'expansion de la construction de logements à usage d'habitation par l'octroi de prêts, l'assistance technique et financière, le soutien des plans du gouvernement et l'activité destinée à encourager les villages *ujamaa* et les coopératives;
- d) consentir des prêts pour construire des bâtiments à usage industriel et commercial;
- e) apporter son appui à la politique de l'Etat concernant la construction en ce qui a trait à sa compétence particulière; c'est-à-dire par la promotion d'un emploi plus rationnel des matériaux, l'édification de maisons adaptées aux nécessités locales, la réduction au minimum des coûts de construction, et ainsi de suite;
- f) éventuellement, gérer des fonds spéciaux qui seraient attribués en vue de parvenir à des objectifs déterminés;

(1) *The Tanzania Housing Bank Act*, n. 34 de 1972, article 4.

- g) exercer toute autre fonction qui lui sera attribuée par le Gouvernement ou le Ministre des Finances ou qui s'avère nécessaire pour atteindre les objectifs indiqués aux points précédents.

La THB effectue deux catégories d'opérations: ordinaires et spéciales. Les premières sont celles expressément prévues par la loi organique, les secondes sont celles financées par des fonds spéciaux.

Aux termes de la loi les opérations de la Banque doivent appliquer des principes bien déterminés.

- a) ne doivent être financés que des projets valides du point de vue technique et économique, et utiles du point de vue social;
- b) il faut tenir compte en octroyant les prêts de la capacité de remboursement et de paiement des intérêts;
- c) la Banque a la faculté de déterminer le type et la valeur des cautions à exiger en corrélation avec les opérations de prêt;
- d) les cautions offertes peuvent être aussi des garanties personnelles;
- e) la Banque est habilitée à organiser des contrôles appropriés sur la destination donnée réellement au montant du prêt reçu pour vérifier si les fonds ont servi au but pour lequel ils ont été fournis;
- f) la Banque a la faculté d'exiger du bénéficiaire qu'il communique toutes les données et informations qu'elle juge nécessaires et elle peut inspecter les écritures comptables;
- g) la Banque est tenue d'opérer en relations étroites avec les bureaux du gouvernement central et ceux de la périphérie, et avec les autorités locales.

D'après ce que nous venons d'exposer il est évident que la THB a fait des innovations considérables par comparaison avec les pratiques antérieures, elle a fourni un instrument plus souple et son champ d'activité a été plus vaste.

Il nous semble intéressant pour conclure ce paragraphe de faire une observation sur la structure qui vaut pour la PHFCT et, à plus forte raison, pour la THB. Si nous considérons les buts institutionnels et la sphère des opérations de ces deux organismes, il est hors de doute qu'on y peut retrouver les caractéristiques typiques des caisses d'épargne (1), même si ces qualités n'apparaissent pas dans leur désignation pour une série de motifs liés à leur historique.

5. FONCTIONS REMPLIES PAR LA NATIONAL HOUSING CORPORATION (NHC) DANS LE DOMAINE DE L'OCTROI DE CRÉDIT

Ainsi que nous l'avons vu, la *National Housing Corporation* commença ses opérations en 1963 en vue de faciliter la construction de maisons et autres bâtiments et de fournir une aide financière (2). Les tâches institutionnelles de la NHC consistent, outre la construction de maisons et la fourniture d'assistance technique, à accorder des prêts aux autorités locales pour le financement de programmes de construction d'habitations et aux particuliers pour l'achat du terrain et la construction de leurs maisons.

La NHC opère avec des fonds empruntés au Gouvernement et à des sources non étatiques, qui comprennent également les financements étrangers.

(1) Voir G. DELL'AMORE, *I sistemi bancari*, op. cit., page 272 et suivantes. A. MAURI, *Il contributo delle casse di risparmio alla mobilitazione del risparmio in Africa*, op. cit., page 217 et suivantes.

(2) Voir *The National Housing Corporation Act*, 1962.

Pendant la période du premier plan quinquennal l'activité relative à l'octroi des prêts se conforma à des programmes bien déterminés. La NHC opéra dans le cadre des *Roof Loan Schemes* et se consacra à la construction de maisons à louer ou à racheter, ainsi qu'à des programmes d'équipement sanitaire et d'assainissement dans le domaine de la construction. La faillite des *Roof Loan Schemes* rendit pratiquement négligeable l'intervention de la NHC dans le secteur rural. Son apport en faveur de la construction de logements pour la vente ou la location a été plus important: la NHC a souvent construit directement les maisons et s'est occupée également de la production de certains des matériaux utilisés. De nombreuses maisons de coût modéré et très faible ont été édifiées par elle ce qui a permis d'atteindre des couches de population beaucoup plus vastes que celles concernées par les activités de la PHFCT; cependant, on estime qu'au moins 80% des personnes appartenant aux catégories des employés de bureau ont été exclues de la plupart des projets (1) à l'exception de ceux dénommés *Slum Clearance Projects*.

Pendant le second plan quinquennal l'activité de construction a prédominé dans les fonctions de crédit. Le plan assigna comme objectif à la NHC de pourvoir à la construction de 2.000 habitations à bon marché par an, mais l'objectif en question était extrêmement difficile à atteindre: la NHC demanda des financements supplémentaires, ceux qui existaient étant insuffisants et ceux fournis par la PHFCT, trop onéreux. La NHC concentra ses efforts dans deux directions: favoriser la construction directe de maisons par les particuliers ou les associations, en leur fournissant l'assistance technique nécessaire, et promouvoir la création de *building societies* de type coopératif.

(1) H. H. BINHAMMER, *Financing Housing in Tanzania*, *op. cit.*, page 13.

Sans nul doute, le fait d'avoir créé la *Tanzania Housing Bank* entraînera une révision de l'activité de la NHC: il est probable que cette dernière se consacrera surtout aux activités de construction, tandis que les fonctions concernant le crédit perdront de leur importance, en tout cas une coordination et une collaboration entre les deux instituts s'imposera, particulièrement en ce qui a trait aux zones rurales.

Chapitre V

LA MOBILISATION DE L'ÉPARGNE

1. IMPORTANCE DE LA MOBILISATION DE L'ÉPARGNE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE TANZANIENNE

Dans tous les pays du tiers monde, pour parvenir à un plus haut degré de développement économique il faut absolument promouvoir des processus d'investissement présentant des caractéristiques quantitatives et qualitatives déterminées; en d'autres termes, la formation de capital est l'un des aspects exigeant les soins les plus attentifs et, au coeur de ce problème, il est hors de doute qu'une place prédominante est occupée par le cumul endogène, dérivant en dernière analyse de la propension à l'épargne dans le ménage (1).

En Tanzanie, comme ailleurs, la formation de l'épargne constitue un problème fondamental et, avant tout, sa mobilisation; il nous semble même que cet aspect y revêt une plus grande importance que dans les autres Pays puisqu'on cherche à poursuivre une politique tendant à diminuer progressivement sa dépendance vis-à-vis des capitaux étrangers, surtout depuis la « Déclaration d'Arusha ».

(1) Voir G. DELL'AMORE, Milan, 1972, pages 24, 26, 75 et suivantes; A. MAURI, *La promozione del risparmio nei Paesi in via di sviluppo*, op cit., page 5 et suivantes.

Cette orientation, exprimée par l'expression *self-reliance* pose comme condition une mobilisation des ressources humaines et matérielles à l'intérieur du Pays qui doit être portée à son maximum (1). Ainsi que nous l'avons déjà fait observer, le second plan quinquennal lui aussi insiste sur la nécessité d'améliorer le système d'acheminement de l'épargne vers le secteur public et para-étatique, par l'intermédiaire des institutions financières (2). Encore récemment le *Mwongozo* (3) a insisté sur l'importance de l'enseignement des habitudes d'épargne et de la lutte contre la thésaurisation.

S'il est aisé de rencontrer ces orientations dans les déclarations et les publications officielles, il n'est pas aussi facile de les voir se traduire dans la pratique de la politique économique et financière du Pays. Ainsi que nous le verrons, c'est précisément le secteur de la mobilisation de l'épargne qui se trouve à être l'un des points faibles de la structure financière de la Tanzanie, et c'est dans ce secteur que les interventions ont toujours été plutôt fragmentaires et dépourvues d'organicité.

Avant de procéder à une étude des institutions qui, aujourd'hui, ont pour mission de mobiliser l'épargne des ménages, il nous paraît opportun d'examiner brièvement le rôle de l'Etat dans la formation de l'épargne (4).

(1) *The Arusha Declaration and TANU Policy on Socialism and Self-Reliance*, Troisième Partie (*The Policy of Self-Reliance*).

(2) THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA, *Tanzania Second Five-Year Plan for Economic and Social Development*, *op. cit.*, page 216.

(3) « Le Parti a le devoir de faire comprendre aux populations qu'il est important de déposer leurs économies à la caisse commune, à la caisse d'épargne postale ou à la banque commerciale au lieu de les conserver sous forme de liquidités » (*TANU Guidelines 1971*).

(4) On ne dispose d'aucune statistique, même à titre indicatif, sur le volume des économies d'entreprise.

Un indice significatif est fourni par la valeur des financements transférés du budget courant du Trésor au budget de l'expansion: jusqu'en 1969 une tendance à l'augmentation a été enregistrée (de 4,2 millions de shillings en 1965/1966 elle est passée à 83,8 millions en 1968/1969), elle est due à de plus fortes rentrées fiscales et au resserrement des dépenses publiques, tandis que pendant les années qui ont suivi on a enregistré une baisse rapide, aboutissant à 0,6 millions en 1971/1972, provoqué essentiellement par l'augmentation des dépenses.

En ce qui concerne l'épargne des ménages, il est impossible de trouver des données statistiques globales. Nous pouvons, d'une manière générale, dire que cette épargne a été fort peu utilisée sur le marché des valeurs mobilières, alors qu'elle a été principalement orientée vers les institutions de crédit ou celles dont le rôle de collecter l'épargne dans des buts de prévoyance ou d'assurance.

Nous avons trouvé de nombreuses institutions de ce type et les avons présentées dans les chapitres précédents: la *National Bank of Commerce*, la *Tanzania Housing Bank*, la *Diamond Jubilee Investment Trust*, la *Workers' Development Corporation*, les coopératives de vente, les coopératives de crédit et d'épargne, et les villages *ujamaa*. Il nous reste à étudier les tâches de la Caisse d'épargne postale et celles des instituts de prévoyance ainsi que des compagnies d'assurances.

On ne saurait conclure ce paragraphe sans faire remarquer le nombre très élevé d'institutions se consacrant à la collecte de l'épargne: cette circonstance, dans ce cas, ne favorise pas la mobilisation capillaire comme on pourrait s'y attendre logiquement, mais il nous semble qu'elle provoque des duplications inutiles et des gaspillages de ressources, c'est pourquoi il serait à souhaiter que le système tout entier soit rationalisé.

2. RÔLE DE LA CAISSE D'ÉPARGNE POSTALE

La loi organique de la Caisse d'épargne postale sur le territoire du Tanganyika remonte à 1925 (1); en 1933, à la suite de la fusion des systèmes postaux et télégraphiques des trois pays de l'*East Africa*, les trois caisses d'épargne opérèrent sous un contrôle administratif unifié, bien que chacune d'elles continue à conserver une gestion séparée.

Le tableau 72 contient quelques statistiques sur l'activité de la *Tanganyika Post Office Savings Bank*. Ainsi qu'on peut le remarquer, le volume des dépôts n'a cessé d'augmenter presque sans interruption jusqu'en 1955, époque où il a atteint un maximum de 52 millions de shillings. Pendant les années qui suivirent, jusqu'en 1962 on a enregistré une baisse du volume des dépôts accompagnée d'un accroissement du nombre des déposants et d'une réduction du montant moyen pro-capite. Nous avons déjà eu l'occasion de décrire les causes de cet état de choses, en nous référant à tout le territoire de l'*East Africa* (2), nous ne croyons donc pas opportun de nous arrêter plus longtemps sur cette question.

L'objectif principal que se proposaient les autorités du Tanganyika grâce à la Caisse d'épargne postale était d'encourager la formation de l'épargne. La Caisse remplissait, toutefois, un grand nombre d'autres fonctions. Par exemple, à la fin de 1965, sur 110 guichets elle en avait au moins 75 situés dans des zones rurales où les guichets bancaires étaient encore rares; les bureaux de poste se substituaient alors à eux, en collectant l'épargne des ménages (75% des guichets ruraux enregistraient un excédent de

(1) *An Ordinance to Establish a Post Office Savings Bank*, n. 8, de 1925.

(2) Voir dans la première partie, le Chapitre trois, page 122 et 123.

TABLEAU 72

TANGANYIKA POST OFFICE SAVINGS BANK - 1950-1972

Années	A Nombre de déposants (milliers)	B Dépôts (en milliers de shillings)	C Retraits (en milliers de shillings)	D Différence C - B	E Volume au 31/12 (en mil- liers de shillings)	Rapport E/A
1950	59,5	13.810	10.834	2.976	35.692	600
1951	64,6	16.225	12.937	3.288	39.872	617
1952	69,4	15.594	13.633	1.961	42.913	618
1953	73,8	15.959	14.186	1.773	45.633	618
1954	79,0	16.234	14.737	1.495	48.208	610
1955	86,2	18.949	16.239	2.709	52.107	604
1956	91,8	16.858	19.560	— 2.703	50.604	551
1957	99,6	15.681	20.075	— 4.394	47.358	475
1958	108,5	14.500	18.409	— 3.909	44.507	410
1959	119,2	15.492	17.209	— 1.716	43.823	368
1960	128,1	14.288	26.259	— 11.972	32.721	255
1961	139,8	15.363	18.663	— 3.300	30.131	216
1962	152,2	17.599	17.182	418	31.239	205
1963	165,6	17.670	17.112	558	32.517	196
1964	176,9	17.807	17.138	669	33.932	192
1965	188,4	16.176	17.359	— 1.182	33.509	178
1966	200,7	17.038	16.245	792	35.076	174
1967	225,6	17.478	17.737	— 259	35.612	157
1968	242,5	20.614	19.055	1.559	38.007	157
1969	257,7	22.253	20.014	2.239	41.266	160
1970	273,0	26.459	22.016	4.443	45.648	167
1971	284,0	28.197	26.057	2.140	48.969	172
1972	299,0	32.489	28.368	4.121	53.993	181

SOURCE: EAST AFRICAN POST AND TELECOMMUNICATIONS CORPORATION, *Report on the Tanganyika Post Office Savings Bank*, de plusieurs années et BANK OF TANZANIA, *Economic Bulletin*, mars 1973.

dépôts par rapport aux retraits), en conservant en sécurité les encaisses monétaires disponibles de la population, en assurant le service de transfert des fonds d'un endroit à l'autre.

Les dépôts sont garantis par le Gouvernement et le Trésor est tenu d'intervenir pour combler les déficits éventuels et remédier aux difficultés d'ordre financier; jusqu'en 1953 ses interventions ont eu lieu pratiquement sans interruption.

Les intérêts actifs des investissements constituent la principale source de revenu de la Caisse. Les critères adoptés pour la politique des emplois ont alimenté un drainage de fonds considérable du Tanganyika vers la Grande-Bretagne: jusqu'en 1965 la plupart des emplois étaient faits en titres britanniques ou en titres des autres Pays du *Commonwealth*; entre octobre 1965 et janvier 1966, toutefois, des titres ont été vendus pour une valeur totale de 17 millions de shillings. Bien que la Caisse ait subi une perte de capital de 4,8 millions de shillings à la suite de cette opération, elle se trouva alors dans une situation lui permettant d'accroître considérablement ses revenus, parce qu'elle effectua de nouveaux investissements dans des activités locales qui se révélèrent bien plus rentables.

A la fin de 1967, le solde global de l'actif subit une réduction d'environ 4,4 millions de shillings due à une baisse du cours des titres de son portefeuille et aux conséquences de la dévaluation de la livre sterling.

La Caisse verse à ses déposants un intérêt qui a été de 2,5% jusqu'en avril 1969 et de 3% ensuite. Pour compenser les frais de gestion une commission de 75 centimes est perçue sur chacune des opérations, qu'elle soit active ou passive.

Le siège central de la Caisse d'épargne dessert tout l'*East Africa*, il était situé à Nairobi jusqu'en 1970 et a été transféré cette année là à Dar es-Salam, à la suite d'une décentralisation des trois Caisses. Etant donné que la gestion de la Caisse n'a jamais donné de résultats particulièrement satisfaisants, de nom-

breuses suggestions ont été présentées au cours des années, sur la base d'études faites par des experts (1) dans le but de réduire les coûts et d'améliorer l'efficacité opérationnelle. Il a été recommandé, en particulier:

- a) de fixer une valeur minimum exigée pour pouvoir ouvrir un compte;
- b) d'interdire le retrait des fonds déposés tant que le compte n'a pas atteint un solde moyen annuel minimum;
- c) de fixer un minimum pour les sommes prélevées;
- d) d'exiger un solde minimum pour que le compte puisse rester ouvert.

Dans les discours de présentation des budgets de 1966 et de 1968, le Ministre des Finances a répété son intention d'adopter de nouvelles normes de fonctionnement pour la Caisse d'épargne (2) mais aucune modification ne fut apportée avant le 10 avril 1969 date à laquelle on fixa un versement minimum de 20 shillings pour pouvoir ouvrir un compte, et un montant de 10 shillings pour effectuer un prélèvement, alors que le solde du compte devait être au minimum de 20 shillings.

Nous pouvons donc conclure en affirmant que le rôle de la Caisse d'épargne postale dans le complexe du système de crédit de la Tanzanie est plutôt marginal en ce qui concerne la collecte

(1) G. CLAYTON - A. R. ROE, *Capital Mobilization and Economic Development in Tanzania*, Report to the Government of Tanzania, 1966; R. VON KIRCHENHEIM, *The Post Office Savings Bank of Kenya and the National Savings Movement*, Report to the Government of Kenya, 1965.

(2) *Speech by the Hon. The Minister for Finance Introducing the Estimates of Revenue and Expenditure 1966/1967 to the National Assembly on 18th June, 1966. Speech by the Hon. The Minister for Finance Introducing the Estimates of Revenue and Expenditure 1968/1969 to the National Assembly on 18th June, 1968,*

de dépôts (1) et il est probable qu'il le sera de plus en plus à l'avenir. En fait, l'expansion de l'articulation territoriale de la *National Bank of Commerce*, comme la croissance d'autres institutions financières, constituent pour la Caisse postale une concurrence presque impossible à combattre. Après le transfert de son siège à Dar es-Salam il semble que la Caisse poursuive une politique plus agressive, mais il paraît bien difficile que les dépôts augmentent dans des proportions telles que son rôle puisse devenir significatif dans le cadre des institutions financières du Pays.

Il nous semble, toutefois, que l'on puisse utilement réviser la fonction de la Caisse en effectuant une rationalisation du système de collecte et de mobilisation de l'épargne (2). Sans aucun doute ce système présente de sérieuses lacunes du fait de la fragmentation excessive des institutions existantes: il serait donc souhaitable de créer une institution unique qui regrouperait les tâches accomplies actuellement par la NBC, le *Diamond Jubilee* et la Caisse d'épargne postale, en utilisant le réseau de guichets de l'administration des postes bien plus étendu que celui de la NBC, dans les campagnes surtout, et qui établirait une liaison avec les coopératives et les villages *ujamaa* dont l'intermédiation pourrait être d'une grande utilité.

Par contre, il ne nous paraît pas opportun de voir la nouvelle institution incorporer également les dépôts d'épargne de la *Tanzania Housing Bank*: cette institution a été créée trop récemment pour que l'on puisse songer à en modifier de nouveau la struc-

(1) En 1967, les dépôts de la caisse d'épargne postale représentaient 1,7% du montant total des dépôts de tous genres détenus par le système bancaire, et 4,2% des dépôts d'épargne. En 1972, ces pourcentages sont passés, respectivement à: 1,3% et à 2,6 pour cent.

(2) Pour connaître ces critères voir: A. MAURI, *La promozione del risparmio nei Paesi in via di sviluppo*, op. cit., page 23 et suivantes.

ture, en outre, elle opère déjà, en fait, conformément aux critères d'une caisse d'épargne même si son champ d'action est limité au secteur de la construction.

Une rationalisation comme celle que nous venons de décrire ne nous semble pas non plus en contradiction avec les principes socialistes dont s'inspire le Pays: en réalité, les déclarations officielles comme les plans économiques ont bien souvent souligné l'importance de la mobilisation de l'épargne des ménages et, d'ailleurs, presque tous les pays à économie collectiviste ont des caisses d'épargne, bien qu'elles ne puissent être absolument comparables à celles des pays à économie capitaliste.

Il serait important, néanmoins, que la nouvelle institution n'effectue pas tous ses emplois sous forme de titres émis par l'Etat pour utiliser toutes les ressources financières collectées, mais qu'elle comble une lacune du système de crédit actuel sous l'angle des investissements, c'est-à-dire qu'elle finance des entreprises de petite et moyenne importance et qu'elle utilise les fonds recueillis dans la mesure du possible au bénéfice des communautés qui les ont épargnés. Au lieu de financer le Gouvernement central, il nous semble qu'une partie des emplois pourrait aller aux autorités locales, et surtout aux *District Development Corporations*, contribuant ainsi à réaliser les tendances à la décentralisation qui, d'ores et déjà, caractérisent la politique économique de la Tanzanie depuis le *Mwongozo*.

3. INSTITUTS DE PRÉVOYANCE. ACTIVITÉ DU NATIONAL PROVIDENT FUND

On trouve actuellement quatre types d'instituts de prévoyance en Tanzanie: certains sont des instituts privés, d'autres dépendent des autorités locales et deux sont du Gouvernement

comme le *Government Employees Provident Fund* ayant une nature sociale et le *National Provident Fund* avec un champ d'action plus généralisé.

A la fin de l'année 1972 les instituts dépendant des autorités locales disposaient d'un actif atteignant un peu moins de 100 millions de shillings, dont 75% environ étaient investis en titres d'Etat et le solde conservé en dépôt dans des banques.

En ce qui concerne le *Government Employees Fund*, les dernières statistiques disponibles remontent à 1967: à cette époque son actif s'élevait à 27 millions de shillings environ, et la presque totalité en était investie en titres d'Etat. On ne dispose d'aucune information sur l'activité des instituts privés.

L'institution la plus importante est d'ailleurs le *National Provident Fund* (NPF). Il commença ses opérations le 1er mars 1965 et depuis 1968 tous les employeurs sont tenus d'y contribuer s'ils ont sous leur dépendance plus de trois personnes. Les cotisations sont versées par l'employeur et par son personnel, elles sont portées au crédit de comptes ouverts à leur nom et capitalisées à la fin de chaque année dans la proportion de 3,5% (jusqu'en 1969 le taux n'était que de 2,5 pour cent).

Les sommes déposées sont restituées aux membres du Fonds au moment où ils prennent leur retraite, ou en cas d'invalidité, de maladie, de cessation du rapport de travail par suite de mariage ou d'émigration.

Pendant ses deux premières années d'activité le NPF enregistra des pertes d'exercice considérables, plus que largement compensées ensuite par les bénéfices obtenus. Ainsi que le fait ressortir le tableau 73, de 1965 à 1972 d'énormes progrès ont été accomplis en ce qui concerne le nombre des membres du Fonds comme en ce qui a trait au montant total des cotisations reçues et des investissements effectués.

TABLEAU 73

ACTIVITE DU NATIONAL PROVIDENT FUND - 1965-1972

Années (au 30 juin)	Nombre d'em- plo- yeurs en mil- liers	Nombre de per- sonnes emplo- yées en mil- liers	Entrées (en millions de shillings)			Sorties (en millions de shillings)			
			Cotisa- tions	Reve- nus des inves- tisse- ments	Total	Inves- tisse- ments	Coûts de gestion	Paie- ments	Total
1965	1,1	134,0	1,0	—	1,0	—	0,5	—	0,5
1966	2,1	236,4	35,6	0,7	36,3	33,8	2,1	0,2	36,1
1967	2,4	308,7	49,0	3,4	52,4	48,3	3,0	0,7	52,0
1968	4,0	363,7	48,6	7,4	56,0	51,0	2,2	2,4	55,6
1969	5,8	411,0	49,5	10,2	59,7	50,3	2,7	6,6	59,6
1970	6,7	471,1	61,3	14,3	75,6	60,3	3,2	9,0	75,5
1971	7,5	538,3	66,5	15,7	82,2	65,6	4,3	13,9	83,8
1972	8,2	603,7	73,0	20,0	93,0	72,0	5,0	16,0	93,0

SOURCE: THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA, *The Economic Survey and Annual Plan 1970/1971* et *The Economic Survey 1971/1972*.

Aujourd'hui, les emplois du NPF s'élèvent à 72 millions de shillings, en titres d'Etat et en actions d'organismes para-étatiques.

4. LES COMPAGNIES D'ASSURANCES. LA NATIONAL INSURANCE COMPANY

Avant 1967, il y avait en Tanzanie 29 compagnies d'assurances vie, et 75 assurances-accidents, dont une seulement avait un caractère national (1), la *National Insurance Company*.

La NIC avait été fondée en 1963: son capital était souscrit dans la mesure de 51% par le Trésor et pour le reste par diverses compagnies d'assurances et de ré-assurances.

(1) M. SELSJORD, *Credit Market Statistics Manual for Tanzania*, East African Statistical Department, Nairobi, 1967, Appendice 3.

En 1967, le Trésor acheta toutes les actions de ces compagnies et la NIC devint l'unique compagnie d'assurances opérant dans le Pays (1). Les autres sociétés furent autorisées à continuer à percevoir les primes concernant les polices existantes, mais la faculté de déterminer le pourcentage minimum à investir en activités locales fut consentie au Trésor.

La nationalisation du système des assurances était due essentiellement à la nécessité de garantir que les ressources financières collectées par son intermédiaire seraient investies à l'intérieur même du Pays dans une large proportion, suivant une échelle de priorité fixée par le Gouvernement, et que de ce fait les inconvénients du système antérieur seraient éliminés (2).

L'activité de la NIC est importante, non seulement du point de vue des services rendus à la population en ce qui a trait aux assurances, mais aussi de celui de la mobilisation de l'épargne des ménages: ceci s'applique surtout à la branche vie et aux polices qui prévoient des versements échelonnés et des prestations différées dans le temps.

Le quota destiné aux investissements dépend à la fois du montant des primes encaissées et de la politique adoptée en ce qui concerne les ré-assurances. Immédiatement après la nationalisation, la NIC recourut largement aux ré-assurances effectuées auprès de compagnies étrangères, et ceci entraîna de grosses pertes de devises; au cours des années suivantes, toutefois, le phénomène fut redimensionné du fait que la NIC parvint à améliorer ses propres modalités opérationnelles, grâce à l'expérience acquise, et que la possibilité de fonder un institut de ré-assurances sur une base africaine fut également envisagée.

(1) Voir *Insurance (Vesting of Interest and Regulation) Act*, n. 4, de 1967.

(2) Voir ci-dessus, première partie, troisième chapitre, page 114 et suivantes.

Quand bien même on ne puisse considérer l'activité de la NIC comme tout-à-fait satisfaisante, il est indéniable que des progrès considérables ont été accomplis, même sous l'angle de la diminution des coûts de gestion, qui sont passés de 80,24% de la valeur des primes en 1967 à 26,7% en 1970, ainsi que de l'amélioration du niveau de qualification du personnel, de la préparation de tables démographiques, qui faisaient absolument défaut, et de l'obtention de modestes bénéfices d'exercice (1).

En ce qui concerne la politique des investissements, il convient de remarquer, avant tout, le pourcentage modeste du fonds de caisse qui s'explique par le fait qu'une compagnie entièrement publique peut se permettre, tout en ne s'écartant pas des critères de prudence obligatoires, une plus grande flexibilité en matière d'emplois, que ne le pourraient des institutions privées de même nature, puisqu'à tout moment elle a la possibilité de recourir aux financements du système bancaire pour faire face à des déséquilibres temporaires de liquidité.

Les investissements de la NIC sont, pour la plupart, effectués en titres d'Etat; le reste comprend: des prêts hypothécaires pour la construction d'immeubles à usage d'habitation, ou destinés à l'industrie et au commerce, des actions et obligations présentant toutes les garanties voulues de solidité, des dépôts à court terme, et des prêts sur les polices d'assurances. Les bénéficiaires de polices d'assurances ont, en effet, la faculté, trois ans après la stipulation de leur police, d'obtenir des prêts, ne dépassant pas habituellement 90% de la valeur de rachat. Le nombre de ces prêts a augmenté rapidement ces dernières années et ces prêts représentent l'une des sources les plus importantes de crédits qui ne soient pas basés sur

(1) J. LOXLEY, *Structural Change in the Monetary System of Tanzania*, op. cit., pages 197-198.

des cautions réelles; l'expansion qu'ils ont prise dépend de la disponibilité de sources de crédit alternatives. C'est pourquoi, la *Bank of Tanzania* s'est rendue compte qu'il fallait réglementer la politique des prêts de la NIC, aussi a-t-elle inclus à cet effet la compagnie parmi celles assujetties à son contrôle, comme il est spécifié dans l'article 50 de la loi organique (1).

Au 30 septembre 1971, la NIC avait stipulé 16.290 polices d'assurances pour la branche vie (12.941 en 1970) et opérait avec 200 agences, soit 13 de plus que l'année d'avant. Les primes encaissées s'élevaient à 64,9 millions de shillings (contre 58,3 en 1970); les indemnités versées s'élevaient à 30,3 millions et les investissements en titres d'Etat, les prêts et projets dans le secteur immobilier avaient atteint une valeur globale de 103,5 millions, soit une augmentation de plus de 30 millions par rapport à l'exercice précédent.

(1) Voir ci-dessus, deuxième partie, premier chapitre, page 165.

CONCLUSIONS

Après avoir suivi l'évolution du système bancaire de la Tanzanie, de la période coloniale à l'obtention de l'indépendance, nous avons ensuite, au cours des chapitres précédents, cherché des solutions originales et susceptibles de favoriser la poursuite du développement économique et social; il nous paraît opportun de tenter de faire l'évaluation du sens des transformations profondes survenues pendant la dernière décennie et d'en présenter la synthèse; nous observerons ensuite les caractéristiques fondamentales du système actuel et les problèmes qui restent encore à résoudre et devront l'être définitivement dans un proche avenir.

Au moment où elle devint indépendante, en 1961, la Tanzanie hérita d'une structure du crédit présentant de sérieuses lacunes sous bien des aspects et tout-à-fait inadéquates à actionner un mécanisme de développement ou à fournir un instrument pour la politique d'expansion sociale que cette Nation désirait adopter.

Bien que très articulé et évolué en comparaison avec celui des autres pays, le système existant à l'époque coloniale était organisé de manière à constituer un appendice de celui de la Grande-Bretagne: cette configuration avait très souvent favorisé le drainage de ressources financières appartenant à la Tanzanie vers les autres Pays de l'*East Africa* et, surtout vers Londres, soit au moyen du système d'investissement des réserves de l'*East African Currency Board*, soit par un drainage direct des fonds effectué par les *expatriate*

banks, par la Caisse d'épargne postale, au moins jusqu'en 1950, enfin par les compagnies d'assurances et les *building societies*. Ainsi que nous l'avons vu, une fuite de capitaux particulièrement significative eut lieu vers 1960, elle concorda avec le moment où le Pays allait obtenir son indépendance politique. En tous cas, même si aucun exode financier vers d'autres pays ne se produisit, mais au contraire parfois, un mouvement de signe opposé, comme ce fut le cas pour la politique adoptée par les banques commerciales à partir de 1950, ceci constitua toujours une forme de dépendance financière du Pays à l'égard de l'étranger, et entraîna souvent des coûts économiques élevés; d'une manière générale, d'ailleurs, les sorties de fonds ont toujours dépassé en volume les rentrées, si l'on prend en considération le système financier et celui du crédit dans sa totalité.

D'autres critiques importantes concernent les modalités opérationnelles du système bancaire à l'intérieur du Pays: rappelons seulement la politique constamment déflationniste adoptée par le *Currency Board*, la faible diffusion des guichets bancaires dans les zones rurales et l'éloignement où fut tenue la population africaine, enfin l'étroitesse du domaine d'activité des *expatriate banks*, qui en faisait essentiellement des institutions au service de la population que l'on désignait sous le nom de « *expatriate community* ». Certes, il se trouvait également des aspects positifs, comme le développement considérable des infrastructures financières, si on le compare à celui d'autres pays, et leur grande solidité et stabilité: ces avantages étaient, toutefois, compensés par le faible taux de croissance du Pays.

C'est pourquoi, à partir de 1961, un processus d'évolution des structures de crédit fut instauré, lent au début, puis de plus en plus rapide à dater de 1966: sans aucun doute il n'y a pas d'autre

secteur de l'économie tanzanienne qui ait subi des transformations aussi rapides et aussi radicales.

Une première tentative a été faite en 1961 dans le secteur du crédit agricole lorsque fut créée la *Agricultural Credit Agency* et d'importantes innovations eurent lieu en 1962-1964 dans le domaine des financements en faveur de l'activité industrielle avec la *Tanganyika Development Finance Company* et surtout avec la *National Development Corporation*, en 1963 on fonda la *National Housing Corporation*, qui jouait un rôle dans le domaine du crédit, en 1964 enfin, une restructuration générale du secteur des financements agricoles eut lieu lorsque fut créée la *National Co-operative and Development Bank*, suivie de la *National Co-operative Bank* et de la *National Development Credit Agency*. Jusqu'à ce moment-là, le caractère des innovations successives était bien délimité: il s'agissait de réorganiser le secteur du crédit, en s'efforçant d'éliminer les obstacles s'opposant au démarrage d'un processus de développement économique et en encourageant, par conséquent, l'octroi de crédits aux deux secteurs les plus importants du point de vue stratégique, c'est-à-dire celui de l'agriculture et celui de l'industrie, sans pour cela discuter véritablement sur la valeur de la structure reçue en héritage de l'époque coloniale.

A cet égard, en 1966 et en 1967, un changement d'une importance fondamentale fut effectué, et ces deux années marquèrent le début d'une seconde période dans la politique bancaire et dans celle du crédit en Tanzanie; cette période fut caractérisée par les tentatives faites pour parvenir à une pleine indépendance englobant le système monétaire et financier alors que, simultanément, était inaugurée une politique effective et autonome de progrès dans le domaine social.

La fondation de la *Bank of Tanzania* en 1966 marqua le début de cette nouvelle phase, du fait qu'elle sanctionna la rupture de

l'union monétaire de l'*East Africa*, mais aussi qu'elle commença à démontrer que les projets d'union économique étaient irréalisables et qu'elle encouragea dans les trois pays la mise en oeuvre de solutions « nationales ». Si, d'une part, cette circonstance fut certainement négative, puisqu'elle représenta pour l'*East Africa* la perte d'une grande chance, il est hors de doute que, d'autre part elle favorisa en Tanzanie les efforts en vue de la poursuite d'une politique économique et d'une politique de crédit d'un caractère plus original et plus efficace.

La « Déclaration d'Arusha », ainsi que les mesures de nationalisation des banques commerciales et la création de la *National Bank of Commerce*, en 1967, représenta le premier pas vers la réalisation concrète d'une politique économique d'un type nouveau: sans aucun doute, elle marque le début d'un lent acheminement, qui n'est pas encore terminé, vers une mutation radicale de la conformation de l'économie tanzanienne.

Il faut faire rentrer dans ce cadre les interventions relatives aux structures qui eurent lieu pendant les années suivantes et dont le principal objectif était de parvenir à un plus haut degré de spécialisation fonctionnelle ainsi qu'à rationaliser les critères de gestion dans les divers secteurs: en 1968 la *Permanent Housing Finance Company* fut créée, ce fut le tour ensuite de la *Tanzania Investment Bank* en 1970, de la *Tanzania Rural Development Bank* en 1971, et en 1973 de la *National Housing Bank* qui prit la place de la *Permanent Housing Finance Company*.

L'innovation la plus significative reste, néanmoins, et sans aucun doute, l'introduction de plans annuels de crédit en 1971, elle fut déterminée par la nécessité d'adopter de nouvelles mesures pour sauvegarder le pouvoir d'achat du shilling à l'intérieur du pays comme à l'extérieur, mais elle fut certainement destinée à avoir des conséquences très importantes par la suite, puisqu'elle

représente un perfectionnement substantiel des processus de planification, susceptibles d'aboutir, grâce à l'amélioration des relevés statistiques, à la rédaction de tableaux et de programmes concernant les mouvements de fonds dans le Pays.

Il résulte de ce processus de transformation en profondeur des structures et des fonctions que nous venons de rappeler que la Tanzanie apparaît aujourd'hui comme une nation dotée d'un système de crédit remarquablement solide et efficient, bien articulé du point de vue institutionnel et territorial, et possédant un très haut degré de spécialisation fonctionnelle; il s'agit sans aucun doute d'une structure modelée sur les besoins de la situation tanzanienne dont la souplesse est suffisante pour lui permettre de s'adapter à l'évolution progressive du Pays.

On ne saurait dissimuler, cependant, les limites et les lacunes d'un système ainsi établi, dont les responsables de la politique monétaire et de celle du crédit en Tanzanie sont, d'ailleurs, bien conscients.

Le secteur des banques commerciales, par exemple, requiert encore une plus vaste articulation territoriale dans les zones rurales, et pose le problème d'une expansion ultérieure des emplois, surtout en faveur des entreprises de petite et moyenne importance, et exige également des améliorations dans le degré de rationalisation des techniques opérationnelles et dans l'efficience du personnel: ce dernier problème est commun aux autres institutions financières, du reste il est considérable dans l'ensemble des Pays d'Afrique.

En ce qui concerne le crédit agricole et celui à la construction les efforts accomplis sont encore trop récents pour qu'on en puisse évaluer les résultats: un fait certain d'ailleurs est que la *Tanzania Rural Development Bank* et la *Tanzania Housing Bank* ont été créées en se basant sur l'expérience acquise en ce qui concerne les limites et les lacunes des systèmes antérieurs: pour la TRDB il

fallait réaliser une intervention sur une plus vaste échelle que celle de ses prédécesseurs, englobant dans sa totalité toute la période de croissance des campagnes et en insistant particulièrement sur l'expansion des villages *ujamaa* et sur l'assistance technique et économique à fournir; pour la THB le problème fondamental à résoudre est celui de devenir un instrument financier flexible au service d'une politique sociale de l'habitat dans les villes et dans les zones rurales.

Dans le secteur du crédit à l'industrie, où il est déjà possible d'établir un premier bilan des activités de la *Tanzania Investment Bank*, on peut constater la nécessité de promouvoir des projets de développement et d'en encourager la réalisation à l'aide de structures d'assistance technique adéquates.

Dans l'ensemble, nous sommes donc à même d'affirmer que le système du crédit en Tanzanie se situe aujourd'hui dans une phase d'élimination progressive du reliquat de son héritage colonial même s'il existe encore des contradictions bien nettes (par exemple: la présence d'institutions étrangères, ou de celles du type de la *Karadha Company* et de la *Tanzania Finance Company*) même encore si les efforts de ce système sont rendus particulièrement ardu par les conditions de sous-développement économique du Pays, ce dernier a donc besoin d'un système de crédit qui ne soit pas uniquement nationalisé dans sa forme, mais qui présente aussi des caractères réalistes susceptibles d'apporter une contribution valide au développement de la Tanzanie.

Il nous apparaît, d'ailleurs, que les deux principaux problèmes à résoudre actuellement soient celui de l'amélioration de l'efficacité opérationnelle du système et celui de la réorganisation des instituts chargés de la collecte de l'épargne des ménages, ainsi que nous l'avons affirmé dans le dernier chapitre de cet ouvrage.

On ne saurait négliger, toutefois, l'existence d'un problème essentiel, qui domine ce que nous avons exposé jusqu'à maintenant: sans aucun doute le système de crédit tanzanien peut encore être considéré, sous certains aspects, comme inspiré des principes typiques de l'époque coloniale, dans un contexte économique où, réciproquement, ces éléments sont en voie de disparition, parallèlement à la diffusion d'institutions publiques et de coopératives.

Il s'ensuit que les efforts des responsables de la politique monétaire et de celle du crédit dans ce Pays, ne pourront se limiter à éliminer les défauts que nous avons constatés et à effectuer les rationalisations et améliorations nécessaires, mais si la Tanzanie choisit de suivre effectivement et jusqu'au bout une politique de progrès social et de pleine indépendance économique qu'elle a instaurée, elle ne pourra faire autrement que d'éliminer peu à peu les contradictions qui existent encore dans la structure du crédit et de renforcer les instruments de planification dans le domaine des finances et du crédit.

Ainsi que nous l'avons fait remarquer, la Tanzanie a accompli des progrès considérables en matière de préparation de ses plans financiers, bien que tout le secteur para-étatique en soit resté pratiquement exclu. La principale lacune est celle de l'absence d'une définition nette des stratégies du développement économique à long terme du Pays, et en conséquence de la contribution précise que doit apporter la planification financière (1).

Indubitablement la Tanzanie a progressivement organisé depuis son indépendance un mécanisme efficient de planification financière à court terme, et de grande progrès ont été accomplis dans le processus d'élimination graduelle des plus importants exodes

(1) Voir J. LOXLEY, *Financial Planning and Control in Tanzania*, op. cit., page 51 et pages 69-71.

de capitaux du pays, ces derniers ayant été acheminés vers des initiatives en faveur du développement. Depuis la « Déclaration d'Arusha » la croissance du secteur public de l'économie a rendu plus urgente la nécessité de créer un système de planification qui ne contienne pas simplement des indications, étant donnée la carence des directives contenues dans le deuxième plan quinquennal, la dégradation de la situation économique interne et la situation des comptes avec l'étranger. L'élément qui a, jusqu'à présent, empêché d'obtenir des résultats véritablement satisfaisants a été l'absence de stratégies bien définies à long terme, ainsi que nous l'avons déjà mentionné, de même qu'une préparation et une évaluation inadéquates des projets d'expansion, enfin la structure des finances publiques au niveau central et local, et ainsi de suite.

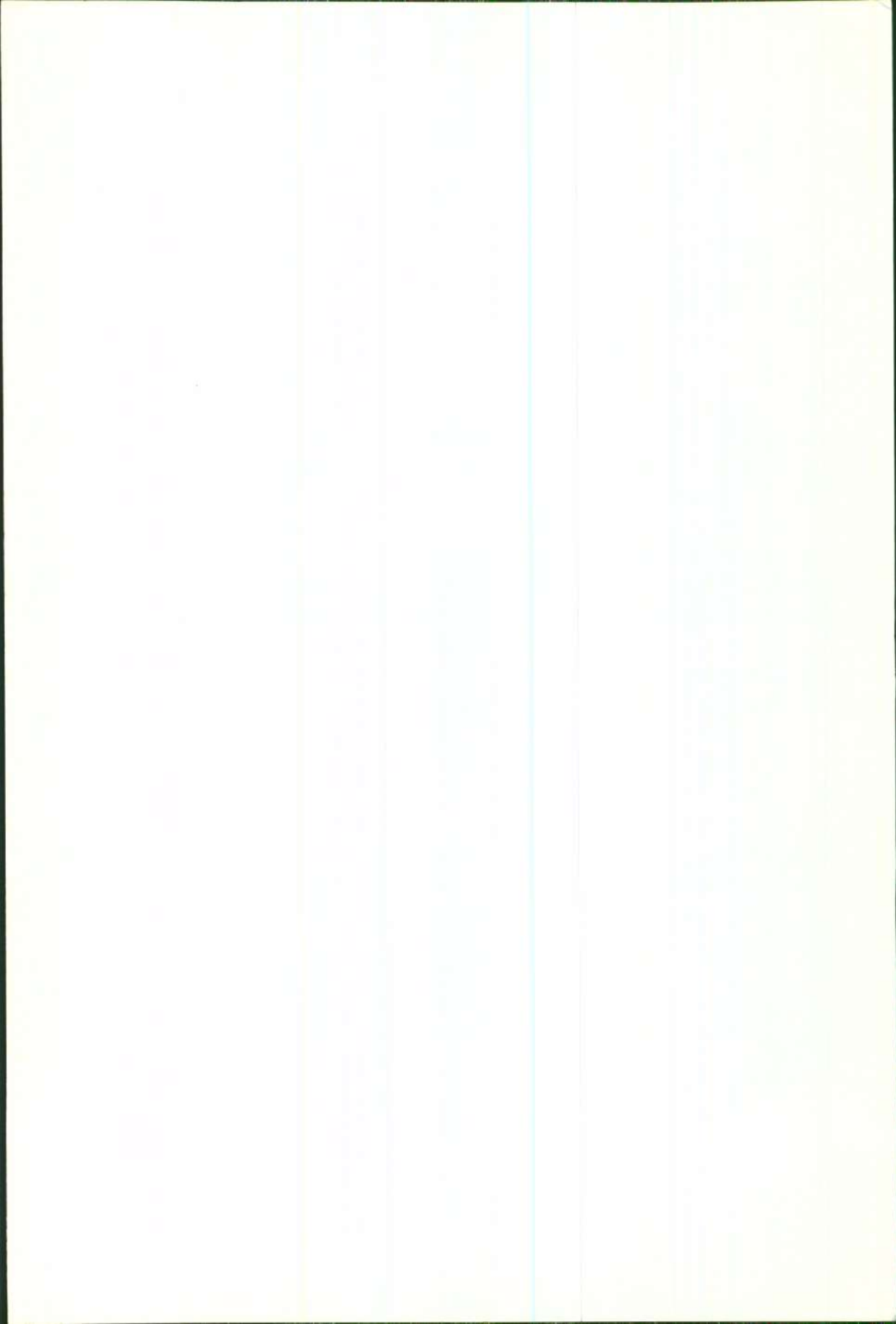
On peut synthétiser comme suit les quatre problèmes les plus importants dont la solution nous paraît indispensable pour que des progrès durables puissent être accomplis ultérieurement:

- a) définir avec une plus grande précision les stratégies d'expansion du Pays, en se référant particulièrement au secteur parastatique, dans lequel on devrait s'efforcer de parvenir à dresser des plans de production réalistes ayant des objectifs auxquels on donnerait même une expression matérielle, en vue de donner à la rédaction de plans financiers qui suivra plus de solidité et de raison d'être;
- b) améliorer les moyens de collecte et les procédés d'élaboration de données statistiques, afin de fournir une base de connaissances adéquates pour établir les plans à court, moyen et long terme;
- c) réaliser le plus haut degré possible de décentralisation institutionnelle dans le secteur de la planification de l'économie pour assurer aux entreprises dirigées par le secteur public une cer-

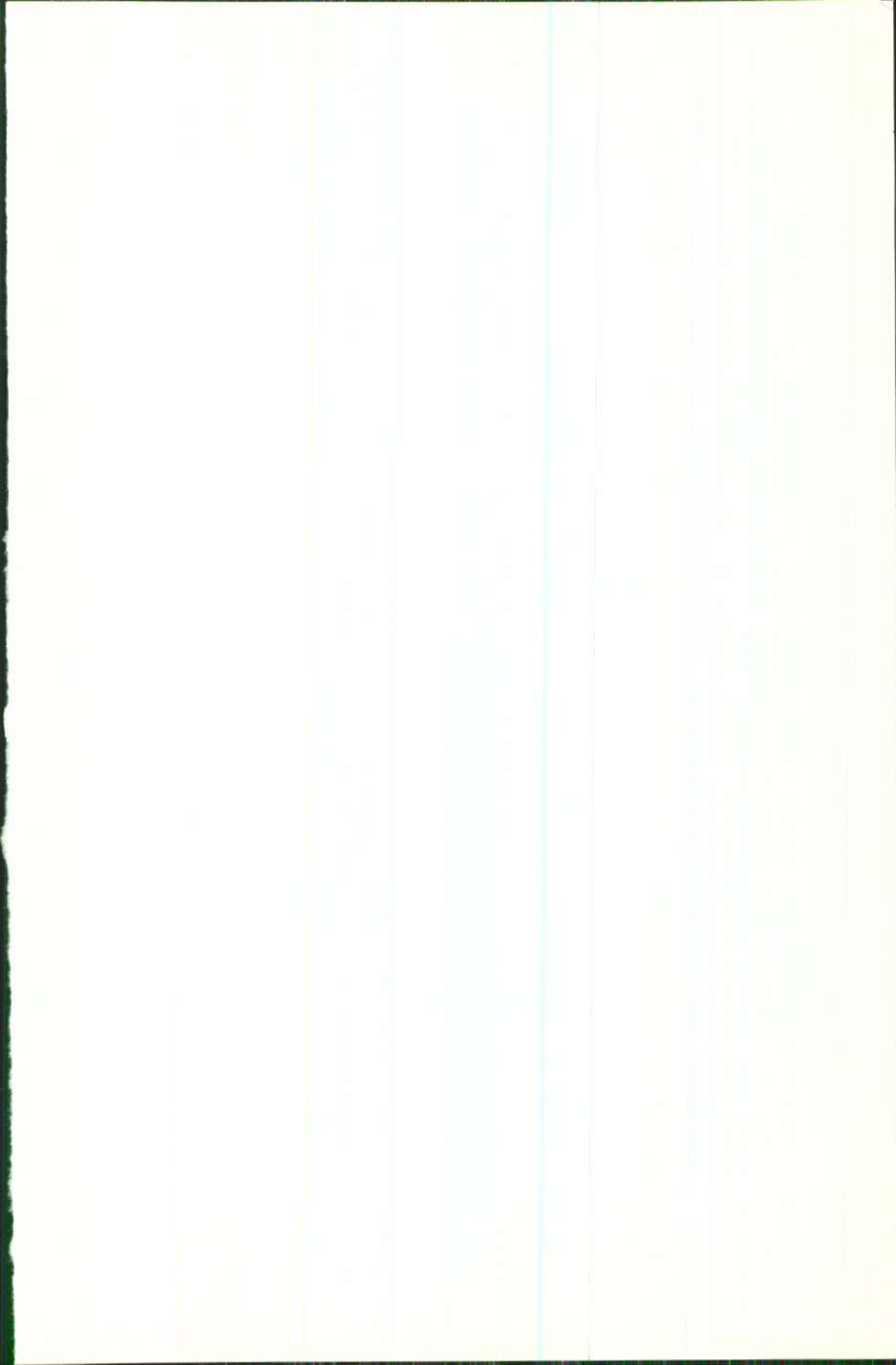
taine marge discrétionnaire, tout en demeurant dans les limites de stratégies d'expansion du Pays bien précises; également pour donner au secteur coopératif des possibilités de développement bien ordonnancées, en renforçant au maximum le potentiel de la capacité créative et humaine de la population;

- d) réaliser également une décentralisation sur le plan géographique, afin que les stratégies d'expansion du Pays adhèrent le plus possible aux nécessités objectives, et puissent éliminer ou diminuer les déséquilibres de nature territoriale.

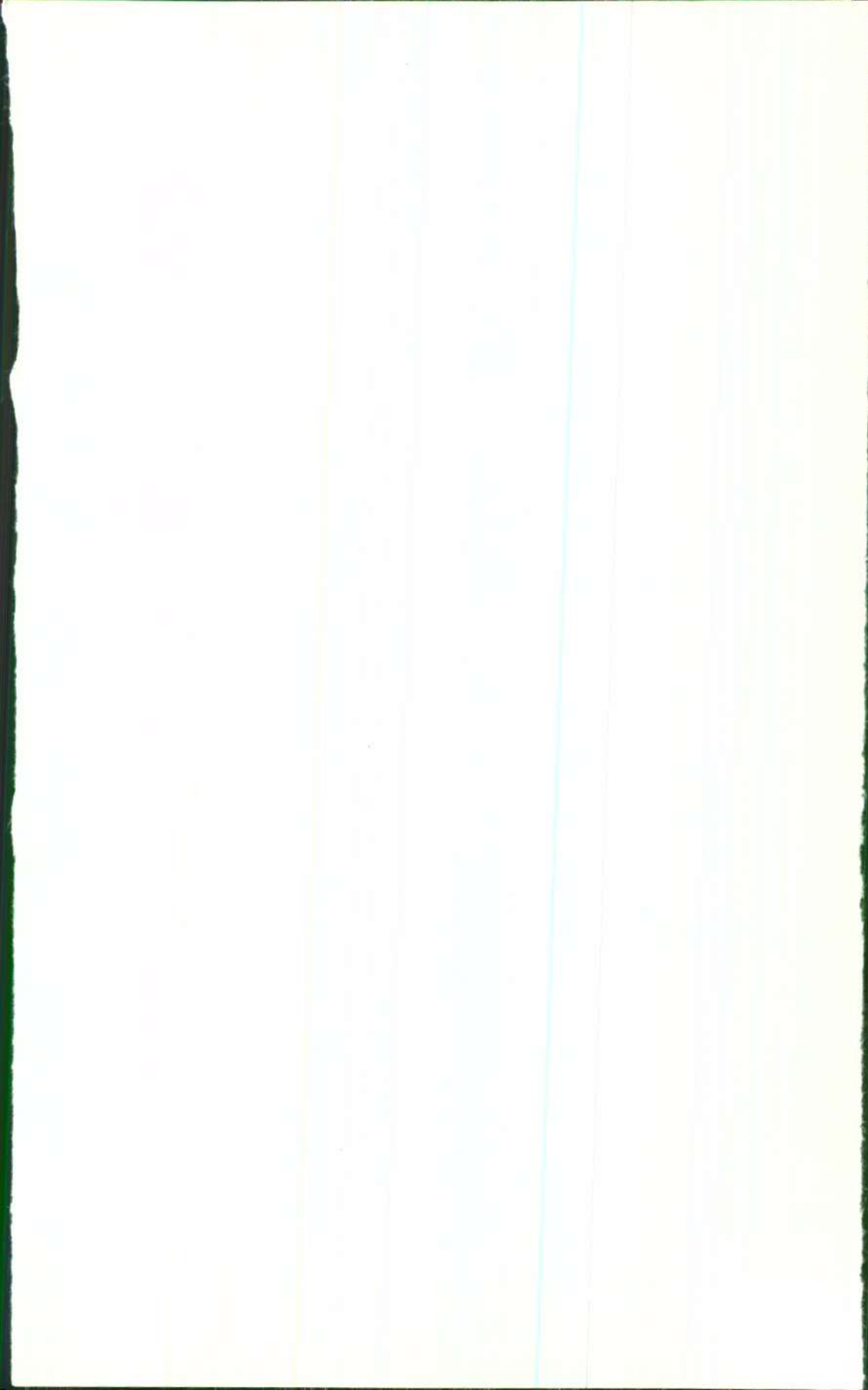
Dans un tel cadre, la politique du crédit, basée principalement sur des interventions de type sélectif, et opportunément règlementée par des plans appropriés, qui devraient devenir de plus en plus des tableaux intégrés et complets des flux de fonds, devrait jouer un rôle d'importance primordiale car elle constituerait un « levier » essentiel à la disposition des autorités pour leur permettre de réaliser les objectifs généraux de l'expansion et de la croissance de la Nation en termes matériels et sociaux.



REPUBLIQUE DE LA TANZANIE









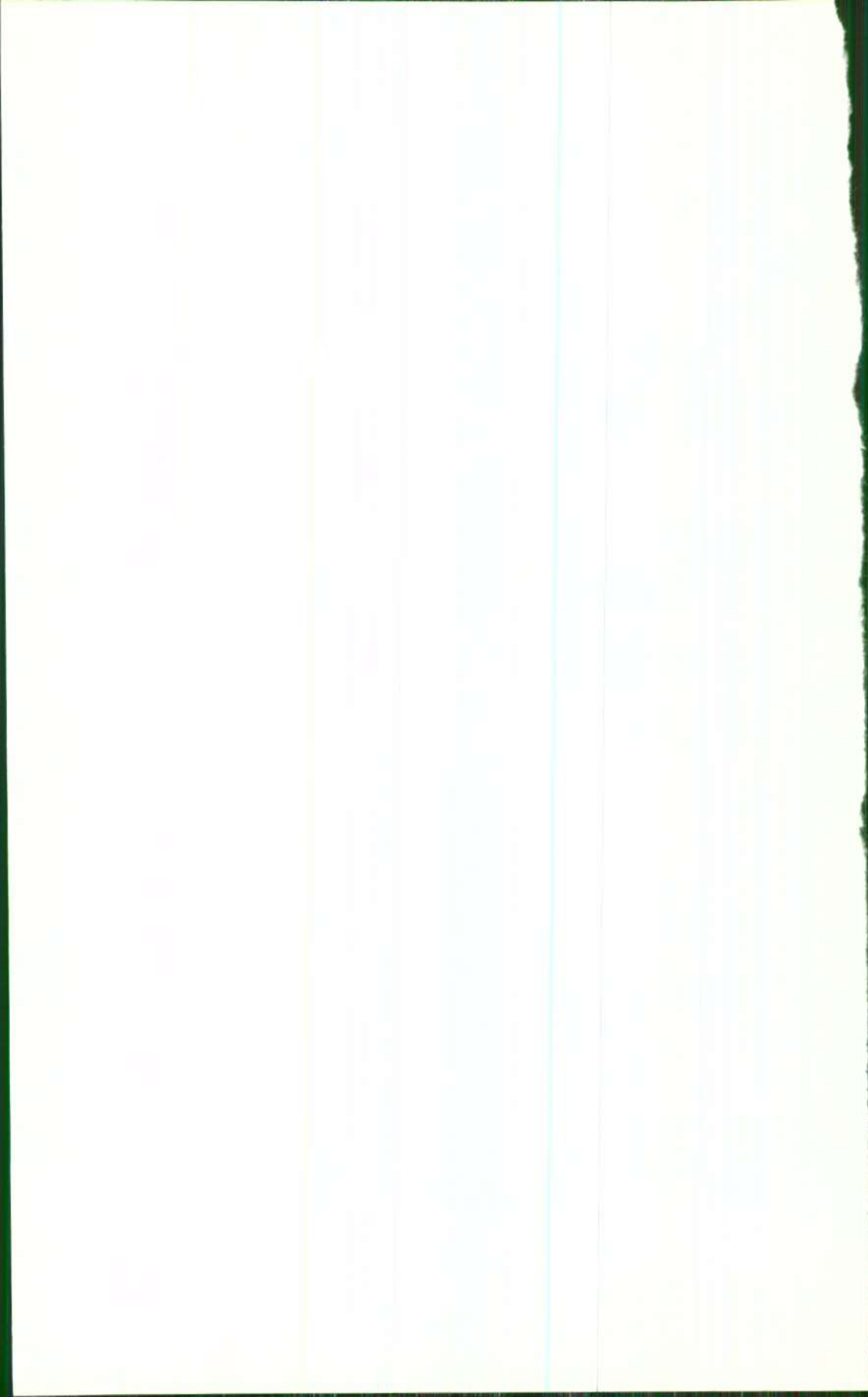


TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	VII
-------------------	-----

Introduction: CAUSES DÉTERMINANTES DE LA STRUCTURE DU CRÉDIT DE LA TANZANIE, D'ORDRE GÉO-ÉCONOMIQUE, HISTO- RIQUE ET POLITIQUE	1
--	---

PREMIÈRE PARTIE: HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION DU SYSTÈ- ME BANCAIRE ET DE CELUI DU CRÉDIT EN *EAST AFRICA*, DEPUIS L'ORIGINE JUSQU'EN 1965

Chapitre I: GENÈSE DE LA MONNAIE ET DE L'ACTIVITÉ BAN- CAIRE EN *EAST AFRICA*

1. PREMIÈRES EXPÉRIENCES MONÉTAIRES	25
2. PREMIÈRES EXPÉRIENCES DE CRÉDIT	27
3. CONCLUSIONS	30

Chapitre II: L'EAST AFRICAN CURRENCY BOARD

1. GÉNÉRALITÉS	33
2. MÉCANISME DES ÉMISSIONS	35
3. HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION DE L'EAST AFRICAN CURRENCY BOARD .	39
4. ÉVALUATION CRITIQUE DU RÔLE DE L'EAST AFRICAN CURRENCY BOARD DEPUIS SES ORIGINES JUSQU'EN 1966	61
5. CRÉATION DE BANQUES CENTRALES NATIONALES	72
6. DE L'EAST AFRICAN CURRENCY BOARD AUX BANQUES CENTRALES IN- DÉPENDANTES: PÉRIODE DE TRANSITION	82

Chapitre III: BANQUES COMMERCIALES ET AUTRES INSTITUTIONS FINANCIÈRES DE L'EAST AFRICA, DE 1919 A 1965

1. ÉVOLUTION DES STRUCTURES ET FONCTIONS DU SECTEUR DES BANQUES COMMERCIALES JUSQU'EN 1950	87
2. LES BANQUES COMMERCIALES DE L'EAST AFRICA PENDANT LA PÉRIODE ALLANT DE 1950 A 1965	93
a) <i>Expansion du crédit local</i>	94
b) <i>Expansion des dépôts</i>	94
c) <i>Réduction des réserves de liquidité</i>	99
d) <i>Dépôts et prêts d'origine publique</i>	102
e) <i>Diffusion de la monnaie scripturale</i>	103
f) <i>Présence de soldes élevés dans les comptes interbanques à l'intérieur de chaque Pays</i>	106
g) <i>Intégration de la structure bancaire de l'East Africa et caractère saisonnier des opérations d'emploi</i>	108
3. EXPANSION PRISE PAR LES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NON BANCAIRES PENDANT LA PÉRIODE ALLANT DE 1950 A 1965	114
a) <i>Les compagnies d'assurances</i>	114
b) <i>Les building societies</i>	118
c) <i>Les caisses d'épargne postales</i>	122
d) <i>Conclusions</i>	125

DEUXIÈME PARTIE: LA BANQUE CENTRALE ET LA POLITIQUE MONÉTAIRE ET DE CRÉDIT EN TANZANIE DE 1966 A 1972

Chapitre I: LA BANK OF TANZANIA

1. PRINCIPALES MESURES LÉGISLATIVES RÉGLEMENTANT L'ACTIVITÉ DE LA BANK OF TANZANIA	129
a) <i>Opérations d'émission</i>	132
b) <i>Rapports avec l'Etat et les autres autorités publiques</i>	132
c) <i>Rapports avec les autres banques</i>	133
d) <i>Contrôle du système bancaire et de celui du crédit</i>	134
e) <i>Gestion des réserves d'or et de devises</i>	135
f) <i>Autres attributions</i>	136
2. L'IMAGE DE LA BANQUE CENTRALE PRÉSENTÉE PAR LA LOI ORGANIQUE DE LA BANK OF TANZANIA	137

3. DÉBUT DES ACTIVITÉS DE LA BANK OF TANZANIA. OPÉRATIONS DE CONVERSION DES BILLETS ET MONNAIES ÉMIS PAR L'EAST AFRICAN CURRENCY BOARD	148
4. ORGANISATION INTERNE ET ARTICULATION EXTERNE DE LA BANK OF TANZANIA	152
5. ÉMISSION DE LA BANK OF TANZANIA	153
6. ÉVOLUTION ET COMPOSITION DES MOYENS DE PAIEMENT	155
7. RAPPORTS DE LA BANQUE CENTRALE AVEC LES BANQUES COMMERCIALES ET LES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	163
8. POLITIQUE MONÉTAIRE ET POLITIQUE DE CRÉDIT DE LA BANK OF TANZANIA	171
9. RÔLE DE LA BANK OF TANZANIA EN TANT QUE « BANQUIER » ET « AGENT FINANCIER » DE L'ÉTAT	182
10. FINANCEMENTS CONSENTIS AU TRÉSOR PAR LA BANK OF TANZANIA	187
11. CONTRIBUTION DE LA BANK OF TANZANIA AU DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ FINANCIER ET DE CELUI DES VALEURS MOBILIÈRES	191
12. LA BANK OF TANZANIA ET LES RÉSERVES EN DEVISES	193
13. MAINTIEN DE LA PARITÉ DES VALEURS EXTERNES DU SHILLING TANZANIE	199
14. LA BANK OF TANZANIA ET LE CONTRÔLE DES CHANGES	202
15. LA BANK OF TANZANIA ET LES RELATIONS AVEC LES AUTRES PAYS DE L'EAST AFRICA	205

Chapitre II: ASPECTS FINANCIERS DE LA PLANIFICATION DE L'ÉCONOMIE EN TANZANIE

1. ORIGINE DE LA PLANIFICATION FINANCIÈRE EN TANZANIE	207
2. PLAN QUINQUENNAL 1969-1974: FINANCEMENTS PRÉVUS ET LEURS SOURCES	208
a) <i>Budget de développement du Gouvernement central</i>	209
b) <i>Le secteur para-étatique</i>	210
c) <i>Le secteur privé</i>	214
3. CONSIDÉRATIONS CRITIQUES SUR LES OBJECTIFS DU DEUXIÈME PLAN QUINQUENNAL	216

4.	LA PLANIFICATION ANNUELLE	220
a)	<i>Budget annuel</i>	220
b)	<i>Les plans annuels</i>	223
5.	LES PLANS DE CRÉDIT ANNUELS	225
6.	PLAN FINANCIER ET DE CRÉDIT POUR 1972-1973	229
a)	<i>Financement du secteur gouvernemental</i>	230
b)	<i>Solde actif du budget ordinaire</i>	230
c)	<i>Financements de l'Etat par des institutions non bancaires</i>	231
d)	<i>Prêts du système bancaire à l'Etat</i>	232
e)	<i>Financements externes</i>	233
f)	<i>Offre de monnaie et maximales de crédit pouvant être consentis par le système bancaire</i>	233

TROISIÈME PARTIE: BANQUES COMMERCIALES ET AUTRES INSTITUTIONS FINANCIÈRES DE TANZANIE

Chapitre I: LES BANQUES COMMERCIALES

1.	HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION DU SECTEUR DES BANQUES COMMERCIALES EN TANZANIE. MESURES DE NATIONALISATION DE 1967	237
2.	DÉPÔTS, EMPLOIS ET SITUATION DES LIQUIDITÉS DES BANQUES COMMERCIALES DE 1966 A 1972	242
3.	LA NATIONAL BANK OF COMMERCE (NBC)	255
4.	LA PEOPLE'S BANK OF ZANZIBAR	271
5.	LE CRÉDIT A LA CONSOMMATION: LA KARADHA COMPANY LIMITED	272

Chapitre II: LE CRÉDIT A L'AGRICULTURE

1.	CARACTÉRISTIQUES DE LA STRUCTURE DU SECTEUR AGRICOLE EN TANZANIE: DIRECTIVES ET RÉALISATIONS DU DEUXIÈME PLAN QUINQUENNAL	277
a)	<i>Les villages ujamaa</i>	280
b)	<i>Les coopératives</i>	281
c)	<i>Les fermes nationales</i>	282
d)	<i>Les marketing boards</i>	282
e)	<i>La State Trading Corporation</i>	283
f)	<i>Les District Development Corporations</i>	283

2. LE CRÉDIT AGRICOLE EN TANZANIE	284
3. DES LOAN FUNDS A LA NATIONAL DEVELOPMENT CREDIT AGENCY	285
a) <i>Les loan funds</i>	285
b) <i>La Land Bank of Tanganyika</i>	290
c) <i>L'Agricultural Credit Agency (ACA)</i>	292
d) <i>La National Co-operative and Development Bank (NCDB)</i>	294
e) <i>La National Co-operative Bank (NCB)</i>	295
f) <i>La National Development Credit Agency (NDCA)</i>	297
4. LE CRÉDIT A L'AGRICULTURE DE NOS JOURS: CRÉATION DE LA TANZANIA RURAL DEVELOPMENT BANK (TRDB)	304
5. AUTRES INSTITUTIONS ACCORDANT DES CRÉDITS A L'AGRICULTURE	313
a) <i>Les sociétés coopératives et les unions de coopératives</i>	313
b) <i>Les coopératives de crédit et d'épargne</i>	316
c) <i>Les marketing boards</i>	318
d) <i>Participation directe de l'Etat au financement du développement rural</i>	320

Chapitre III: FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET PLUS PARTICULIÈREMENT DU SECTEUR INDUSTRIEL

1. STRUCTURE ET CARACTÉRISTIQUES DU SECTEUR INDUSTRIEL EN TAN- ZANIE. DIRECTIVES DU DEUXIÈME PLAN QUINQUENNAL	323
2. PRINCIPALES INSTITUTIONS DE FINANCEMENT EN FAVEUR DE L'EXPA- SION INDUSTRIELLE	327
a) <i>La Tanganyika Development Finance Company Limited</i>	327
b) <i>La Tanzania Investment Bank</i>	332
3. FONCTIONS EXERCÉES PAR LA NATIONAL DEVELOPMENT CORPORATION EN MATIÈRE DE CRÉDIT	345
4. L'EXPÉRIENCE DE LA TANZANIA FINANCE COMPANY LIMITED (TAFCO)	349
5. L'EAST AFRICAN DEVELOPMENT BANK	351
6. INSTITUTIONS DE MOINDRE IMPORTANCE	355
a) <i>La Worker's Development Corporation (WDC)</i>	355
b) <i>La Mwananchi Development Corporation (MDC)</i>	356
c) <i>L'Industrial Promotion Service (Tanzania) Limited et le Diamond Jubilee Trust (Tanzania) Limited</i>	357

Chapitre IV: LE CRÉDIT A LA CONSTRUCTION

1. LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION DE LA TANZANIE ET LES DIRECTIVES DU DEUXIÈME PLAN QUINQUENNAL	361
2. DES SYSTÈMES DE PRÊTS A L'HABITAT AUX PREMIÈRES EXPÉRIENCES DES BUILDING SOCIETIES	365
a) <i>Les systèmes de prêts à l'habitat</i>	365
b) <i>Les building societies</i>	368
3. LA PERMANENT HOUSING FINANCE COMPANY OF TANZANIA LIMITED (PHFCT)	370
4. FONDATION DE LA TANZANIA HOUSING BANK (THB)	375
5. FONCTIONS REMPLIES PAR LA NATIONAL HOUSING CORPORATION (NHC) DANS LE DOMAINE DE L'OCTROI DE CRÉDIT	378

Chapitre V: LA MOBILISATION DE L'ÉPARGNE

1. IMPORTANCE DE LA MOBILISATION DE L'ÉPARGNE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE TANZANIENNE	381
2. RÔLE DE LA CAISSE D'ÉPARGNE POSTALE	384
3. INSTITUTS DE PRÉVOYANCE. ACTIVITÉ DU NATIONAL PROVIDENT FUND	389
4. LES COMPAGNIES D'ASSURANCES. LA NATIONAL INSURANCE COMPANY	391
CONCLUSIONS	395

RÉPUBLIQUE DE LA TANZANIE (carte schématique)	405
---	-----

LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES

1. Emissions de l' <i>East African Currency Board</i>	42
2. Emissions fiduciaires effectuées dans les Pays de la zone monétaire de l'EACB de 1956 à 1966	48
3. Crédits accordés par l'EACB aux banques commerciales pour des prêts saisonniers à l'agriculture	53
4. EACB: taux d'intérêt et commissions de change au 30 juin 1955 et pendant la période 1960-1964	55
5. EACB: distribution faite aux Etats des revenus nets obtenus de 1951 à 1965	59
6. Rapport entre l'offre de monnaie-revenu national et l'offre de monnaie scripturale-revenu national en <i>East Africa</i> de 1946 à 1964.	65
7. Conversion de billets et de pièces de monnaie: soldes des banques commerciales. Valeurs globales	85
8. Composition qualitative des conversions effectuées jusqu'au 30 juin 1971	85
9. Pièces de monnaie et billets de banque de l' <i>East African Currency Board</i> en circulation	85
10. Banques commerciales: valeur du rapport entre les prêts et les emplois locaux avec le montant total de l'actif, exclus les soldes avec l'étranger, pendant certaines années de la période 1938-1965	93
11. Composition de l'actif des banques commerciales en <i>East Africa</i> de 1959 à 1965	95
12. Dépôts et prêts des gouvernements aux banques commerciales de 1959 à 1965	102
13. Dépôts des banques commerciales en <i>East Africa</i> de 1946 à 1965	104
14. Répartition territoriale des dépôts des banques commerciales en <i>East Africa</i> de 1946 à 1965	105

15. Valeur du rapport dépôts/prêts de 1959 à 1965	106
16. Composition qualitative des moyens de paiement en circulation de 1946 à 1965	107
17. Position nette des banques commerciales vis-à-vis de l'étranger de 1950 à 1965	110
18. Financement des besoins en crédits supplémentaires pour les mouvements saisonniers de la Tanzanie et de l'Ouganda de 1961 à 1965 . .	111
19. Situation des compagnies d'assurances en <i>East Africa</i> de 1959 à 1964 .	115
20. Composition de l'actif détenu par les compagnies d'assurances en 1964	117
21. Actif et passif des <i>building societies</i> , 1958-1963	119
22. Aides reçues par les <i>building societies</i> pendant la période 1961-1964 .	120
23. Répartition territoriale des activités de la <i>First Permanent Ltd.</i> en 1962 et en 1963	122
24. Dépôts effectués dans les caisses d'épargne postales de 1950 à 1965 .	123
25. Stock brut de billets et monnaies circulant en Tanzanie de 1966 à 1972	154
26. Composition en pourcentage de la circulation des billets, selon les coupures, pour la période 1966-1972	154
27. Composition en pourcentage de la circulation de la monnaie divisionnaire, selon les pièces, pour la période 1967-1972	155
28. Offre de monnaie en Tanzanie de 1965 à 1972	156
29. Revenu national brut et évolution du rapport entre l'offre de monnaie et le revenu national de 1965 à 1971	159
30. Taux d'intérêt en Tanzanie de 1961 à 1972	168
31. Dépôts des banques commerciales à la <i>Bank of Tanzania</i> et emprunts de ces banques de 1966 à 1973	171
32. Volume du portefeuille titres de la <i>Bank of Tanzania</i> et du système bancaire - Avances de la <i>Bank of Tanzania</i> au Trésor de 1966 à 1973	179
33. Volume des dépôts du gouvernement central à la <i>Bank of Tanzania</i> de 1966 à 1973	185
34. Dette nationale - Données récapitulatives pour la période allant de 1967 à 1972	186
35. Bons du Trésor ordinaires selon les catégories des possesseurs entre 1961 et 1973	189
36. Position de la Tanzanie à l'égard de l'étranger de 1966 à 1973 . .	194

37. Comparaison entre les réserves en devises et les émissions monétaires et entre la position vis-à-vis de l'étranger et les importations de 1966 à 1972	198
38. Budget de développement du gouvernement central. Sources et emplois des fonds	210
39. Investissements prévus pour le secteur para-étatique de 1969/1970 à 1973/1974	212
40. Investissements du secteur privé	215
41. Plan financier et de crédit pour 1971/1972	227
42. Budget du secteur gouvernemental. Prévisions pour les exercices 1972/1973 et 1973/1974	231
43. Titres d'Etat possédés par des institutions financières autres que les banques commerciales	232
44. Tableau récapitulatif des objectifs prévus par le plan de finance et de crédit pour l'exercice 1972/1973	233
45. Composition des actifs des banques commerciales de 1966 à 1973	243
46. Composition des passifs des banques commerciales de 1966 à 1973	245
47. Dépôts et emplois des banques commerciales de 1966 à 1973	246
48. Dépôts des banques commerciales analysés suivant leur type d'échéance de 1966 à 1973	249
49. Dépôts des banques commerciales analysés d'après les catégories de déposants de 1966 à 1973	250
50. Analyse des prêts des banques commerciales selon leurs modalités techniques de 1966 à 1973	251
51. Analyse des prêts des banques commerciales basée sur la distribution par secteur de 1967 à 1973	252
52. Position de liquidité des banques commerciales de 1966 à 1973	254
53. Valeurs des dépôts de la <i>National Bank of Commerce</i> de 1967 à 1972	266
54. Actif de la <i>National Bank of Commerce</i> de 1967 à 1972	267
55. Tableau comparatif des résultats de la <i>National Bank of Commerce</i> et de ceux de toutes les banques commerciales	268
56. Prêt consenti par la <i>Land Bank of Tanganyika</i> de 1949 à 1960	291
57. Prêt IDA: Utilisation par la <i>National Development Credit Agency</i>	302
58. Prêts financés avec les ressources internes de la NDCA	303

59. Investissements financés et provoqués par l'activité de la TDFL de 1962 à 1971. Statistiques globales	329
60. Répartition des investissements de la TDFL par secteur	330
61. Liste des investissements de la TDFL au 31 décembre 1971	331
62. Portefeuille des prêts de la NBC transféré à la TIB au 30 juin 1971 et 1972	339
63. Financements accordés par la TIB et valeur totale des projets d'investissement financés, répartis par secteur	340
64. Liste des projets financés par la TIB	341
65. Financements accordés par la TIB répartis suivant la position juridique des sociétés emprunteuses - 1972	342
66. Cadre général des sources de financements de projets dans lesquels la TIB a participé en 1972	343
67. Investissements du groupe NDC au 31 décembre 1970	347
68. Portefeuille actionnaire transféré par la NDC à la TAFCO	351
69. Financements effectués par l'EADB au 31 décembre 1970	354
70. Opérations effectuées par la <i>Permanent Housing Finance Company of Tanzania Limited</i> de 1968 à 1972	371
71. <i>Permanent Housing Finance Company of Tanzania Limited</i> . Réglementation des dépôts	372
72. <i>Tanganyika Post Office Savings Bank</i> - 1950-1972	385
73. Activité du <i>National Provident Fund</i> - 1965-1972	391

GRAPHIQUES

1. Taux d'intérêt	54
2. Conversion des billets et des monnaies de l' <i>East African Currency Board</i>	151

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 10 DÉCEMBRE 1974
PAR LES SOINS DU SERVIZIO STUDI E STATISTICA
DE LA CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCE LOMBARDE
SUR LES PRESSES DE GRAFICA COMENSE - TAVERNERIO (COME)

